

Institut universitaire européen



**Robert
Schuman
Centre
for
Advanced
Studies**



Un traité fondamental pour l'Union européenne

Étude sur la réorganisation des Traités

**Rapport remis le 15 mai 2000 à M. Romano Prodi,
président de la Commission européenne**



INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

Un traité fondamental pour l'Union européenne

Étude sur la réorganisation des Traités
Rapport remis le 15 mai 2000 à M. Romano Prodi,
président de la Commission européenne

Coordonnateurs

Claus-Dieter Ehlermann
Yves Mény

Rapporteur

Hervé Bribosia

Membres du groupe de travail

Gráinne de Búrca
Alan Dashwood
Renaud Dehousse
Bruno De Witte
Luis Díez-Picazo
Jean-Victor Louis
Francis Snyder
Antonio Tizzano
Armin von Bogdandy
Jacques Ziller

avec la participation de

M. l'ambassadeur Philippe de Schoutheete,
conseiller spécial de M. Michel Barnier, membre de la Commission européenne

© 2000 Communautés européennes

Tous droits réservés.
Toute reproduction faite par quelque procédé que ce soit
sans autorisation expresse est illicite.

Imprimé en Italie, en mai 2000

RÉORGANISATION DES TRAITÉS EUROPÉENS

Rapport Final de l'Institut Universitaire Européen de Florence¹

Au début de l'année 2000, la Commission européenne confiait au Centre Robert Schuman de l'Institut Universitaire Européen de Florence une étude de faisabilité consistant à « réorganiser les traités » sur lesquels repose l'Union européenne². Ce mandat, qui s'inscrit dans la perspective du rapport du groupe des Sages du 18 octobre 1999³ et d'une première étude effectuée par le Centre Robert Schuman pour le compte du Parlement européen⁴, comportait deux opérations.

La première opération vise à réorganiser la présentation et la forme des traités en respectant au mieux la situation juridique actuelle. La Commission nous invite à cet égard à restructurer de façon cohérente l'ensemble du droit primaire, ainsi qu'à mettre en exergue dans un « Traité de base » les traits fondamentaux de l'Union européenne. Cette opération nous paraît avoir pour objectif principal de clarifier un corps de règles complexes à l'intention des citoyens de l'Union, ainsi que de ceux relevant des États candidats à l'adhésion. Elle aurait en outre pour effet d'accroître la sécurité juridique relative au droit primaire, tout en dotant l'Union d'un document dont la valeur symbolique et identitaire complèterait de façon heureuse la Charte fondamentale des droits fondamentaux actuellement en chantier au sein de la Convention.

¹ . Un rapport intermédiaire a été remis à la Commission en date du 6 mars 2000.

² . Le groupe réuni au sein du Centre Robert Schuman, représentant diverses nationalités et cultures juridiques, a été coordonné par Yves Mény et Claus-Dieter Ehlermann. Les autres membres du groupe sont Grainne de Burca, Alan Dashwood, Renaud Dehousse, Bruno de Witte, Luis Diez-Picazo, Jean-Victor Louis, Francis Snyder, Antonio Tizzano, Armin von Bogdandy, Jacques Ziller. Le Groupe s'est réuni plusieurs fois à Florence et à Bruxelles, avec la participation de M. l'Ambassadeur Philippe de Schoutete, Conseiller spécial de Michel Barnier, membre de la Commission européenne. Hervé Bribosia a fait office de rapporteur pour le groupe.

³ . « The Institutional Implications of Enlargement – Report to the European Commission », publié dans *Europe* du 20 octobre 1999, Documents, n° 2159.

La seconde opération vise à assouplir, fût-ce dans certains cas seulement, la procédure générale de révision des traités inscrite à l'article 48 du TUE. En effet, le principe d'unanimité et la nécessité de passer par des procédures de ratification nationale parfois très lourdes risquent de paralyser l'évolution de l'Union lorsque le nombre d'États membres se sera accru au fur et à mesure des prochains élargissements.

Il existe, certes, une certaine correspondance entre les deux opérations : la nature fondamentale des dispositions constituant le « Traité de base » (que le groupe préfère dénommer « Traité fondamental de l'Union ») pourrait en effet impliquer que la modification ultérieure de celles-ci, par hypothèse moins fréquente, soit toujours soumise à une procédure de révision plus rigide, au cours de laquelle dominant les gouvernements et parlements nationaux représentant les intérêts étatiques. De même, subordonner les autres dispositions du droit primaire – ou du moins une partie de celles-ci – à une procédure d'amendement plus souple et de nature plus communautaire constitue une option que nous envisagerons.

Toutefois, la logique sous-jacente à l'assouplissement et à une certaine « communautarisation » des procédures de révision des traités ne correspond pas nécessairement, ni uniquement, à la nature plus ou moins « fondamentale » des dispositions de droit primaire. C'est pourquoi le groupe du Centre Schuman a jugé préférable d'élaborer dans ce rapport un projet de Traité fondamental de façon relativement indépendante des considérations liées à la procédure de révision, en privilégiant davantage le souci de lisibilité à l'égard des principes qui régissent l'organisation, les objectifs et le fonctionnement de l'Union européenne. La question de l'assouplissement de la procédure d'amendement des traités fera quant à elle l'objet d'un rapport distinct.

Enfin, deux documents relatifs à la restructuration des traités figurent en annexe à ce rapport :

⁴ . Parlement européen, Direction générale des Études, « Quelle Charte constitutionnelle pour l'Union européenne – Stratégies et options pour renforcer le caractère constitutionnel des traités », Document de Travail, Série Politique, Poli 105 Fr.

Dans l'Annexe I figure le projet de *Traité fondamental de l'Union européenne* et ses deux Protocoles spéciaux correspondant aux deux piliers intergouvernementaux de l'Union. Ce document est pourvu de toutes les explications d'ordre technique indiquant notamment l'origine des Clauses provenant des traités actuels, et le cas échéant les dispositions qui, tout en respectant au mieux le droit constant, sont d'une facture nouvelle (en caractère gras).

Dans l'Annexe II figure le projet de *Version consolidée du Traité instituant la Communauté européenne* telle qu'elle résulte du transfert dans le Traité fondamental d'un certain nombre de ses dispositions. Le même type d'explications techniques ponctue ce document.

Enfin, l'on trouvera dans une annexe séparée une version du projet de Traité fondamental débarrassée de toutes les explications techniques, afin d'en apprécier davantage son attrait.

* *
*
*
*

UN TRAITÉ FONDAMENTAL POUR L'UNION EUROPÉENNE

Pourquoi un Traité fondamental ?

En quarante ans d'effort d'intégration, il n'est guère surprenant que le droit primaire relatif aux Communautés et à l'Union européennes se soit développé de façon foisonnante, non linéaire et toujours plus complexe, dans d'innombrables traités originaires et de révision successifs, d'actes de nature similaire, de protocoles, sans compter les traités d'adhésion. La lisibilité de ces textes pour le citoyen en a beaucoup souffert mais aussi la sécurité juridique. Il semble que les juristes se réfèrent de moins en moins souvent aux textes originels ou de révision qui, pourtant, font seuls foi, et qu'ils ont davantage recours à des versions consolidées officielles. C'est pourquoi de nombreuses tentatives ont été menées au cours de ces dernières années pour faire table rase d'un ensemble de textes en les consolidant de façon cohérente dans un document unique ⁵. La dernière Conférence intergouvernementale a certes quelque peu « simplifié » les traités, mais elle n'a pu mener à son terme le travail de consolidation qu'elle avait timidement entrepris ⁶.

La plupart de ces tentatives de consolidation des traités se caractérisent par un texte long, encombré de considérations techniques liées à l'opération de restructuration, et dont la valeur ajoutée en terme de lisibilité et de sécurité juridique est maigre. Tirant profit de ces expériences antérieures, le groupe suggère, au lieu de s'attaquer à l'ensemble du magma des textes de droit primaire, d'en retirer l'essentiel, et de

⁵. De plus, faire table rase permettrait d'alléger énormément les travaux de traduction des traités originels et de révision à l'occasion des futures adhésions. En effet, au lieu de traduire tout le support juridique ancien, dépassé après les révisions successives, il suffirait de traduire les versions consolidées représentant la situation juridique actuelle. Une synthèse de toutes les tentatives de consolidation des traités fondateurs est donnée par Ch. Schmid, "Konsolidierung und Vereinfachung des europäischen Primärrechts - wissenschaftliche Modelle, aktueller Stand und Perspektiven", in A. von Bogdandy and Claus-Dieter Ehlermann, *Konsolidierung und Kohärenz des Primärrechts nach Amsterdam*, *Europarecht, Beiheft*, 2, 1998 (v. aussi *Europäisches Parlament, Generaldirektion Wissenschaft, Reihe Rechtsfragen, JURI - 102 DE*).

⁶. V. le « résultat définitif de cet exercice technique » présenté récemment par le Secrétariat général du Conseil « à titre d'exemple », conformément à la Déclaration n°42 du Traité d'Amsterdam relative à la consolidation des traités.

restructurer les dispositions sélectionnées de façon cohérente dans un *Traité fondamental*.

Sélection des traités concernés : le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne

Le groupe a jugé préférable de n'incorporer dans le projet de Traité fondamental que des dispositions relevant actuellement du Traité sur l'Union européenne (TUE) et du Traité instituant la Communauté européenne (TCE) : c'est au sein de ces deux Traités que l'on trouve, d'une part les dispositions relatives à l'architecture de l'Union, d'autre part les éléments essentiels du cadre institutionnel unique et du système communautaire.

Par ailleurs, il semble inopportun de mettre en évidence des dispositions du Traité CECA dans un Traité fondamental alors que son échéance est programmée d'ici peu. Il est d'ailleurs très peu probable que le particularisme de la CECA subsiste au delà. La question est sans doute plus délicate pour le Traité CEEA (Euratom). Le choix que le groupe a fait de ne pas en tenir compte tient essentiellement à deux raisons. D'abord, contrairement au Traité CE qui a une vocation générale, horizontale, la nature sectorielle du Traité CEEA le rend moins «fondamental» dans le processus d'intégration. D'autant moins que sa vitalité dans la pratique quotidienne, compte tenu du manque de consensus sur les objectifs originels, est toute relative. Ensuite, en laissant de côté le Traité CEEA (et à fortiori le Traité CECA), l'on évite de devoir alourdir inutilement le Traité fondamental d'un certain nombre de particularités institutionnelles qui devraient y figurer autrement, et de nuire ainsi à l'objectif de concision.

Forme et contenu du Traité fondamental

Le Traité fondamental se compose de huit titres, comprenant en tout 95 Clauses (environ 70 Clauses dans une version plus courte, v. *infra*) qui sont toutes pourvues d'un intitulé ⁷.

Les **trois premiers titres** contiennent des dispositions relatives aux fondements de l'Union, aux droits fondamentaux, et à la citoyenneté. Ces dispositions sont d'une telle nature qu'elles doivent sans aucun doute figurer dans le Traité fondamental, mais elles devraient sans doute subir des adaptations si la Charte des droits fondamentaux actuellement en projet devait être intégrée dans les traités.

Le **titre IV** du Traité fondamental expose les objectifs spécifiques et les actions propres à chacun des trois piliers de l'Union, ainsi que certains principes généraux régissant les relations entre l'Union ou la Communauté et ses États membres (subsidiarité, coopération loyale...). Le groupe a été amené à offrir le choix entre une version courte du Traité fondamental, qui s'en tiendrait à ces quelques clauses, et une version longue qui ajoute, au sein du pilier communautaire, un groupe de cinq clauses concernant le marché intérieur et ses quatre libertés, puis une vingtaine de clauses qui exposent de façon plus détaillée l'objectif de chacune des actions poursuivies dans le cadre communautaire (v. Clauses 21 à 45) ⁸.

Le groupe a opté, quant à lui, pour la version longue qui répond davantage à la préoccupation de préserver trois types d'équilibre. Il s'agit d'abord et avant tout des « grands équilibres » entre les politiques communautaires (marché intérieur, politique agricole commune, et cohésion économique et sociale ; ou encore UEM et emploi). Il s'agit ensuite de l'équilibre entre la dimension matérielle et la dimension institutionnelle. Il s'agit enfin d'un équilibre relatif entre les actions communautaires – qui constituent le cœur de l'intégration européenne – et la coopération de nature intergouvernementale au sein des deux autres piliers de l'Union.

⁷ . Le terme « Clause » a été retenu afin de bien différencier les dispositions du Traité fondamental de celles des autres traités.

En revanche, il nous est apparu impossible de faire une sélection objective des politiques méritant d'être présentées plus en détail, en excluant d'autres. Elles le sont donc en principe toutes, en respectant globalement l'ordre de présentation figurant actuellement dans le TCE. De plus, la présentation de chaque politique allonge le Traité fondamental dans son ensemble et ne fait pas apparaître le poids relatif de chaque politique communautaire, en mettant quasiment sur un même pied les politiques communes et les politiques fortement imprégnées du principe de subsidiarité (éducation, culture...).

La version longue entraîne également une difficulté dans le choix des dispositions à retenir pour caractériser chaque politique. Notre ligne de conduite fut de choisir, non des bases juridiques opérationnelles, mais des dispositions qui, dans la plupart des cas, donnent des précisions sur l'objectif des actions poursuivies. La sélection et le réaménagement des textes se sont même avérés impossibles dans le cas des « règles communes sur la concurrence » (Clause 29) ou encore des « conditions et limitations à la libre circulation » (Clause 26) : il a fallu dans ces cas rédiger de toute pièce une disposition très générale qui renvoie aux dispositions concernées du TCE.

Au cas où ces inconvénients sembleraient l'emporter sur les avantages de la version longue, il serait toujours loisible d'opter pour la version courte (ce qui exclurait donc les Clauses 21 à 45). Il s'agirait d'un Traité fondamental radicalement tourné vers l'avenir qui privilégierait la forme politico-institutionnelle de l'Union par rapport aux activités « matérielles » qu'elle exerce, et qui se rapprocherait dès lors davantage d'un document de nature constitutionnelle classique.

Le **Titre V** du Traité fondamental concerne les dispositions institutionnelles. Nous avons systématiquement privilégié la composition des institutions (dans la mesure où elle détermine la nature de celles-ci), leurs fonctions selon le pilier au sein duquel elles agissent, et le cas échéant leurs procédures de vote. Cela signifie que nous n'avons pas repris les dispositions qui concernent principalement l'organisation et le fonctionnement interne des institutions. Ces dispositions semblent ne pas devoir relever du Traité fondamental.

⁸ . Ces actions font l'objet d'une liste énumérative à la Clause 18, y compris donc dans la version

En outre, nous n'avons pas retenu les dispositions spécifiant les procédures de décision, tant celles exposées de façon générale (coopération, codécision, conclusion des accords internationaux, ...) que celles contenues au sein de chaque base juridique opérationnelle. Le caractère technique de ces procédures alourdirait considérablement le Traité fondamental, et la sélection parmi ces dernières s'avère impossible. En outre, elles reflètent un équilibre institutionnel susceptible d'évoluer encore. Compte tenu de leur caractère exceptionnel, nous avons cependant retenu les procédures générales de révision ou d'adhésion, ainsi que des procédures spéciales de révision qui constituent des variantes de portée limitée à la CIG classique⁹. En revanche, dans le même ordre d'idées, nous avons choisi de ne pas retenir l'article 308 du TCE (ex Article 235) relatif aux « pouvoirs résiduels » qui possède le caractère d'une base juridique.

Nous avons envisagé la possibilité de réunir dans une partie distincte du Traité fondamental trois clauses sur les « Actes de l'Union », correspondant aux instruments propres à chaque pilier. Après examen, il nous a semblé que, à l'instar des procédures générales de décision, la typologie des actes comporte un caractère technique la rendant impropre à figurer dans un Traité fondamental. A cela, l'on peut ajouter que la présentation des instruments de l'Union peut avoir pour effet d'induire en erreur les lecteurs du Traité fondamental: en effet, la portée juridique exacte de ces instruments – la directive est exemplaire à cet égard – est intimement liée à la jurisprudence, et de plus en plus d'actes atypiques ne figurent pas dans la typologie officielle.

Enfin, les **trois derniers titres** correspondent respectivement aux dispositions financières, aux dispositions sur la coopération renforcée, et aux dispositions finales.

Relations entre le Traité fondamental et les autres Traités et protocoles¹⁰

L'idée principale qui traverse notre projet consiste à remplacer le Traité sur l'Union européenne signé à Maastricht, et modifié par le Traité d'Amsterdam, par le Traité

courte.

⁹. V. Clause 3, § 2 (Article 22 du TCE - complément citoyenneté), Clause 47, § 1 (Article 17, § 1 du TUE – politique commune de défense), Clause 49, § 2 (Article 42 TEU - « communautarisation » du troisième pilier), Clause 56, § 2 (Article 190 (4) du TCE - procédure uniforme d'élection du Parlement européen), Clause 82, § 2 (Article 269 TCE - systèmes des ressources propres).

fondamental *de* l'Union européenne. En effet, mis à part les articles 8, 9 et 10 du TUE¹¹, toutes les dispositions du TUE actuel se retrouvent soit dans le corps du Traité fondamental lui-même, soit dans un des deux Protocoles Spéciaux annexés au Traité fondamental, l'un relatif à la politique étrangère et de sécurité commune, l'autre à la coopération policière et judiciaire en matière pénale. En outre, à l'instar du TUE actuel, le Traité fondamental possède les caractéristiques d'un traité-cadre qui recouvre toutes les activités communautaires et intergouvernementales de l'Union. A cet égard, le préambule et certaines dispositions initiales et finales du Traité fondamental reproduisent l'armature de base du TUE.

Une telle formule comporte l'avantage de supprimer le TUE dans sa forme présente dont le caractère hybride prête facilement à confusion. Elle permet également de consolider et restructurer de façon cohérente les dispositions du TUE ainsi que ses modifications ultérieures dans un nouveau document tout en mettant en exergue ses dispositions essentielles. Elle permet enfin d'éviter qu'un nouveau « Traité fondamental de l'Union » ne se superpose de façon maladroite à un « Traité sur l'Union » si ce dernier subsistait.

Quant au Traité instituant la Communauté européenne, il convient tout d'abord de reconnaître une valeur authentique à la version consolidée qui est annexée à l'Acte final du Traité d'Amsterdam, ne fût-ce que pour ne plus devoir se reporter aux nombreuses modifications successives du traité de Rome originel. Ensuite, toutes les dispositions de la version consolidée du TCE qui sont reproduites (de façon identique ou analogue) dans le Traité fondamental sont supprimées de la version consolidée.

Le sort des protocoles qui sont actuellement annexés au TUE et au TCE découle logiquement de ces opérations. Ainsi, tous les protocoles annexés au TUE seront désormais annexés au Traité fondamental. Et tous les protocoles annexés au TCE seront dorénavant annexés non seulement à la version consolidée du TCE, mais aussi au Traité fondamental lui-même vu que certaines dispositions du TCE y ont été intégrées.

¹⁰. V. Clause 88 du Traité fondamental.

Le groupe a certes envisagé d'aller un pas plus loin dans la restructuration du droit primaire, par exemple en consolidant les dispositions maintenues dans le TCE (voire les deux autres traités communautaires) dans un Protocole Spécial annexé au Traité fondamental, sur le même plan que les deux autres Protocoles Spéciaux. Il en résulterait un instrument unique, le Traité fondamental, et les trois Protocoles Spéciaux y attachés correspondant aux trois piliers. Toutefois, outre qu'une telle opération présenterait des difficultés techniques supplémentaires (en particulier pour le système de renvoi), il est sans doute important, ne serait-ce que sur le plan symbolique, de ne pas abroger le Traité de Rome. Plus généralement, une refonte totale du droit primaire se justifierait davantage et se réaliserait plus aisément dans le cadre d'une réforme substantielle fondamentale que dans une perspective de travail à droit constant.

Un Traité fondamental à « droit constant »

Ainsi que nous l'avons indiqué en introduction, le groupe avait pour mandat de montrer qu'il était possible de consolider et restructurer les traités sans s'écarter de la situation juridique actuelle.

Pourvu que l'on adopte pas une conception trop restrictive de la notion de «droit constant », nous pensons avoir respecté cette contrainte. En effet, le simple fait de changer l'environnement des textes et de les restructurer peut avoir des conséquences sur le plan de l'interprétation. Ce risque est inhérent à notre entreprise. C'est pourquoi le groupe avait imaginé dans un premier temps d'établir le Traité fondamental sans toucher aux traités actuels : les traités auraient été en quelque sorte dédoublés. Autrement dit, toutes les dispositions figurant dans le Traité fondamental auraient été maintenues dans les traités dont elles avaient été extraites. Cette solution aurait pu soulever des questions juridiques délicates quant aux relations entre le nouveau Traité fondamental et les autres traités subsistants. Le droit primaire s'en serait probablement trouvé compliqué plutôt que simplifié. Ce qui aurait été gagné en

¹¹ . Les articles 8, 9 et 10 du TUE portent des modifications aux traités communautaires. Ces dispositions de révision peuvent disparaître si l'on confère une valeur juridique aux versions consolidées des traités communautaires.

« droit constant » eût été perdu en clarté et en sécurité juridique. Ceci dit, un tel document dépourvu de valeur juridique pourrait toujours servir de modèle sur base duquel pourrait s'élaborer une réforme plus fondamentale des traités.

Les dispositions du Traité fondamental présenté ci-joint ne sont pas toutes parfaitement identiques aux articles du TUE ou du TCE actuels qu'elles remplacent. Et la rédaction de nouveaux textes ne se limite pas toujours à recréer un lien entre des dispositions séparées ou à combler une lacune d'ordre syntaxique : parfois, le texte de facture nouvelle consolide, synthétise, voire réaménage les dispositions remplacées (v. par exemple les Clauses 12 et 13 relatives à l'Ombudsman et à l'emploi des langues, ou encore la Clause 61 concernant les pouvoirs du Conseil dans chacun des piliers). Mais le groupe s'est toujours attaché, lorsqu'il devait changer la lettre, à ne pas changer la situation juridique actuelle, en particulier celle concernant les rapports de compétence entre l'Union ou la Communauté et ses États membres. De même, bien que la structure en piliers de l'Union nuise à la lisibilité et à une restructuration simple des traités, celle-ci a été reproduite le plus fidèlement possible dans le Traité fondamental.

Enfin, le groupe n'a pas voulu intégrer la jurisprudence de la Cour de justice dans le Traité fondamental (ni dans la version consolidée du TCE) même lorsque relier celle-ci contribuerait à éclairer la portée réelle d'une disposition. Il s'agit là d'une problématique différente qui ne rentrait d'ailleurs pas dans le cadre notre mandat.

* *

*

Au terme de cette étude, le groupe est convaincu qu'une refonte limitée des dispositions essentielles du droit primaire dans un Traité fondamental peut être réalisée en respectant au mieux la situation juridique et institutionnelle actuelle. Une telle opération vaut la peine d'être menée tant pour réduire la complexité des textes fondateurs, que pour doter l'Union et ses (futurs) citoyens d'un document accessible. Si la Charte des droits fondamentaux y était intégrée, nul doute que ce document comporterait une valeur symbolique et identitaire qui rapprocherait davantage le processus d'intégration européenne de la société civile.



INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

ANNEXES

ANNEXE I

TRAITÉ FONDAMENTAL DE L'UNION EUROPÉENNE

ET DEUX PROTOCOLES SPÉCIAUX Y ANNEXÉS

MODÈLE

TRAITÉ FONDAMENTAL DE L'UNION EUROPÉENNE

SOMMAIRE

I. – Texte du traité

PRÉAMBULE

TITRE I. — FONDEMENTS DE L'UNION

CLAUSE 1 : L'Union européenne
CLAUSE 2 : Principes de l'Union
CLAUSE 3 : Objectifs généraux de l'Union

TITRE II. — DROITS FONDAMENTAUX

CLAUSE 4 : Droits fondamentaux
CLAUSE 5 : Non discrimination

TITRE III. — CITOYENNETÉ DE L'UNION

CLAUSE 6 : Citoyenneté de l'Union
CLAUSE 7 : Non discrimination sur base de la nationalité
CLAUSE 8 : Liberté de circulation et de séjour
CLAUSE 9 : Droit de vote et d'éligibilité
CLAUSE 10 : Protection diplomatique
CLAUSE 11 : Droit de pétition
CLAUSE 12 : Médiateur
CLAUSE 13 : Emploi des langues
CLAUSE 14 : Accès aux documents

TITRE IV. — OBJECTIFS ET ACTIONS DE L'UNION

I. — Dans le cadre de la Communauté européenne

CLAUSE 15 : Objectifs de la Communauté européenne
CLAUSE 16 : Subsidiarité
CLAUSE 17 : Coopération loyale
CLAUSE 18 : Actions de la Communauté européenne
CLAUSE 19 : Union économique et monétaire
CLAUSE 20 : Services d'intérêt économique général

CLAUSE 21 : Marché intérieur
CLAUSE 22 : Libre circulation des marchandises

CLAUSE 23 : Libre circulation des personnes
CLAUSE 24 : Libre circulation des services
CLAUSE 25 : Libre circulation des capitaux et paiements
CLAUSE 26 : Conditions et limitations à la libre circulation

CLAUSE 27 : Politique agricole commune
CLAUSE 28 : Transport
CLAUSE 29 : Règles communes de concurrence
CLAUSE 30 : Politique commerciale commune
CLAUSE 31 : Visas, asile, immigration et autres politiques liées à la libre de circulation des personnes
CLAUSE 32 : Politique économique
CLAUSE 33 : Politique monétaire
CLAUSE 34 : Emploi
CLAUSE 35 : Politique sociale
CLAUSE 36 : Éducation, formation professionnelle et jeunesse
CLAUSE 37 : Culture
CLAUSE 38 : Environnement
CLAUSE 39 : Santé publique
CLAUSE 40 : Protection des consommateurs
CLAUSE 41 : Réseaux transeuropéens
CLAUSE 42 : Industrie
CLAUSE 43 : Cohésion économique et sociale
CLAUSE 44 : Recherche et développement technologique
CLAUSE 45 : Coopération au développement

II. — Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune

CLAUSE 46 : Politique étrangère et de sécurité commune
CLAUSE 47 : Politique de défense commune
CLAUSE 48 : Loyauté et solidarité

III. — Dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale

CLAUSE 49 : Coopération policière et judiciaire en matière pénale

TITRE V. — DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

CLAUSE 50 : Cadre institutionnel unique de l'Union
CLAUSE 51 : Le Conseil européen
CLAUSE 52 : Institutions
CLAUSE 53 : Principes d'attribution des pouvoirs
CLAUSE 54 : Le Système européen de banques centrales et la Banque centrale européenne
CLAUSE 55 : La Banque européenne d'investissement

I. ? Le Parlement européen

CLAUSE 56 : Composition
CLAUSE 57 : Fonctions
CLAUSE 58 : Motion de censure
CLAUSE 59 : Vote

II. ? Le Conseil

CLAUSE 60 : Composition et présidence
CLAUSE 61 : Fonctions
CLAUSE 62 : Représentation extérieure
CLAUSE 63 : Vote

III. ? La Commission

CLAUSE 64 : Composition
CLAUSE 65 : Nomination
CLAUSE 66 : Présidence
CLAUSE 67 : Fonctions
CLAUSE 68 : Vote

IV. ? La Cour de justice

CLAUSE 69 : Composition et nomination
CLAUSE 70 : Fonctions
CLAUSE 71 : Tribunal de première instance

V. ? La Cour des comptes

CLAUSE 72 : Composition et nomination
CLAUSE 73 : Fonctions

VI. ? Les Comités consultatifs

CLAUSE 74 : Le Comité économique et social
CLAUSE 75 : Le Comité des régions.

VII. ? Le système européen des banques centrales et la banque centrale européenne

CLAUSE 76 : Généralités
CLAUSE 77 : Le conseil des gouverneurs et le directoire
CLAUSE 78 : Indépendance
CLAUSE 79 : Fonctions

VIII. ? La Banque européenne d'investissement

CLAUSE 80 : Généralités
CLAUSE 81 : Fonctions

TITRE VI. ? DISPOSITIONS FINANCIÈRES

CLAUSE 82 : Budget
CLAUSE 83 : Discipline budgétaire
CLAUSE 84 : Intérêts financiers de la Communauté européenne

TITRE VII. — DISPOSITIONS SUR LA COOPERATION RENFORCÉE

CLAUSE 85 : Conditions générales

CLAUSE 86 : Mise en oeuvre de la coopération renforcée

TITRE VIII. — DISPOSITIONS FINALES

CLAUSE 87 : Compétence de la Cour de justice
CLAUSE 88 : Le traité fondamental et les autres traités
CLAUSE 89 : Association
CLAUSE 90 : Adhésion à l'Union
CLAUSE 91 : Suspension des droits des États membres
CLAUSE 92 : Procédure de révision
CLAUSE 93 : Durée
CLAUSE 94 : Ratification et entrée en vigueur
CLAUSE 95 : Authenticité

ANNEXE : Protocoles annexés aux traités (Protocoles visés à la clause 88, paragraphe 1 du traité fondamental)

Protocole annexé au **traité fondamental**

Protocoles annexés au **traité fondamental** et à la **version consolidée** du traité instituant la Communauté européenne:

Protocoles annexés au **traité fondamental**, à la **version consolidée** du traité instituant la Communauté européenne, et aux traités instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique

II. – Protocoles spéciaux annexés au traité fondamental

Protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune

Protocole spécial sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale

III. – Acte final

I. ? Texte du traité ¹

Préambule ²

RÉSOLUS à franchir une nouvelle étape dans le processus d'intégration européenne engagé par la création des Communautés européennes,

RAPPELANT l'importance historique de la fin de la division du continent européen et la nécessité d'établir des bases solides pour l'architecture de l'Europe future,

CONFIRMANT leur attachement aux principes de la liberté, de la démocratie et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'État de droit,

CONFIRMANT leur attachement aux droits sociaux fondamentaux tels qu'ils sont définis dans la Charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961, et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989,

DÉSIREUX d'approfondir la solidarité entre leurs peuples dans le respect de leur histoire, de leur culture et de leurs traditions,

DÉSIREUX de renforcer le caractère démocratique et l'efficacité du fonctionnement des institutions, afin de leur permettre de mieux remplir, dans un cadre institutionnel unique, les missions qui leur sont confiées,

RÉSOLUS à renforcer leurs économies ainsi qu'à en assurer la convergence, et à établir une union économique et monétaire, comportant, conformément aux dispositions du présent traité, une monnaie unique et stable,

DÉTERMINÉS à promouvoir le progrès économique et social de leurs peuples, compte tenu du principe du développement durable et dans le cadre de l'achèvement du marché intérieur, et du renforcement de la cohésion et de la protection de l'environnement, et à mettre en oeuvre des politiques assurant des progrès parallèles dans l'intégration économique et dans les autres domaines,

RÉSOLUS à établir une citoyenneté commune aux ressortissants de leurs pays,

¹ . Le traité fondamental de l'Union européenne ? ci-après "le traité fondamental" ? devrait remplacer l'actuel traité sur l'Union européenne. Voir clause 88. **Les textes nouveaux sont en caractère gras.**

² . Préambule du traité sur l'Union européenne. Une alternative consisterait à le fusionner et le consolider avec le préambule du TCE (voir le modèle proposé par le Secrétariat général du Conseil).

RÉSOLUS à mettre en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, conformément aux dispositions de l'article 17, renforçant ainsi l'identité de l'Europe et son indépendance afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde,

RÉSOLUS à faciliter la libre circulation des personnes, tout en assurant la sûreté et la sécurité de leurs peuples, en établissant un espace de liberté, de sécurité et de justice, conformément aux dispositions du présent traité,

RÉSOLUS à poursuivre le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises le plus près possible des citoyens, conformément au principe de subsidiarité,

DANS LA PERSPECTIVE des étapes ultérieures à franchir pour faire progresser l'intégration européenne,

DESIREUX de rendre la structure institutionnelle de l'Union, ses principes et ses objectifs plus cohérents et plus accessibles à l'égard de ses citoyens et à l'égard de la Communauté internationale,

ONT DÉCIDÉ de doter l'Union européenne et ses citoyens du présent traité fondamental, et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires

...

TITRE I. — FONDEMENTS DE L'UNION

CLAUSE 1 : L'Union Européenne ³

L'Union européenne instituée par les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES marque une nouvelle étape dans le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe, dans laquelle les décisions sont prises dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens.

L'Union européenne, ci-après dénommée "l'Union", est fondée sur les Communautés européennes complétées par une politique étrangère et de sécurité commune et une coopération policière et judiciaire en matière pénale. Elle a pour mission d'organiser de façon cohérente et solidaire les relations entre les États membres et entre leurs peuples.

CLAUSE 2 : Principes de l'Union

1. L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres ⁴.
2. L'Union respecte l'identité nationale de ses États membres ⁵.

CLAUSE 3 : Objectifs généraux de l'Union

1. L'Union se donne pour objectifs ⁶ :
 - ? de promouvoir le progrès économique et social ainsi qu'un niveau d'emploi élevé, et de parvenir à un développement équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique, conformément aux dispositions **des traités** ⁷ ;
 - ? d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, qui pourrait conduire à une défense commune, conformément aux dispositions de la **Clause 47**;

³. Nouvelle rédaction de l'ARTICLE 1, alinéas 2 et 3 (ex-article A) TUE.

⁴. ARTICLE 6, paragraphe 1 (ex-article F) TUE

⁵. ARTICLE 6, paragraphe 3 (ex-article F) TUE

⁶. ARTICLE 2 (ex-article B) TUE

⁷. La notion de "traités" est définie à la clause 88.

? de renforcer la protection des droits et des intérêts des ressortissants de ses États membres par l’instauration d’une citoyenneté de l’Union;

? de maintenir et de développer l’Union en tant qu’espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes, en liaison avec des mesures appropriées en matière de contrôle des frontières extérieures, d’asile, d’immigration ainsi que de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène;

? de maintenir intégralement l’acquis communautaire et de le développer afin d’examiner dans quelle mesure **la politique étrangère et de sécurité commune et la coopération policière et judiciaire en matière pénale** devraient être révisées en vue d’assurer l’efficacité des mécanismes et institutions communautaires.

Les objectifs de l’Union sont atteints conformément aux dispositions du présent traité, dans les conditions et selon les rythmes qui y sont prévus, dans le respect du principe de subsidiarité tel qu’il est défini à la **Clause 16**.

2. L’Union se dote des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques.⁸

TITRE II. ? DROITS FONDAMENTAUX ⁹

CLAUSE 4 : Droits fondamentaux ¹⁰

L’Union respecte les droits fondamentaux, tels qu’ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu’ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, en tant que principes généraux du droit communautaire.

CLAUSE 5 : Non discrimination ¹¹

Le Conseil peut prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l’origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l’âge ou l’orientation sexuelle conformément à l’article 13 du traité établissant la Communauté européenne.

⁸. ARTICLE 6, paragraphe 4 (ex-article F) TUE.

⁹. Le contenu du présent titre pourra être influencé par l’adoption de la Charte des droits fondamentaux, qui est en cours d’élaboration par la “Convention”.

¹⁰. ARTICLE 6, paragraphe 2 (ex-article F) TUE.

¹¹. Nouvelle rédaction de l’ARTICLE 13 (ex-article 6 A) TCE.

TITRE III. ? CITOYENNETÉ DE L'UNION ¹²

CLAUSE 6 : Citoyenneté de l'Union ¹³

1. Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union complète la citoyenneté nationale et ne la remplace pas.

Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par **les traités**.

2. **Sur base du rapport visé à l'article 22 du traité instituant la Communauté européenne**, et sans préjudice des autres dispositions **dudit traité**, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut arrêter des dispositions tendant à compléter les droits prévus **au présent titre**, dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ¹⁴.

CLAUSE 7 : Non discrimination en raison de la nationalité ¹⁵

Dans le domaine d'application du **traité instituant la Communauté européenne**, et sans préjudice des dispositions particulières qu'il prévoit, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité.

Le Conseil peut prendre toute réglementation en vue de l'interdiction de ces discriminations **conformément à l'article 12 dudit traité**.

CLAUSE 8 : Liberté de circulation et de séjour ¹⁶

Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, sous réserve des limitations et conditions prévues par le **traité instituant la Communauté européenne** et par les dispositions prises pour son application.

Le Conseil peut arrêter des dispositions visant à faciliter l'exercice des droits visés au paragraphe 1, **conformément à l'article 18 dudit traité**.

CLAUSE 9 : Droit de vote et d'éligibilité

¹² . Le contenu du présent titre pourra être influencé par l'adoption de la Charte des droits fondamentaux, qui est en cours d'élaboration par la "Convention".

¹³ . ARTICLE 17 (ex-article 8) TCE.

¹⁴ . ARTICLE 22 , alinéa 2 (ex-article 8 E) TCE.

¹⁵ . ARTICLE 12 (ex-article 6) TCE.

¹⁶ . ARTICLE 18, paragraphes 1 et 2, en partie, (ex-article 8 A) TCE.

1. Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État ¹⁷.

Sans préjudice de la **clause 56, paragraphe 2** et des dispositions prises pour son application, tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État ¹⁸.

Le droit de vote et d'éligibilité visé au présent paragraphe sera exercé sous réserve des modalités arrêtées par le Conseil **conformément à l'article 19 du traité instituant la Communauté européenne** ¹⁹.

2. Les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteur d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union ²⁰.

CLAUSE 10 : Protection diplomatique ²¹

Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État. Les États membres établissent entre eux les règles nécessaires et engagent les négociations internationales requises en vue d'assurer cette protection.

CLAUSE 11 : Droit de pétition ²²

Tout citoyen de l'Union, ainsi que toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre, a le droit de présenter, à titre individuel ou en association avec d'autres citoyens ou personnes, une pétition au Parlement européen sur un sujet relevant des domaines d'activité de la Communauté et qui le ou la concerne directement.

¹⁷ . ARTICLE 19 , paragraphe 1 première phrase (ex-article 8 B) TCE

¹⁸ . ARTICLE 19, paragraphe 2 première phrase (ex-article 8 B) TCE.

¹⁹ . Consolidation de l'ARTICLE 19, paragraphes 1 seconde phrase et paragraphe 2 seconde phrase (ex-article 8 B) TCE

²⁰ . ARTICLE 191 (ex-article 138 A) TCE.

²¹ . ARTICLE 20 (ex-article 8 C) TCE.

²² . Consolidation de l'ARTICLE 21, alinéa 1 (ex-article 8 D) et de l'ARTICLE 194 (ex-article 138 D) TCE

CLAUSE 12 : Médiateur ²³

Tout citoyen de l'Union **ou toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège statutaire dans un État membre** peut s'adresser au médiateur. Le médiateur est compétent pour recevoir les plaintes relatives à des cas de mauvaise administration dans l'action des institutions ou organes communautaires, à l'exclusion de la Cour de justice et du Tribunal de première instance dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles.

CLAUSE 13 : Emploi des langues ²⁴

Tout citoyen de l'Union peut, **dans le cadre du traité instituant la Communauté européenne, écrire au Parlement européen et à son médiateur, au Conseil, à la Commission, à la Cour de justice, à la cour des comptes, au comité économique et social, au comité des régions** dans l'une des langues visées à l'article 314 **dudit traité** et recevoir une réponse rédigée dans la même langue.

CLAUSE 14 : Accès aux documents ²⁵

Tout citoyen de l'Union et toute personne physique ou morale résidant ou ayant son siège dans un État membre a un droit d'accès aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, sous réserve des principes et des conditions qui seront fixés conformément à **l'article 255**, paragraphes 2 et 3 **du traité instituant la Communauté européenne**.

TITRE IV. — OBJECTIFS ET ACTIONS DE L'UNION

I. ? Dans le cadre de la Communauté européenne

CLAUSE 15 : Objectifs de la Communauté européenne ²⁶

La Communauté **européenne** a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en oeuvre des politiques ou des actions communes visées aux **clauses 18 et 19**, de promouvoir dans l'ensemble de la Communauté un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré

²³. Consolidation de l'ARTICLE 21, alinéa 2 (ex-article 8d) et de l'ARTICLE 195, paragraphe 1, alinéa 1 (ex-article 138 E) TCE.

²⁴. Nouvelle rédaction de l'ARTICLE 21, alinéa 3 (ex-article 8 D) TCE.

²⁵. ARTICLE 255, paragraphe 1 (ex-article 191 A) TCE.

²⁶. ARTICLE 2 (ex-article 2) TCE.

de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres.

CLAUSE 16 : Subsidiarité ²⁷

La Communauté **européenne** agit dans les limites des compétences qui lui sont conférées et des objectifs qui lui sont assignés par le **traité instituant la Communauté européenne**.

Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté **européenne** n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire.

L'action de la Communauté **européenne** n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre **ses** objectifs.

CLAUSE 17 : Coopération loyale ²⁸

Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du **traité instituant la Communauté européenne** ou résultant des actes des institutions de la Communauté **européenne**. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.

Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts **de la Communauté européenne**.

CLAUSE 18 : Actions de la Communauté européenne

1. Aux fins énoncées à la **clause 15**, l'action de la Communauté **européenne** comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le **traité instituant la Communauté européenne** ²⁹:

- a) l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises, ainsi que de toutes autres mesures d'effet équivalent,

²⁷. ARTICLE 5 (ex-article 3 B) TCE. Le groupe suggère l'extension de l'application de cette clause à toute l'Union.

²⁸. ARTICLE 10 (ex-article 5) TCE. Le groupe suggère l'extension de l'application de cette clause à toute l'Union.

²⁹. ARTICLE 3 (ex-article 3) TCE.

- b) une politique commerciale commune,
- c) un marché intérieur caractérisé par l'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux,
- d) des mesures relatives à l'entrée et à la circulation des personnes conformément à **la clause 31 et au titre IV de la troisième partie dudit traité**,
- e) une politique commune dans les domaines de l'agriculture et de la pêche,
- f) une politique commune dans le domaine des transports,
- g) un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché intérieur,
- h) le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun,
- i) la promotion d'une coordination entre les politiques de l'emploi des États membres en vue de renforcer leur efficacité par l'élaboration d'une stratégie coordonnée pour l'emploi;
- j) une politique dans le domaine social comprenant un Fonds social européen,
- k) le renforcement de la cohésion économique et sociale,
- l) une politique dans le domaine de l'environnement,
- m) le renforcement de la compétitivité de l'industrie de la Communauté,
- n) la promotion de la recherche et du développement technologique,
- o) l'encouragement à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens,
- p) une contribution à la réalisation d'un niveau élevé de protection de la santé,
- q) une contribution à une éducation et à une formation de qualité ainsi qu'à l'épanouissement des cultures des États membres,
- r) une politique dans le domaine de la coopération au développement,
- s) l'association des pays et territoires d'outre-mer, en vue d'accroître les échanges et de poursuivre en commun l'effort de développement économique et social,
- t) une contribution au renforcement de la protection des consommateurs,

u) des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile et du tourisme.

Pour toutes les actions visées à la présente **clause**, la Communauté **européenne** cherche à éliminer les inégalités, et à promouvoir l'égalité, entre les hommes et les femmes.

2. Les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en oeuvre des politiques et actions de la Communauté visées au **paragraphe premier**, en particulier afin de promouvoir le développement durable ³⁰.

CLAUSE 19 : Union économique et monétaire ³¹

1. Aux fins énoncées à la **clause 15**, l'action des États membres et de la Communauté **européenne** comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le **traité instituant la Communauté européenne**, l'instauration d'une politique économique fondée sur l'étroite coordination des politiques économiques des États membres, sur le marché intérieur et sur la définition d'objectifs communs, et conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.

2. Parallèlement, dans les conditions et selon les rythmes et les procédures prévus par **ledit traité**, cette action comporte la fixation irrévocable des taux de change conduisant à l'instauration d'une monnaie unique, **l'Euro**, ainsi que la définition et la conduite d'une politique monétaire et d'une politique de change uniques dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix et, sans préjudice de cet objectif, de soutenir les politiques économiques générales dans la Communauté **européenne**, conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre.

3. Cette action des États membres et de la Communauté **européenne** implique le respect des principes directeurs suivants: prix stables, finances publiques et conditions monétaires saines et balance des paiements stable.

CLAUSE 20 : Services d'intérêt économique général ³²

Sans préjudice des **règles régissant les aides d'État visées aux** articles 73, 86 et 87 **du traité instituant la Communauté européenne**, et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général parmi les valeurs communes de l'Union ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union, la Communauté et ses États membres, chacun dans les limites

³⁰. ARTICLE 6 (ex-article 3c C) TCE.

³¹. ARTICLE 4 (ex-article 3 A) TCE.

³². ARTICLE 16 (ex-article 7 D) TCE.

de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application **dudit traité**, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions.

CLAUSE 21 : Marché intérieur ³³

1. La Communauté arrête les mesures destinées à établir le marché intérieur, conformément à la présente clause et aux dispositions du traité instituant la Communauté européenne.

2. Le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée selon les dispositions **du traité instituant la Communauté européenne.**

CLAUSE 22 : Libre circulation des marchandises

1. La Communauté **européenne** est fondée sur une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers ³⁴.

2. Les droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent sont interdits entre les États membres. Cette interdiction s'applique également aux droits de douane à caractère fiscal ³⁵.

3. Les restrictions quantitatives à l'importation **et à l'exportation**, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres ³⁶.

4. Les dispositions du **paragraphe 2 et 3 et de l'article 30 et 31 du traité instituant la Communauté européenne** s'appliquent aux produits qui sont originaires des États membres, ainsi qu'aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans les États membres ³⁷.

³³. Nouvelle rédaction de l'ARTICLE 14, paragraphe 1 TCE et de l'ARTICLE 14, paragraphe 2 (ex-article 7 A) TCE.

³⁴. ARTICLE 23, paragraphe 1 (ex-article 9) TCE.

³⁵. ARTICLE 25 (ex-article 12) TCE.

³⁶. Consolidation de l'ARTICLE 28 (ex-article 30) et de l'ARTICLE 29 (ex-article 34) TCE.

³⁷. ARTICLE 23, paragraphe 2 (ex-article 9) TCE.

CLAUSE 23 : Libre circulation des personnes

1. La libre circulation des travailleurs est assurée à l'intérieur de la Communauté européenne.

Elle implique l'abolition de toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail ³⁸.

2. Les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont interdites. Cette interdiction s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ainsi que la constitution et la gestion d'entreprises, et notamment de sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa **du traité instituant la Communauté européenne**, dans les conditions définies par la législation du pays d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du chapitre **dudit traité** relatif aux capitaux ³⁹.

CLAUSE 24 : Libre circulation des services ⁴⁰

Les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de la Communauté européenne sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un pays de la Communauté autre que celui du destinataire de la prestation.

CLAUSE 25 : Libre circulation des capitaux et des paiements ⁴¹

Toutes les restrictions aux mouvements de capitaux **et aux paiements** entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.

CLAUSE 26 : Conditions et limitations à la libre circulation ⁴²

Les dispositions précédentes relatives à la liberté de circulation doivent être appliquées dans le cadre des dispositions du traité instituant la Communauté

³⁸ . ARTICLE 39, paragraphes 1 et 2 (ex-article 48) TCE.

³⁹ . ARTICLE 43 (ex-article 52) TCE.

⁴⁰ . ARTICLE 49, alinéa 1 (ex-article 59) TCE

⁴¹ . Consolidation de l'ARTICLE 56, paragraphes 1 et 2 (ex-article 73 B) TCE

⁴² . Nouvelle disposition.

européenne, et sous réserve des conditions et des limitations prévues par ledit traité.

CLAUSE 27 : Politique agricole commune ⁴³

1. La politique agricole commune a pour but:
 - a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'oeuvre,
 - b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture,
 - c) de stabiliser les marchés
 - d) de garantir la sécurité des approvisionnements,
 - e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.
2. Dans l'élaboration de la politique agricole commune et des méthodes spéciales qu'elle peut impliquer, il sera tenu compte:
 - a) du caractère particulier de l'activité agricole, découlant de la structure sociale de l'agriculture et des disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles,
 - b) de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns,
 - c) du fait que, dans les États membres, l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

CLAUSE 28 : Transport

1. Les objectifs **de la Communauté européenne** sont poursuivis par les États membres dans le cadre d'une politique commune des transports ⁴⁴.
2. **A cette fin**, et compte tenu des aspects spéciaux des transports, le Conseil, **statuant conformément à l'article 71 traité instituant la Communauté européenne**, établit ⁴⁵:

⁴³ . ARTICLE 33 (ex-article 39) TCE.

⁴⁴ . ARTICLE 70 (ex-article 74) TCE, en partie.

⁴⁵ . ARTICLE 71, paragraphe 1 (ex-article 75) TCE

- a) des règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres;
- b) les conditions d'admission de transporteurs non résidents aux transports nationaux dans un État membre;
- c) les mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports;
- d) toutes autres dispositions utiles.

CLAUSE 29 : Règles communes de concurrence ⁴⁶

En vue d'assurer que la concurrence ne soit pas faussée dans le marché intérieur, des règles communes de concurrence s'appliquent aux entreprises et visent les aides accordées par les États, conformément aux articles 81 à 89 du traité instituant la Communauté européenne.

CLAUSE 30 : Politique commerciale commune

1. En établissant une union douanière entre eux, les États membres entendent contribuer, conformément à l'intérêt commun, au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et à la réduction des barrières douanières.

La politique commerciale commune **de la Communauté européenne** tient compte de l'incidence favorable que la suppression des droits entre les États membres peut exercer sur l'accroissement de la force concurrentielle des entreprises de ces États ⁴⁷.

2. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions ⁴⁸.

CLAUSE 31 : Visas, asile, immigration et autres politiques liées à la libre circulation des personnes ⁴⁹

⁴⁶ . Nouvelle disposition. Comp. article 3, paragraphe 1, point g) TCE

⁴⁷ . ARTICLE 131 (ex-article 110) TCE.

⁴⁸ . ARTICLE 133, paragraphe 1 (ex-Article 113) TCE.

⁴⁹ . ARTICLE 61 (ex-article 73 I) TCE.

Afin de mettre en place progressivement un espace de liberté, de sécurité et de justice, le Conseil arrête:

- a) dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, des mesures visant à assurer la libre circulation des personnes conformément à la **clause 21**, en liaison avec des mesures d'accompagnement directement liées à cette libre circulation et concernant les contrôles aux frontières extérieures, l'asile et l'immigration, conformément à l'article 62, points 2) et 3), et à l'article 63, point 1), sous a), et point 2), sous a) **du traité instituant la Communauté européenne**, ainsi que des mesures visant à prévenir et à combattre la criminalité, conformément à l'article 31, point e), du **Protocole spécial sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale**.
- b) d'autres mesures en matière d'asile, d'immigration et de protection des droits de ressortissants des pays tiers, conformément à l'article 63 **du traité instituant la Communauté européenne**;
- c) des mesures dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile, visées à l'article 65 **dudit traité**;
- d) des mesures appropriées visant à encourager et à renforcer la coopération administrative visée à l'article 66 **dudit traité**;
- e) des mesures dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale visant un niveau élevé de sécurité par la prévention de la criminalité et la lutte contre ce phénomène au sein de l'Union, conformément aux dispositions **du présent traité et du Protocole spécial sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale qui y annexé**.

CLAUSE 32 : Politique économique ⁵⁰

Les États membres conduisent leurs politiques économiques en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté **européenne**, tels que définis à la **clause 15**, et dans le contexte des grandes orientations visées à l'article 99, paragraphe 2 **du traité instituant la Communauté européenne**. Les États membres et la Communauté agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources, conformément aux principes fixés à la **clause 19**.

CLAUSE 33 : Politique monétaire ⁵¹

⁵⁰. ARTICLE 98 (ex-article 102 A) TCE.

⁵¹. ARTICLE 105, paragraphe 1 (ex-article 105) TCE.

L'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix. Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la Communauté **européenne**, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté, tels que définis à la **clause 15**. Le SEBC agit conformément au principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, en favorisant une allocation efficace des ressources et en respectant les principes fixés à la **clause 19**.

CLAUSE 34 : Emploi ⁵²

Les États membres et la Communauté **européenne** s'attachent, conformément au **titre VIII de la troisième partie du traité instituant la Communauté européenne**, à élaborer une stratégie coordonnée pour l'emploi et en particulier à promouvoir une main-d'oeuvre qualifiée, formée et susceptible de s'adapter ainsi que des marchés du travail aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie, en vue d'atteindre les objectifs énoncés aux **clauses 3 et 15**.

CLAUSE 35 : Politique sociale ⁵³

La Communauté **européenne** et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable et la lutte contre les exclusions.

À cette fin, la Communauté **européenne** et les États membres mettent en oeuvre des mesures qui tiennent compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de la Communauté **européenne**.

Une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché commun, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par le **traité instituant la Communauté européenne** et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.

CLAUSE 36 : Education, formation professionnelle et jeunesse

1. La Communauté **européenne** contribue au développement d'une éducation de qualité en encourageant la coopération entre États membres et, si nécessaire, en

⁵² . ARTICLE 125 (ex-article 109 N) TCE.

⁵³ . ARTICLE 136 (ex-article 117) TCE.

appuyant et en complétant leur action tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique ⁵⁴.

2. La Communauté **européenne** met en oeuvre une politique de formation professionnelle, qui appuie et complète les actions des États membres, tout en respectant pleinement la responsabilité des États membres pour le contenu et l'organisation de la formation professionnelle ⁵⁵.

CLAUSE 37 : Culture ⁵⁶

1. La Communauté **européenne** contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun.

2. La Communauté **européenne** tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions du **traité instituant la Communauté européenne**, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures.

CLAUSE 38 : Environnement

1. La politique de la Communauté dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de la Communauté **européenne**. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur ⁵⁷.

2. La politique de la Communauté dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement,
- la protection de la santé des personnes,
- l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles,
- la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement ⁵⁸.

CLAUSE 39 : Santé publique ⁵⁹

⁵⁴ . ARTICLE 149, paragraphe 1 (ex-article 126) TCE.

⁵⁵ . ARTICLE 150, paragraphe 1 (ex-article 127) TCE.

⁵⁶ . ARTICLE 151, paragraphes 1 et 4 (ex-article 128) TCE.

⁵⁷ . ARTICLE 174, paragraphe 2, alinéa 1 (ex-article 130 R) TCE

⁵⁸ . ARTICLE 174, paragraphe 1 TCE.

⁵⁹ . ARTICLE 152, paragraphe 1 (ex-article 129) TCE.

Un niveau élevé de protection de la santé humaine est assuré dans la définition et la mise en oeuvre de toutes les politiques et actions de la Communauté **européenne**.

L'action de la Communauté, qui complète les politiques nationales, porte sur l'amélioration de la santé publique et la prévention des maladies et des affections humaines et des causes de danger pour la santé humaine. Cette action comprend également la lutte contre les grands fléaux, en favorisant la recherche sur leurs causes, leur transmission et leur prévention ainsi que l'information et l'éducation en matière de santé.

La Communauté **européenne** complète l'action menée par les États membres en vue de réduire les effets nocifs de la drogue sur la santé, y compris par l'information et la prévention.

CLAUSE 40 : Protection des consommateurs ⁶⁰

Afin de promouvoir les intérêts des consommateurs et d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs, la Communauté **européenne** contribue à la protection de la santé, de la sécurité et des intérêts économiques des consommateurs ainsi qu'à la promotion de leur droit à l'information, à l'éducation et à s'organiser afin de préserver leurs intérêts.

Les exigences de la protection des consommateurs sont prises en considération dans la définition et la mise en oeuvre des autres politiques et actions de la Communauté **européenne**.

CLAUSE 41 : Réseaux transeuropéens ⁶¹

En vue de contribuer à la réalisation des objectifs visés **aux clauses 21 et 43 paragraphe 1** et de permettre aux citoyens de l'Union, aux opérateurs économiques, ainsi qu'aux collectivités régionales et locales, de bénéficier pleinement des avantages découlant de la mise en place d'un espace sans frontières intérieures, la Communauté **européenne** contribue à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie.

CLAUSE 42 : Industrie ⁶²

⁶⁰ . ARTICLE 153, paragraphes 1 et 2 (ex-article 129 A) TCE.

⁶¹ . ARTICLE 154, paragraphe 1 (ex-article 129 B) TCE.

⁶² . ARTICLE 157, paragraphes 1 et 3, sauf les dispositions de procédure (ex-article 130) TCE.

1. La Communauté **européenne** et les États membres veillent à ce que les conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie de la Communauté soient assurées.

À cette fin, conformément à un système de marchés ouverts et concurrentiels, leur action vise à:

- accélérer l'adaptation de l'industrie aux changements structurels;
- encourager un environnement favorable à l'initiative et au développement des entreprises de l'ensemble de la Communauté, et notamment des petites et moyennes entreprises;
- encourager un environnement favorable à la coopération entre entreprises;
- favoriser une meilleure exploitation du potentiel industriel des politiques d'innovation, de recherche et de développement technologique.

2. La Communauté **européenne** contribue à la réalisation des objectifs visés au paragraphe 1 au travers des politiques et actions qu'elle mène au titre d'autres dispositions du **traité instituant la Communauté européenne, conformément à l'article 157, paragraphe 3 dudit traité**.

Le titre XVI de la troisième partie dudit traité ne constitue pas une base pour l'introduction, par la Communauté **européenne**, de quelque mesure que ce soit pouvant entraîner des distorsions de concurrence.

CLAUSE 43 : Cohésion économique et sociale

1. Afin de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté **européenne**, celle-ci développe et poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale.

En particulier, la Communauté **européenne** vise à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions ou îles les moins favorisées, y compris les zones rurales⁶³.

2. Les États membres conduisent leur politique économique et la coordonnent en vue également d'atteindre les objectifs visés **au paragraphe 1 de cette clause**. La formulation et la mise en oeuvre des politiques et actions de la Communauté ainsi que la mise en oeuvre du marché intérieur prennent en compte les objectifs visés **au paragraphe 1 de cette clause** et participent à leur réalisation. La Communauté **européenne** soutient aussi cette réalisation par l'action qu'elle mène au travers des fonds à finalité structurelle (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation»; Fonds social européen; Fonds européen de développement

⁶³. ARTICLE 158 (ex-article 130 A) TCE.

régional), de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants ⁶⁴.

CLAUSE 44 : Recherche et développement technologique ⁶⁵

La Communauté **européenne** a pour objectif de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie de la Communauté et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale, ainsi que de promouvoir les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres du **traité instituant la Communauté européenne**.

À ces fins, elle encourage dans l'ensemble de la Communauté les entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises, les centres de recherche et les universités dans leurs efforts de recherche et de développement technologique de haute qualité; elle soutient leurs efforts de coopération, en visant tout particulièrement à permettre aux entreprises d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur à la faveur, notamment, de l'ouverture des marchés publics nationaux, de la définition de normes communes et de l'élimination des obstacles juridiques et fiscaux à cette coopération.

CLAUSE 45 : Coopération au développement

1. La politique de la Communauté **européenne** dans le domaine de la coopération au développement, qui est complémentaire de celles qui sont menées par les États membres, favorise:

- le développement économique et social durable des pays en développement et plus particulièrement des plus défavorisés d'entre eux;
- l'insertion harmonieuse et progressive des pays en développement dans l'économie mondiale;
- la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement.

La politique de la Communauté dans ce domaine contribue à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi qu'à l'objectif du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ⁶⁶.

2. La Communauté **européenne** tient compte des objectifs visés **à cette clause** dans les politiques qu'elle met en oeuvre et qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement ⁶⁷.

⁶⁴ . ARTICLE 159, alinéa 1 (ex-article 130 B) TCE.

⁶⁵ . ARTICLE 163, paragraphes 1 et 2 (ex-article 130 F) TCE.

⁶⁶ . ARTICLE 177, paragraphes 1 et 2 (ex-article 130 U) TCE.

⁶⁷ . ARTICLE 178 (ex-article 130v) TCE.

II. — Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune

CLAUSE 46 : Politique étrangère et de sécurité commune ⁶⁸

L'Union définit et met en oeuvre une politique étrangère et de sécurité commune couvrant tous les domaines de la politique étrangère et de sécurité, dont les objectifs sont:

- la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux, de l'indépendance et de l'intégrité de l'Union, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies;
- le renforcement de la sécurité de l'Union sous toutes ses formes;
- le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, ainsi qu'aux principes de l'Acte final d'Helsinki et aux objectifs de la Charte de Paris, y compris ceux relatifs aux frontières extérieures;
- la promotion de la coopération internationale;
- le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales

CLAUSE 47 : Politique de défense commune ⁶⁹

1. La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, conformément au deuxième alinéa, qui pourrait conduire à une défense commune, si le Conseil européen en décide ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

L'Union de l'Europe occidentale (UEO) fait partie intégrante du développement de l'Union en donnant à l'Union l'accès à une capacité opérationnelle, notamment dans le cadre du paragraphe 2. Elle assiste l'Union dans la définition des aspects de la politique étrangère et de sécurité commune ayant trait à la défense, tels qu'ils sont établis dans le présent article. En conséquence, l'Union encourage l'établissement de relations institutionnelles plus étroites avec l'UEO en vue de l'intégration éventuelle de l'UEO dans l'Union, si le Conseil européen en décide ainsi. Il recommande, dans ce

⁶⁸. ARTICLE 11, paragraphe 1 (ex-article J.1) TUE.

⁶⁹. ARTICLE 17, paragraphes 1, 2, 3 première phrase, et 4 (ex-article J.7) TUE

cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

La politique de l'Union au sens de la présente **clause** n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

La définition progressive d'une politique de défense commune est étayée, dans la mesure où les États membres le jugent approprié, par une coopération entre eux en matière d'armements.

2. Les questions visées à la présente **clause** incluent les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix.

3. L'Union aura recours à l'UEO pour élaborer et mettre en oeuvre les décisions et les actions de l'Union qui ont des implications dans le domaine de la défense, **conformément à l'article 17 du Protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune annexé au présent traité.**

4. La présente **clause** ne fait pas obstacle au développement d'une coopération plus étroite entre deux ou plusieurs États membres au niveau bilatéral, dans le cadre de l'UEO et de l'Alliance atlantique, dans la mesure où cette coopération ne contrevient pas à celle qui est prévue **dans le présent traité et le Protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune y annexé.**

CLAUSE 48 : Loyauté et solidarité ⁷⁰

Les États membres appuient activement et sans réserve la politique extérieure et de sécurité de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle.

Les États membres oeuvrent de concert au renforcement et au développement de leur solidarité politique mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales.

Le Conseil veille au respect de ces principes.

III. — Dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale

CLAUSE 49 : Coopération policière et judiciaire en matière pénale ⁷¹

⁷⁰. ARTICLE 11, paragraphe 2 (ex-article J.1) TUE.

1. Sans préjudice des compétences de la Communauté européenne, l'objectif de l'Union est d'offrir aux citoyens un niveau élevé de protection dans un espace de liberté, de sécurité et de justice, en élaborant une action en commun entre les États membres dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, en prévenant le racisme et la xénophobie et en luttant contre ces phénomènes.

Cet objectif est atteint par la prévention de la criminalité, organisée ou autre, et la lutte contre ce phénomène, notamment le terrorisme, la traite d'êtres humains et les crimes contre des enfants, le trafic de drogue, le trafic d'armes, la corruption et la fraude, grâce:

- à une coopération plus étroite entre les forces de police, les autorités douanières et les autres autorités compétentes dans les États membres, à la fois directement et par l'intermédiaire de l'Office européen de police (Europol), conformément aux **articles 30 et 32 du Protocole spécial sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale annexé au présent traité**;
- à une coopération plus étroite entre les autorités judiciaires et autres autorités compétentes des États membres, conformément à *l'article 31, points a) à d), et à l'article 32 dudit protocole*;
- au rapprochement, en tant que de besoin, des règles de droit pénal des États membres, conformément à *l'article 31, point e) dudit protocole*.

2. Le Conseil, statuant à l'unanimité à l'initiative de la Commission ou d'un État membre, et après consultation du Parlement européen, peut décider que des actions dans les domaines visés au **paragraphe 1** relèveront du titre IV **de la troisième partie** du traité instituant la Communauté européenne et, en même temps, déterminer les conditions de vote qui s'y rattachent. Il recommande l'adoption de cette décision par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ⁷².

TITRE V. — DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

CLAUSE 50 : Cadre institutionnel unique de l'Union ⁷³

L'Union dispose d'un cadre institutionnel unique qui assure la cohérence et la continuité des actions menées en vue d'atteindre ses objectifs, tout en respectant et en développant l'acquis communautaire.

⁷¹. ARTICLE 29 (ex-article K.1) TUE.

⁷². ARTICLE 42 (ex-article K.14) TUE.

⁷³. ARTICLE 3 (ex-article C) TUE.

L'Union veille, en particulier, à la cohérence de l'ensemble de son action extérieure dans le cadre de ses politiques en matière de relations extérieures, de sécurité, d'économie et de développement. Le Conseil et la Commission ont la responsabilité d'assurer cette cohérence et coopèrent à cet effet. Ils assurent, chacun selon ses compétences, la mise en oeuvre de ces politiques.

CLAUSE 51 : Le Conseil européen ⁷⁴

Le Conseil européen donne à l'Union les impulsions nécessaires à son développement et en définit les orientations politiques générales.

Le Conseil européen réunit les chefs d'État ou de gouvernement des États membres ainsi que le président de la Commission. Ceux-ci sont assistés par les ministres chargés des affaires étrangères des États membres et par un membre de la Commission. Le Conseil européen se réunit au moins deux fois par an, sous la présidence du chef d'État ou de gouvernement de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil.

Le Conseil européen présente au Parlement européen un rapport à la suite de chacune de ses réunions, ainsi qu'un rapport écrit annuel concernant les progrès réalisés par l'Union.

CLAUSE 52 : Institutions ⁷⁵

1. La réalisation des tâches confiées à **l'Union** est assurée par:

- **le PARLEMENT EUROPÉEN,**
- **le CONSEIL,**
- **la COMMISSION,**
- **la COUR DE JUSTICE,**
- **la COUR DES COMPTES.**

2. **Dans les tâches confiées à la Communauté européenne,** le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité économique et social et d'un Comité des régions exerçant des fonctions consultatives.

CLAUSE 53 : Principe d'attribution des pouvoirs ⁷⁶

⁷⁴. ARTICLE 4 (ex-article D) TUE.

⁷⁵. Consolidation de l'ARTICLE 5 (ex-article E) TUE et de l'ARTICLE 7 (ex-article 4) TCE.

Le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Cour de justice et la Cour des comptes exercent leurs attributions dans les conditions et aux fins prévues **par les traités**.

CLAUSE 54 : Le Système européen de banques centrales et la Banque centrale européenne ⁷⁷

Un Système européen de banques centrales, ci-après dénommé «SEBC», et une Banque centrale européenne, ci-après dénommée «BCE» agissent dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par **le traité instituant la Communauté européenne** et les statuts du SEBC et de la BCE, ci-après dénommés «statuts du SEBC», qui lui sont annexés.

CLAUSE 55 : La Banque européenne d'investissement ⁷⁸

Une Banque européenne d'investissement agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par **le traité instituant la Communauté européenne** et les statuts qui lui sont annexés.

I. — Le Parlement européen

CLAUSE 56 : Composition ⁷⁹

1. Le Parlement européen est composé de représentants des peuples des États réunis dans l'Union ⁸⁰. **Les représentants sont élus au suffrage universel direct pour une période de cinq ans** ⁸¹.

2. Le Parlement européen élabore un projet en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres ou conformément à des principes communs à tous les États membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, qui se prononce à la majorité des membres qui le composent, arrêtera les dispositions dont il

⁷⁶. Consolidation de l'ARTICLE 5 (ex-article E) TUE et de l'Article 7, paragraphe 1 dernière phrase (ex-article 4) TCE.

⁷⁷. Simplification de l'ARTICLE 8 (ex-article 4 A) TCE

⁷⁸. Simplification de l'ARTICLE 9 (ex-article 4 B) TCE

⁷⁹. Consolidation de certaines parties de l'ARTICLE 189 (ex-article 137) TCE et de l'ARTICLE 190 (ex-article 138) TCE

⁸⁰. ARTICLE 189, alinéa 1 TCE. La composition du Parlement européen, comme celle des autres institutions ou organismes, est unique. Elle ne varie pas selon le pilier dans lequel il agit.

⁸¹. Consolidation de l'ARTICLE 190, paragraphes 1 et 3 TCE.

recommandera l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ⁸².

3. Le nombre des représentants élus dans chaque État membre doit assurer une représentation appropriée des peuples réunis dans l'Union. Le nombre des membres du Parlement européen ne dépasse pas sept cents ⁸³.

4. Le Parlement européen désigne parmi ses membres son président et son bureau ⁸⁴.

CLAUSE 57 : Fonctions

1. Dans la mesure où **le traité instituant la Communauté européenne** le prévoit, le Parlement européen participe au processus conduisant à l'adoption des actes communautaires, en exerçant ses attributions dans le cadre des procédures de **codécision et de coopération** prévues aux articles 251 et 252 **dudit traité**, ainsi qu'en rendant des avis conformes ou en donnant des avis consultatifs.

Le Parlement européen peut, à la majorité de ses membres, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte communautaire pour la mise en oeuvre **dudit traité** ⁸⁵.

2. La présidence **du Conseil** consulte le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune et veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération. Le Parlement européen est tenu régulièrement informé par la présidence et la Commission de l'évolution de la politique étrangère et de sécurité de l'Union ⁸⁶.

3. Avant d'adopter toute mesure visée à *l'article 34, paragraphe 2, points b), c) et d) du Protocole spécial sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale annexé au présent traité*, le Conseil consulte le Parlement européen. Celui-ci rend son avis dans un délai que le Conseil peut déterminer et qui ne peut être inférieur à trois mois. À défaut d'avis rendu dans ce délai, le Conseil peut statuer.

⁸² . ARTICLE 190, paragraphe 4 TCE.

⁸³ . Consolidation de l'ARTICLE 190, paragraphe 2, alinéa 1 et de l'ARTICLE 189, alinéa 2 TCE

⁸⁴ . ARTICLE 197, alinéa 1 (ex-article 140) TCE.

⁸⁵ . ARTICLE 192 (ex-article 138 B) TCE.

⁸⁶ . ARTICLE 21, alinéa 1(ex-article J.11) TUE

La présidence et la Commission informent régulièrement le Parlement européen des travaux menés dans les domaines relevant de **la coopération policière et judiciaire en matière pénale** ⁸⁷.

CLAUSE 58 : Motion de censure ⁸⁸

Le Parlement européen, saisi d'une motion de censure sur la gestion de la Commission **relative aux actions de la Communauté européenne**, ne peut se prononcer sur cette motion que trois jours au moins après son dépôt et par un scrutin public.

Si la motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des membres qui composent le Parlement européen, les membres de la Commission doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement conformément à l'article 214 **du traité instituant la Communauté européenne**. Dans ce cas, le mandat des membres de la Commission nommés pour les remplacer expire à la date à laquelle aurait dû expirer le mandat des membres de la Commission obligés d'abandonner collectivement leurs fonctions.

CLAUSE 59 : Vote ⁸⁹

Sauf lorsque le Parlement européen statue à la majorité absolue de ses membres et autres dispositions contraires des traités, le Parlement européen statue à la majorité absolue des suffrages exprimés.

II. ? Le Conseil

CLAUSE 60 : Composition et présidence ⁹⁰

Le Conseil est formé par un représentant de chaque État membre au niveau ministériel, habilité à engager le gouvernement de cet État membre.

La présidence est exercée à tour de rôle par chaque État membre du Conseil pour une durée de six mois selon un ordre fixé par le Conseil, statuant à l'unanimité.

CLAUSE 61 : Fonctions ⁹¹

⁸⁷ ARTICLE 39, paragraphe 1 et paragraphe 2 (ex-article K.11) TUE

⁸⁸ . ARTICLE 201 (ex-article 144) TCE.

⁸⁹ . Nouvelle rédaction de l'ARTICLE 198 (ex-article 141) TCE.

⁹⁰ . ARTICLE 203 (ex-article 146) TCE.

⁹¹ . Nouvelle rédaction à la clause 61, paragraphes 2 et 3.

1. En vue d'assurer la réalisation des objets fixés par le **traité instituant la communauté européenne**, le Conseil:

- assure la coordination des politiques économiques générales des États membres,
- dispose d'un pouvoir de décision,
- confère à la Commission, dans les actes qu'il adopte, les compétences d'exécution des règles qu'il établit. Le Conseil peut soumettre l'exercice de ces compétences à certaines modalités. Il peut également se réserver, dans des cas spécifiques, d'exercer directement des compétences d'exécution. Les modalités visées ci-dessus doivent répondre aux principes et règles que le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, aura préalablement établis ⁹².

2. En ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil ⁹³:

? prend les décisions nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, sur la base des orientations générales définies par le Conseil européen.

? recommande des stratégies communes au Conseil européen et les met en oeuvre, notamment en arrêtant des actions communes et des positions communes.

? arrête des actions communes et des positions communes, telles que définies aux articles 14 et 15 du Protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune annexé au présent traité ⁹⁴.

Le Conseil assure l'unité, la cohérence et l'efficacité de l'action de l'Union.

3. En ce qui concerne la coopération policière et judiciaire en matière pénale, le Conseil, sous la forme et selon les procédures appropriées indiquées à la clause 49 et dans le Protocole spécial sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale annexé au présent traité, prend des mesures et favorise la coopération en vue de contribuer à la poursuite des objectifs de l'Union ⁹⁵.

⁹² . ARTICLE 202 (ex-article 145) TCE.

⁹³ . ARTICLE 13, paragraphe 3 (ex-article J.3) TUE.

⁹⁴ . Consolidation de l'ARTICLE 14, paragraphe 1 première phrase (ex-article J.4) et de l'ARTICLE 15, paragraphe 1 (ex-article J.5) première phrase TUE.

⁹⁵ . ARTICLE 34, paragraphe 1 (ex-article K.6) TUE.

En particulier, le Conseil, conformément à l'article 34 dudit Protocole spécial:

? arrête des positions communes, des décisions-cadres, et des décisions à toute autre fin conforme aux objectifs visés à la clause 49, paragraphe 1, à l'exclusion de tout rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres ⁹⁶;

? établit des conventions ⁹⁷.

Le Conseil encourage la coopération par l'intermédiaire d'Europol, conformément à l'article 30 dudit Protocole spécial ⁹⁸.

Les États membres s'informent et se consultent mutuellement au sein du Conseil en vue de coordonner leur action ⁹⁹.

4. Le Conseil peut demander à la Commission de procéder à toutes études qu'il juge opportunes pour la réalisation des objectifs communs et de lui soumettre toutes propositions appropriées ¹⁰⁰.

CLAUSE 62 : Représentation extérieure ¹⁰¹

1. La présidence représente l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune.

2. La présidence a la responsabilité de la mise en oeuvre des décisions prises **dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune**; à ce titre, elle exprime, en principe, la position de l'Union dans les organisations internationales et au sein des conférences internationales.

3. La présidence est assistée par le Secrétaire général du Conseil, qui exerce les fonctions de Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune.

4. La Commission est pleinement associée aux tâches visées aux paragraphes 1 et 2. Dans l'exercice de ces tâches, la présidence est assistée, le cas échéant, par l'État membre qui exercera la présidence suivante.

⁹⁶ . ARTICLE 34, paragraphe 2, points a), b), et c) TUE.

⁹⁷ . ARTICLE 34, paragraphe 2, point d) TUE.

⁹⁸ . ARTICLE 30, paragraphe 2 (ex-article K.2) TUE.

⁹⁹ . ARTICLE 34, paragraphe 1 TUE.

¹⁰⁰ . ARTICLE 208 (ex-article 152) TCE. Cette disposition s'applique aux piliers intergouvernementaux.

¹⁰¹ . ARTICLE 18 (ex-article J.8) TUE.

5. Le Conseil peut, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, nommer un représentant spécial auquel est conféré un mandat en liaison avec des questions politiques particulières.

CLAUSE 63 : Vote

1. Dans le cadre de la Communauté européenne, les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent, sauf s'il est prévu que le Conseil statue à la majorité qualifiée ou à l'unanimité ¹⁰².

2. Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune et de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, les délibérations du Conseil sont acquises à l'unanimité, sauf dispositions contraires ¹⁰³.

3. Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération visée à l'article 205 paragraphe 2 du traité instituant la Communauté européenne ¹⁰⁴.

4. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil qui requièrent l'unanimité ¹⁰⁵.

III. ? La Commission

CLAUSE 64 : Composition ¹⁰⁶

1. La Commission est composée de membres choisis en raison de leur compétence générale et offrant toutes garanties d'indépendance.

Seuls les nationaux des États membres peuvent être membres de la Commission.

¹⁰² . Nouvelle rédaction de l'ARTICLE 205, paragraphe 1 (ex-article 148) TCE.

¹⁰³ . Nouvelle disposition.

¹⁰⁴ . ARTICLE 205, paragraphe 2 première phrase (ex-article 148) TCE.

Les ARTICLES 23, paragraphe 2 TUE, 34, paragraphe 3 TUE, et 44 TUE se réfèrent aussi à l'ARTICLE 205, paragraphe 2 TCE. Cette disposition s'applique donc aux titres V, VI, VII TUE, et partant à toute l'Union.

¹⁰⁵ . ARTICLE 205, paragraphe 3 TCE. L'ARTICLE 23, paragraphe 1, première phrase TUE, et l'ARTICLE 41, paragraphe 1 TUE se réfèrent aussi à l'article 205, paragraphe 3 TCE. Cette disposition s'applique donc à toute l'Union. Cependant, d'un point de vue strictement juridique, cette disposition ne s'applique pas à l'article 44, paragraphe 2 TUE. Ce n'est probablement pas intentionnel dans la mesure où c'est la seule disposition qui n'est pas visée.

¹⁰⁶ . ARTICLE 213, paragraphe 1, en partie, et paragraphe 2, alinéas 1 et 2 (ex-article 157) TCE.

La Commission doit comprendre au moins un national de chacun des États membres, sans que le nombre des membres ayant la nationalité d'un même État membre soit supérieur à deux.

2. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté **européenne**.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque État membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.

CLAUSE 65 : Nomination ¹⁰⁷

1. Les membres de la Commission sont nommés, pour une durée de cinq ans, sous réserve, le cas échéant, de **la motion de censure visée à la clause 58**.

Leur mandat est renouvelable.

2. Les gouvernements des États membres désignent d'un commun accord la personnalité qu'ils envisagent de nommer président de la Commission; cette désignation est approuvée par le Parlement européen.

Les gouvernements des États membres, d'un commun accord avec le président désigné, désignent les autres personnalités qu'ils envisagent de nommer membres de la Commission.

Le président et les autres membres de la Commission ainsi désignés sont soumis, en tant que collège, à un vote d'approbation par le Parlement européen. Après l'approbation du Parlement européen, le président et les autres membres de la Commission sont nommés, d'un commun accord, par les gouvernements des États membres.

CLAUSE 66 : Présidence ¹⁰⁸

La Commission remplit sa mission dans le respect des orientations politiques définies par son président. La Commission peut nommer un ou deux vice-présidents parmi ses membres.

CLAUSE 67 : Fonctions

¹⁰⁷. ARTICLE 214 (ex-article 158) TCE.

¹⁰⁸. Consolidation de l'ARTICLE 219, premier alinéa (ex-article 163) et de l'ARTICLE 217 (ex-article 161) TCE.

1. En vue d'assurer le fonctionnement et le développement du marché commun, la Commission:

- veille à l'application des dispositions du **traité instituant la Communauté européenne** ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celui-ci,
- formule des recommandations ou des avis sur les matières qui font l'objet **dudit traité**, si celui-ci le prévoit expressément ou si elle l'estime nécessaire,
- dispose d'un pouvoir de décision propre et participe à la formation des actes du Conseil et du Parlement européen dans les conditions prévues **audit traité**,
- exerce les compétences que le Conseil lui confère pour l'exécution des règles qu'il établit ¹⁰⁹.

2. Lorsque, en vertu du **traité instituant la Communauté européenne**, un acte du Conseil est pris sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut prendre un acte constituant amendement de la proposition que statuant à l'unanimité, sous réserve de l'article 251, paragraphes 4 et 5 **dudit traité**.

Tant que le Conseil n'a pas statué, la Commission peut modifier sa proposition tout au long des procédures conduisant à l'adoption d'un acte communautaire ¹¹⁰.

3. La Commission est pleinement associée aux travaux dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune et de la coopération policière et judiciaire en matière pénale ¹¹¹.

CLAUSE 68 : Vote ¹¹²

Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité du nombre des membres.

IV. ? La Cour de justice

CLAUSE 69 : Composition et nomination

1. La Cour de justice est formée de juges et est assistée d'avocats généraux ¹¹³.

¹⁰⁹ . ARTICLE 211 (ex-article 155) TCE.

¹¹⁰ . ARTICLE 250 (ex-article 189 A) TCE.

¹¹¹ . Consolidation de l'ARTICLE 27 (ex-article J.17) TUE et de l'ARTICLE 36, paragraphe 2 (ex-article K.8) TUE.

¹¹² . ARTICLE 219 seconde phrase (ex-article 163) TCE.

2. Les juges et les avocats généraux, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des juristes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres ¹¹⁴.

3. Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour de justice. Son mandat est renouvelable ¹¹⁵.

CLAUSE 70 : Fonctions

La Cour de justice assure, **conformément à la clause 87**, le respect du droit dans l'interprétation et l'application **des traités** ¹¹⁶.

CLAUSE 71 : Tribunal de première instance ¹¹⁷

1. Il est adjoint à la Cour de justice un tribunal chargé de connaître en première instance, sous réserve d'un pourvoi porté devant la Cour de justice, limité aux questions de droit, dans les conditions fixées par le statut, de certaines catégories de recours déterminées dans les conditions fixées à **l'article 225** paragraphe 2 **du traité instituant la Communauté européenne**. Le Tribunal de première instance n'a pas compétence pour connaître des questions préjudicielles soumises en vertu de l'article 234 **dudit traité**.

2. Les membres du Tribunal de première instance sont choisis parmi les personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles; ils sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres.

V. ? La Cour des comptes

CLAUSE 72 : Composition et nomination ¹¹⁸

1. Les membres de la Cour des comptes sont choisis parmi des personnalités appartenant ou ayant appartenu dans leur pays respectif aux institutions de contrôle

¹¹³ . Consolidation de l'ARTICLE 221, alinéa 1 (ex-article 165) TCE, et de l'ARTICLE 222 première phrase (ex-article 166) TCE, en partie.

¹¹⁴ . ARTICLE 223, alinéa 1 (ex-article 167) TCE.

¹¹⁵ . ARTICLE 223, alinéa 5 (ex-article 167) TCE.

¹¹⁶ . ARTICLE 220 (ex-article 164) TCE.

¹¹⁷ . ARTICLE 225, paragraphe 1 et paragraphe 3, en partie (ex-article 168 A) TCE.

¹¹⁸ . ARTICLE 247, paragraphes 2, 3 et 4 (ex-article 188 B) TCE.

externe ou possédant une qualification particulière pour cette fonction. Ils doivent offrir toutes garanties d'indépendance.

2. Les membres de la Cour des comptes sont nommés pour six ans par le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen.

Les membres de la Cour des comptes peuvent être nommés de nouveau.

Ils désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour des comptes. Le mandat de celui-ci est renouvelable.

3. Les membres de la Cour des comptes exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions.

CLAUSE 73 : Fonctions

1. La Cour des comptes assure le contrôle des comptes ¹¹⁹.

2. La Cour des comptes examine les comptes de la totalité des recettes et dépenses de la Communauté. Elle examine également les comptes de la totalité des recettes et dépenses de tout organisme créé par la Communauté dans la mesure où l'acte de fondation n'exclut pas cet examen.

La Cour des comptes fournit au Parlement européen et au Conseil une déclaration d'assurance concernant la fiabilité des comptes ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, qui est publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* ¹²⁰.

VI. ? Les comités consultatifs

CLAUSE 74 : Le Comité économique et social

1. Le Comité est composé de représentants des différentes catégories de la vie économique et sociale, notamment des producteurs, des agriculteurs, des transporteurs, des travailleurs, des négociants et artisans, des professions libérales et de l'intérêt général ¹²¹.

¹¹⁹ . ARTICLE 246 (ex-article 188 A) TCE.

¹²⁰ . ARTICLE 248, paragraphe 1 (ex-article 188 C) TCE.

¹²¹ . ARTICLE 257, alinéa 2 (ex-article 193) TCE.

2. Les membres du Comité sont nommés, pour quatre ans, par le Conseil statuant à l'unanimité. Leur mandat est renouvelable.

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté ¹²².

3. Le Comité est obligatoirement consulté par le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus **par le traité instituant la Communauté européenne**. Il peut être consulté par ces institutions dans tous les cas où elles le jugent opportun. Il peut prendre l'initiative d'émettre un avis dans les cas où il le juge opportun ¹²³.

CLAUSE 75 : Le Comité des régions

1. Le Comité des régions est composé de représentants des collectivités régionales et locales ¹²⁴.

2. Les membres du Comité ainsi qu'un nombre égal de suppléants sont nommés, sur proposition des États membres respectifs, pour quatre ans par le Conseil statuant à l'unanimité. Leur mandat est renouvelable. Ils ne peuvent être simultanément membres du Parlement européen.

Les membres du Comité ne doivent être liés par aucun mandat impératif. Ils exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté ¹²⁵.

3. Le Comité des régions est consulté par le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus **au traité instituant la Communauté européenne** et dans tous les autres cas, en particulier lorsqu'ils ont trait à la coopération transfrontière, où l'une de ces deux institutions le juge opportun ¹²⁶.

VII. ? Le système européen des banques centrales et la Banque centrale européenne

CLAUSE 76 : Généralités ¹²⁷

Le SEBC est composé de la BCE et des banques centrales nationales.

¹²² . ARTICLE 258, alinéas 2 et 3 (ex-article 194) TCE.

¹²³ . ARTICLE 262, alinéa 1 (ex-article 198) TCE.

¹²⁴ . Nouvelle rédaction de l'ARTICLE 263, alinéa 1 (ex-article 198 A) TCE.

¹²⁵ . ARTICLE 263, alinéas 3 et 4 (ex-article 198 A) TCE.

¹²⁶ . ARTICLE 265, alinéa 1(ex-article 198 C) TCE.

¹²⁷ . ARTICLE 107, paragraphes 1, 2 et 3 (ex-article 106) TCE.

La BCE est dotée de la personnalité juridique.

Le SEBC est dirigé par les organes de décision de la BCE, qui sont le conseil des gouverneurs et le directoire.

CLAUSE 77 : Le conseil des gouverneurs et le directoire ¹²⁸

1. Le conseil des gouverneurs de la BCE se compose des membres du directoire de la BCE et des gouverneurs des banques centrales nationales.
2. a) Le directoire se compose du président, du vice-président et de quatre autres membres.

b) Le président, le vice-président et les autres membres du directoire sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, sur recommandation du Conseil et après consultation du Parlement européen et du conseil des gouverneurs de la BCE, parmi des personnes dont l'autorité et l'expérience professionnelle dans le domaine monétaire ou bancaire sont reconnues.

Leur mandat a une durée de huit ans et n'est pas renouvelable.

Seuls les ressortissants des États membres peuvent être membres du directoire.

CLAUSE 78 : Indépendance ¹²⁹

Dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés par le **traité instituant la Communauté européenne** et les statuts du SEBC, ni la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme. Les institutions et organes communautaires ainsi que les gouvernements des États membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la BCE ou des banques centrales nationales dans l'accomplissement de leurs missions.

CLAUSE 79 : Fonctions

1. Les missions fondamentales relevant du SEBC consistent à :

— définir et mettre en oeuvre la politique monétaire de la Communauté **européenne**;

¹²⁸ . ARTICLE 112 (ex-article 109 A) TCE.

¹²⁹ . ARTICLE 108 (ex-article 107) TCE.

- conduire les opérations de change conformément à l'article 111 du **traité instituant la Communauté européenne**;
- détenir et gérer les réserves officielles de change des États membres;
- promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de paiement.

Le troisième tiret **de l'alinéa précédent** s'applique sans préjudice de la détention et de la gestion, par les gouvernements des États membres, de fonds de roulement en devises¹³⁰.

2. La BCE est seule habilitée à autoriser l'émission de billets de banque dans la Communauté **européenne**. La BCE et les banques centrales nationales peuvent émettre de tels billets. Les billets de banque émis par la BCE et les banques centrales nationales sont les seuls à avoir cours légal dans la Communauté **européenne**.

Les États membres peuvent émettre des pièces, sous réserve de l'approbation, par la BCE, du volume de l'émission¹³¹.

VIII. ? La Banque européenne d'investissement

CLAUSE 80 : Généralités

La Banque européenne d'investissement est dotée de la personnalité juridique.

Les membres de la Banque européenne d'investissement sont les États membres¹³².

CLAUSE 81 : Fonctions¹³³

1. La Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer, en faisant appel aux marchés des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché commun dans l'intérêt de la Communauté **européenne**. À cette fin, elle facilite, par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement des projets **visés à l'article 267 du traité instituant la Communauté européenne** dans tous les secteurs de l'économie:

2. Dans l'accomplissement de sa mission, la Banque **facilite** le financement de programmes d'investissement en liaison avec les interventions des fonds structurels et des autres instruments financiers de la Communauté.

¹³⁰ . ARTICLE 105, paragraphes 2 et 3 (ex-article 105) TCE.

¹³¹ . ARTICLE 106, paragraphe 1 et paragraphe 2, première phrase (ex-article 105 A) TCE.

¹³² . ARTICLE 266, alinéas 1 et 2 (ex-article 198 D) TCE.

¹³³ . ARTICLE 267 (ex-article 198 E) TCE, en partie.

TITRE VI. ? DISPOSITIONS FINANCIÈRES

CLAUSE 82 : Budget

1. Toutes les recettes et les dépenses de la Communauté **européenne**, y compris celles qui se rapportent au Fonds social européen, doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget.

Les dépenses administratives entraînées pour les institutions **dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune et de la coopération policière et judiciaire en matière pénale** ¹³⁴ sont à la charge du budget. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en oeuvre desdites dispositions peuvent, selon les conditions visées par celles-ci, être mises à la charge du budget.

Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses ¹³⁵.

2. Le budget est, sans préjudice des autres recettes, intégralement financé par des ressources propres.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête les dispositions relatives au système des ressources propres de la Communauté **européenne** dont il recommande l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives ¹³⁶.

CLAUSE 83 : Discipline budgétaire ¹³⁷

En vue d'assurer la discipline budgétaire, la Commission ne fait pas de proposition d'acte communautaire, ne modifie pas ses propositions et n'adopte pas de mesures d'exécution susceptibles d'avoir des incidences notables sur le budget sans donner l'assurance que cette proposition ou cette mesure peut être financée dans la limite des ressources propres de la Communauté **européenne** découlant des dispositions fixées par le Conseil en vertu de la **clause 82, paragraphe 2**.

CLAUSE 84 : Intérêts financiers de la Communauté européenne ¹³⁸

¹³⁴ . La disposition actuelle se réfère toujours "aux domaines de la justice et des affaires intérieures". Elle doit être adaptée en fonction du titre VI du TEU, tel que modifié par le traité d'Amsterdam.

¹³⁵ . ARTICLE 268 (ex-article 199) TCE.

¹³⁶ . ARTICLE 269 (ex-article 201) TCE.

¹³⁷ . ARTICLE 270 (ex-article 201A) TCE.

¹³⁸ . ARTICLE 280 des paragraphes 1 à 3 (ex-article 209 A) TCE.

1. La Communauté **européenne** et les États membres combattent la fraude et tout autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté par des mesures prises conformément à **l'article 280 du traité instituant la Communauté européenne** qui sont dissuasives et offrent une protection effective dans les États membres.

2. Les États membres prennent les mêmes mesures pour combattre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté **européenne** que celles qu'ils prennent pour combattre la fraude portant atteinte à leurs propres intérêts financiers.

3. Sans préjudice d'autres dispositions **dudit** traité, les États membres coordonnent leur action visant à protéger les intérêts financiers de la Communauté **européenne** contre la fraude. À cette fin, ils organisent, avec la Commission, une collaboration étroite et régulière entre les autorités compétentes.

TITRE VII. — DISPOSITIONS SUR LA COOPERATION RENFORCÉE

CLAUSE 85 : Conditions générales ¹³⁹

1. Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée peuvent recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus par **les traités**, à condition que la coopération envisagée:

- a) tende à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union et à préserver et à servir ses intérêts;
- b) respecte les principes desdits traités et le cadre institutionnel unique de l'Union;
- c) ne soit utilisée qu'en dernier ressort, lorsque les objectifs desdits traités ne pourraient être atteints en appliquant les procédures pertinentes qui y sont prévues;
- d) concerne au moins une majorité d'États membres;
- e) n'affecte ni l'acquis communautaire ni les mesures prises au titre des autres dispositions desdits traités;
- f) n'affecte pas les compétences, les droits, les obligations et les intérêts des États membres qui n'y participent pas;

¹³⁹. ARTICLE 43 (ex-article K.15) TUE.

- g) soit ouverte à tous les États membres et leur permette de se joindre à tout moment à une telle coopération, sous réserve de respecter la décision initiale ainsi que les décisions prises dans ce cadre;
- h) respecte les critères additionnels spécifiques fixés respectivement à l'article 11 du traité instituant la Communauté européenne et à *l'article 40 du Protocole spécial sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale annexé au présent traité*, selon le domaine concerné, et soit autorisée par le Conseil, conformément aux procédures qui y sont prévues.

2. Les États membres appliquent, dans la mesure où ils sont concernés, les actes et décisions pris pour la mise en oeuvre de la coopération à laquelle ils participent. Les États membres n'y participant pas n'entravent pas la mise en oeuvre de la coopération par les États membres qui y participent.

CLAUSE 86 : Mise en oeuvre de la coopération renforcée

1. Aux fins de l'adoption des actes et décisions nécessaires à la mise en oeuvre de la coopération visée à **la clause 85**, les dispositions institutionnelles pertinentes **des traités** s'appliquent. Toutefois, alors que tous les membres du Conseil peuvent participer aux délibérations, seuls ceux qui représentent des États membres participant à la coopération renforcée prennent part à l'adoption des décisions. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées des membres du Conseil concernés que celle fixée à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne. L'unanimité est constituée par les voix des seuls membres du Conseil concernés ¹⁴⁰.

2. Les dépenses résultant de la mise en oeuvre de la coopération, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des États membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement ¹⁴¹.

3. Le Conseil et la Commission informent régulièrement le Parlement européen de l'évolution de la coopération renforcée instaurée sur la base du présent titre ¹⁴².

TITRE VIII. — DISPOSITIONS FINALES

CLAUSE 87 : Compétence de la Cour de justice ¹⁴³

¹⁴⁰ . ARTICLE 44, paragraphe 1 (ex-article K.16) TUE.

¹⁴¹ . ARTICLE 44, paragraphe 2 (ex-article K.16) TUE.

¹⁴² . ARTICLE 45 (ex-article K.17) TUE.

¹⁴³ . Nouvelle rédaction de l'ARTICLE 46 (ex-article L) TCE.

Les dispositions du traité instituant la Communauté européenne relatives à la compétence de la Cour de justice et à l'exercice de cette compétence sont applicables au présent traité, sans préjudice des alinéas suivants.

Elles s'appliquent à la clause 31 et au titre IV de la troisième partie du traité instituant la Communauté européenne, à la coopération policière et judiciaire en matière pénale et à la coopération renforcée visée au titre VII du présent traité dans les conditions prévues par les traités.

Elles ne s'appliquent pas à la politique étrangère et de sécurité commune.

Elles ne s'appliquent pas au titre I du présent traité, ni aux clauses 50, 51 et 91¹⁴⁴.

Elles s'appliquent à la clause 4 en ce qui concerne l'action des institutions, dans la mesure où la Cour est compétente en vertu des traités.

CLAUSE 88 : Le traité fondamental et les autres traités¹⁴⁵

1. Le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et leurs modifications successives sont abrogés. Ils sont remplacés par le traité fondamental, par les protocoles spéciaux relatifs à la politique étrangère et de sécurité commune et à la coopération policière et judiciaire en matière pénale y annexés, et par la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne annexée à l'Acte final du Traité d'Amsterdam telle que modifiée par le paragraphe suivant.

Les articles 2 à 10, 12 alinéa 1, 14 paragraphe 2, 16, ...¹⁴⁶ de la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne annexée à l'Acte final du Traité d'Amsterdam sont abrogés.

Tous les protocoles annexés au traité sur l'Union européenne seront

¹⁴⁴ . Le groupe suggère que cette exception soit supprimée.

¹⁴⁵ . Nouvelle disposition. L'on pourrait également envisager un troisième paragraphe analogue à l'article 10 du traité d'Amsterdam visant à préserver le "droit constant". Cette disposition pourrait se lire comme suit : "L'abrogation ou la suppression de dispositions dans la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne (et du traité sur l'Union européenne) tels qu'il(s) étai(en)t en vigueur avant l'entrée en vigueur du traité fondamental, et l'adaptation de certaines de ses (leurs) dispositions n'affectent pas les effets juridiques des dispositions de la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne, (du traité sur l'Union européenne), ni les effets juridiques des actes adoptés sur base de ce(s) traité(s)".

¹⁴⁶ . V. dans l'Annexe II de ce rapport les dispositions de la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne qui ont été remplacées dans le traité fondamental

dorénavant annexés au traité fondamental. Tous les protocoles annexés au traité instituant la Communauté européenne seront dorénavant annexés à la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne et au traité fondamental.

Tous les protocoles visés au précédent paragraphe figurent en annexe au présent traité.

2. Lorsque le présent traité se réfère aux « traités », il se réfère au traité fondamental lui-même, à la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne, et le cas échéant, aux traités instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Lorsque le présent traité, la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne, et tout autre instrument ou acte se réfèrent au « traité instituant la Communauté européenne » dans son ensemble, ils se réfèrent également aux Clauses 5 à 45, 52 à 57, § 1, ... du traité fondamental.
147

Tout instrument ou acte qui se réfère à un(e) titre, chapitre, section ou disposition du traité instituant la Communauté européenne se réfère également, parmi les clauses mentionnées dans le précédent paragraphe, aux clauses correspondantes du traité fondamental.

CLAUSE 89 : Association ¹⁴⁸

La Communauté **européenne** peut conclure avec un ou plusieurs États ou organisations internationales des accords créant une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières.

CLAUSE 90 : Adhésion à l'Union ¹⁴⁹

Tout État européen qui respecte les principes énoncés à la **clause 2 paragraphe 1** peut demander à devenir membre de l'Union. Il adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après avis conforme

¹⁴⁷ . V. les clauses du traité fondamental qui correspondent aux dispositions abrogées de la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne, lesquelles sont visées à la clause 88, § 1.

¹⁴⁸ . ARTICLE 310 (ex-article 238) TCE.

¹⁴⁹ . ARTICLE 49 (ex-article O) TUE.

du Parlement européen qui se prononce à la majorité absolue des membres qui le composent.

Les conditions de l'admission et les adaptations que cette admission entraîne en ce qui concerne les traités sur lesquels est fondée l'Union, font l'objet d'un accord entre les États membres et l'État demandeur. Ledit accord est soumis à la ratification par tous les États contractants, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

CLAUSE 91 : Suspension des droits des États membres ¹⁵⁰

1. Le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement et statuant à l'unanimité sur proposition d'un tiers des États membres ou de la Commission et après avis conforme du Parlement européen, peut constater l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre de principes énoncés à la **clause 2, paragraphe 1**, après avoir invité le gouvernement de cet État membre à présenter toute observation en la matière.

2. Lorsqu'une telle constatation a été faite, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains des droits découlant de l'application **du présent traité, dans le respect de l'article 309 du traité instituant la Communauté européenne**, à l'État membre en question, y compris les droits de vote du représentant du gouvernement de cet État membre au sein du Conseil. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.

Les obligations qui incombent à l'État membre en question au titre du **présent traité, dans le respect de l'article 309 du traité instituant la Communauté européenne**, restent en tout état de cause contraignantes pour cet État.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 2 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.

4. Aux fins de la présente **clause**, le Conseil statue sans tenir compte du vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des décisions visées au paragraphe 1. La majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées des membres du Conseil concernés que celle fixée à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne.

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 2.

¹⁵⁰ . ARTICLE 7 (ex-article F.1) TUE

5. Aux fins de la présente **clause**, le Parlement européen statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées, représentant une majorité de ses membres.

CLAUSE 92 : Procédure de révision ¹⁵¹

Le gouvernement de tout État membre, ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision des traités sur lesquels est fondée l'Union.

Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter audits traités. Dans le cas de modifications institutionnelles dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté.

Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

CLAUSE 93 : Durée ¹⁵²

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

CLAUSE 94 : Ratification et entrée en vigueur ¹⁵³

1. Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de ...

2. Le présent traité entrera en vigueur le ..., à condition que tous les instruments de ratification aient été déposés, ou, à défaut, le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.

CLAUSE 95 : Authenticité ¹⁵⁴

Le présent traité rédigé en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, **finnoise**, française, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise, portugaise, et **suédoise**, les textes établis dans chacune de ces langues faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de ..., qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

¹⁵¹. ARTICLE 48 (ex-article N) TUE.

¹⁵². Comp. ARTICLE 51 (ex-article Q) TUE.

¹⁵³. Comp. ARTICLE 52 (ex-article R) TUE.

¹⁵⁴. Comp. ARTICLE 53 (ex-article S) TUE.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent traité.

ANNEXE: Protocoles annexés aux traités

*(Protocoles visés à la clause 88, paragraphe 1 du traité fondamental
– texte non reproduit)*

Protocole annexé au traité fondamental:

- Protocole (n° 1) sur la **clause 47 de traité fondamental** (1997)

Protocoles annexés au traité fondamental et à la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne:

- Protocole (n° 2) intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne (1997)
- Protocole (n° 3) sur l'application de certains aspects de l'article 14 du traité instituant la Communauté européenne au Royaume-Uni et à l'Irlande (1997)
- Protocole (n° 4) sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande (1997)
- Protocole (n° 5) sur la position du Danemark (1997)
- Protocole (n° 10) sur les statuts de la Banque européenne d'investissement (1957)
- Protocole (n° 11) sur le statut de la Cour de justice de la Communauté européenne (1957)
- Protocole (n° 12) concernant l'Italie (1957)
- Protocole (n° 13) relatif aux marchandises originaires et en provenance de certains pays et bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des États membres (1957)
- Protocole (n° 14) relatif aux importations dans la Communauté économique européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises (1962)
- Protocole (n° 15) sur le régime particulier applicable au Groenland (1985)
- Protocole (n° 16) sur l'acquisition de biens immobiliers au Danemark (1992)
- Protocole (n° 17) sur l'article 141 du traité instituant la Communauté européenne (1992)
- Protocole (n° 18) sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne (1992)
- Protocole (n° 19) sur les statuts de l'Institut monétaire européen (1992)
- Protocole (n° 20) sur la procédure concernant les déficits excessifs (1992)

- Protocole (n° 21) sur les critères de convergence visés à l'article 121 du traité instituant la Communauté européenne (1992)
- Protocole (n° 22) sur le Danemark (1992)
- Protocole (n° 23) sur le Portugal (1992)
- Protocole (n° 24) sur le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (1992)
- Protocole (n° 25) sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1992)
- Protocole (n° 26) sur certaines dispositions relatives au Danemark (1992)
- Protocole (n° 27) sur la France (1992)
- Protocole (n° 28) sur la cohésion économique et sociale (1992)
- Protocole (n° 29) sur le droit d'asile pour les ressortissants des États membres de l'Union européenne (1997)
- Protocole (n° 30) sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (1997)
- Protocole (n° 31) sur les relations extérieures des États membres en ce qui concerne le franchissement des frontières extérieures (1997)
- Protocole (n° 32) sur le système de radiodiffusion publique dans les États membres (1997)
- Protocole (n° 33) sur la protection et le bien-être des animaux (1997)

Protocoles annexés au traité fondamental, à la version consolidée du traité instituant la Communauté européenne, et aux traités instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique

- Protocole (n° 6) annexé au **traité fondamental** et aux traités instituant les Communautés européennes (1992)
- Protocole (n° 7) sur les institutions dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne (1997)
- Protocole (n° 8) sur la fixation des sièges des institutions et de certains organismes et services des Communautés européennes (1997)
- Protocole (n° 9) sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne (1997)

— Protocole (n° 34) sur les privilèges et immunités des Communautés européennes
(1965)

II. – Protocoles spéciaux annexés au traité fondamental

A. – Protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune ¹⁵⁵

ARTICLE 11 (ex-article J.1)

1. Remplacé par la clause 46 du traité fondamental

2. Remplacé par la clause 48 du traité fondamental

ARTICLE 12 (ex-article J.2)

L'Union poursuit les objectifs de **la politique étrangère et de sécurité commune** énoncés à **la clause 46 du traité fondamental**:

- en définissant les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune;
- en décidant des stratégies communes;
- en adoptant des actions communes;
- en adoptant des positions communes;
- et en renforçant la coopération systématique entre les États membres pour la conduite de leur politique.

ARTICLE 13 (ex-article J.3)

1. Le Conseil européen définit les principes et les orientations générales de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris pour les questions ayant des implications en matière de défense.

2. Le Conseil européen décide des stratégies communes qui seront mises en oeuvre par l'Union dans des domaines où les États membres ont des intérêts communs importants.

Les stratégies communes précisent leurs objectifs, leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les États membres.

3. Remplacé par la clause 61, paragraphe 2 du traité fondamental

¹⁵⁵ . Titre V TUE. La numérotation des articles du Protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune est celle indiquée au titre V du TEU. La numérotation du présent Protocole spécial devra être modifiée et une adaptation des références croisées devra être mise en oeuvre lors d'une étape ultérieure (voir les références indiquées en italique).

ARTICLE 14 (ex-article J.4)

1. Les actions communes **visées à la clause 61, paragraphe 2 du traité fondamental** concernent certaines situations où une action opérationnelle de l'Union est jugée nécessaire. Elles fixent leurs objectifs, leur portée, les moyens à mettre à la disposition de l'Union, les conditions relatives à leur mise en oeuvre et, si nécessaire, leur durée.
2. S'il se produit un changement de circonstances ayant une nette incidence sur une question faisant l'objet d'une action commune, le Conseil révisé les principes et les objectifs de cette action et adopte les décisions nécessaires. Aussi longtemps que le Conseil n'a pas statué, l'action commune est maintenue.
3. Les actions communes engagent les États membres dans leurs prises de position et dans la conduite de leur action.
4. Le Conseil peut demander à la Commission de lui présenter toute proposition appropriée relative à la politique étrangère et de sécurité commune pour assurer la mise en oeuvre d'une action commune.
5. Toute prise de position ou toute action nationale envisagée en application d'une action commune fait l'objet d'une information dans des délais permettant, en cas de nécessité, une concertation préalable au sein du Conseil. L'obligation d'information préalable ne s'applique pas aux mesures qui constituent une simple transposition sur le plan national des décisions du Conseil.
6. En cas de nécessité impérieuse liée à l'évolution de la situation et à défaut d'une décision du Conseil, les États membres peuvent prendre d'urgence les mesures qui s'imposent, en tenant compte des objectifs généraux de l'action commune. L'État membre qui prend de telles mesures en informe immédiatement le Conseil.
7. En cas de difficultés majeures pour appliquer une action commune, un État membre saisit le Conseil, qui en délibère et recherche les solutions appropriées. Celles-ci ne peuvent aller à l'encontre des objectifs de l'action ni nuire à son efficacité.

ARTICLE 15 (ex-article J.5)

Les positions communes **visées à la clause 61, paragraphe 2 du traité fondamental** définissent la position de l'Union sur une question particulière de nature géographique ou thématique. Les États membres veillent à la conformité de leurs politiques nationales avec les positions communes.

ARTICLE 16 (ex-article J.6)

Les États membres s'informent mutuellement et se concertent au sein du Conseil sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général, en vue d'assurer que l'influence de l'Union s'exerce de la manière la plus efficace par la convergence de leurs actions.

ARTICLE 17 (ex-article J.7)

1. Remplacé par la clause 47, paragraphe 1 du traité fondamental

2. Remplacé par la clause 47, paragraphe 2 du traité fondamental

3. Le premier alinéa est remplacé par la clause 47, paragraphe 3 du traité fondamental

La compétence du Conseil européen pour définir des orientations conformément à l'article 13 vaut également à l'égard de l'UEO en ce qui concerne les questions pour lesquelles l'Union a recours à l'UEO.

Chaque fois que l'Union a recours à l'UEO pour qu'elle élabore et mette en oeuvre les décisions de l'Union relatives aux missions visées à la **clause 47, paragraphe 2 du traité fondamental**, tous les États membres de l'Union sont en droit de participer pleinement à ces missions. Le Conseil, en accord avec les institutions de l'UEO, adopte les modalités pratiques nécessaires pour permettre à tous les États membres apportant une contribution aux missions en question de participer pleinement et sur un pied d'égalité à la planification et à la prise de décision au sein de l'UEO.

Les décisions ayant des implications dans le domaine de la défense dont il est question au présent paragraphe sont prises sans préjudice des politiques et des obligations visées à la **clause 47 paragraphe 1, troisième alinéa du traité fondamental**.

4. Remplacé par la clause 47, paragraphe 4 du traité fondamental

5. Remplacé par la clause 47, paragraphe 5 du traité fondamental

ARTICLE 18 (ex-article J.8)

Remplacé par la clause 62 du traité fondamental

ARTICLE 19 (ex-article J.9)

1. Les États membres coordonnent leur action au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales. Ils défendent dans ces enceintes les positions communes.

Au sein des organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas, ceux qui y participent défendent les positions communes.

2. Sans préjudice du paragraphe 1 et de l'article 14, paragraphe 3, les États membres représentés dans des organisations internationales ou des conférences internationales auxquelles tous les États membres ne participent pas tiennent ces derniers informés de toute question présentant un intérêt commun.

Les États membres qui sont aussi membres du Conseil de sécurité des Nations Unies se concerteront et tiendront les autres États membres pleinement informés. Les États membres qui sont membres permanents du Conseil de sécurité veilleront, dans l'exercice de leurs fonctions, à défendre les positions et les intérêts de l'Union, sans préjudice des

responsabilités qui leur incombent en vertu des dispositions de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 20 (ex-article J.10)

Les missions diplomatiques et consulaires des États membres et les délégations de la Commission dans les pays tiers et les conférences internationales ainsi que leurs représentations auprès des organisations internationales, coopèrent pour assurer le respect et la mise en oeuvre des positions communes et des actions communes arrêtées par le Conseil.

Elles intensifient leur coopération en échangeant des informations, en procédant à des évaluations communes et en contribuant à la mise en oeuvre des dispositions **visées à la clause 10 du traité fondamental**.

ARTICLE 21 (ex-article J.11)

Le premier alinéa est remplacé par la clause 57 paragraphe 2 du traité fondamental

Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la politique étrangère et de sécurité commune.

ARTICLE 22 (ex-article J.12)

1. Chaque État membre ou la Commission peut saisir le Conseil de toute question relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et soumettre des propositions au Conseil.
2. Dans les cas exigeant une décision rapide, la présidence convoque, soit d'office, soit à la demande de la Commission ou d'un État membre, dans un délai de quarante-huit heures ou, en cas de nécessité absolue, dans un délai plus bref, une réunion extraordinaire du Conseil.

ARTICLE 23 (ex-article J.13)

1. Les décisions **dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune** sont prises par le Conseil statuant à l'unanimité. Les abstentions des membres présents ou représentés n'empêchent pas l'adoption de ces décisions.

Tout membre du Conseil qui s'abstient lors d'un vote peut, conformément au présent alinéa, assortir son abstention d'une déclaration formelle. Dans ce cas, il n'est pas tenu d'appliquer la décision, mais il accepte que la décision engage l'Union. Dans un esprit de solidarité mutuelle, l'État membre concerné s'abstient de toute action susceptible d'entrer en conflit avec l'action de l'Union fondée sur cette décision ou d'y faire obstacle et les autres États membres respectent sa position. Si les membres du Conseil qui assortissent leur abstention d'une telle déclaration représentent plus du tiers des voix affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne, la décision n'est pas adoptée.

2. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil statue à la majorité qualifiée:

- lorsque, sur la base d'une stratégie commune, il adopte des actions communes et des positions communes ou qu'il prend toute autre décision;
- lorsqu'il adopte toute décision mettant en oeuvre une action commune ou une position commune.

Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale importantes et qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'adoption d'une décision devant être prise à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.

Les voix des membres du Conseil sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne. Pour être adoptées, les décisions doivent recueillir au moins soixante-deux voix, exprimant le vote favorable d'au moins dix membres.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

3. Pour les questions de procédure, le Conseil statue à la majorité de ses membres.

ARTICLE 24 (ex-article J.14)

Lorsqu'il est nécessaire de conclure un accord avec un ou plusieurs États ou organisations internationales en application **des dispositions relatives à la politique étrangère et de sécurité commune**, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut autoriser la présidence, assistée, le cas échéant, par la Commission, à engager des négociations à cet effet. De tels accords sont conclus par le Conseil statuant à l'unanimité sur recommandation de la présidence. Aucun accord ne lie un État membre dont le représentant au sein du Conseil déclare qu'il doit se conformer à ses propres règles constitutionnelles; les autres membres du Conseil peuvent convenir que l'accord leur est applicable à titre provisoire.

Les dispositions du présent article sont également applicables aux matières relevant de **la coopération policière et judiciaire en matière pénale**.

ARTICLE 25 (ex-article J.15)

Sans préjudice de l'article 207 du traité instituant la Communauté européenne, un comité politique suit la situation internationale dans les domaines relevant de la politique étrangère et de sécurité commune et contribue à la définition des politiques en émettant des avis à l'intention du Conseil, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative. Il surveille également la mise en oeuvre des politiques convenues, sans préjudice des compétences de la présidence et de la Commission.

ARTICLE 26 (ex-article J.16)

Le Secrétaire général du Conseil, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, assiste le Conseil pour les questions relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, en contribuant notamment à la formulation, à l'élaboration et à la mise

en oeuvre des décisions de politique et, le cas échéant, en agissant au nom du Conseil et à la demande de la présidence, en conduisant le dialogue politique avec des tiers.

ARTICLE 27 (ex-article J.17)

Remplacé par la clause 67, paragraphe 3 du traité fondamental

ARTICLE 28 (ex-article J.18)

1. Les articles 189, 190, 196 à 199, 203, 204, 206 à 209, 213, **215, 216, 218**, 219, 255 et 290 du traité instituant la Communauté européenne sont applicables aux dispositions relatives aux domaines **relevant de la politique étrangère et de sécurité commune** ¹⁵⁶.

2. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions **relatives aux domaines visés au paragraphe 1** sont à la charge du budget des Communautés européennes.

3. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en oeuvre des dites dispositions sont également à la charge du budget des Communautés européennes, à l'exception des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense et des cas où le Conseil en décide autrement à l'unanimité.

Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget des Communautés européennes, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement. Pour ce qui est des dépenses afférentes à des opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense, les États membres dont les représentants au Conseil ont fait une déclaration formelle au titre de *l'article 23, paragraphe 1, deuxième alinéa*, ne sont pas tenus de contribuer à leur financement.

4. La procédure budgétaire fixée dans **le traité fondamental** ¹⁵⁷ **et dans** le traité instituant la Communauté européenne s'applique aux dépenses qui sont à la charge du budget des Communautés européennes.

¹⁵⁶ . Certains articles du TCE mentionnés dans le présent article ont été remplacés dans la traité fondamental. Dans la mesure où le traité fondamental s'applique aux protocoles qui lui sont annexés (sous réserve bien entendu des dispositions dont le champ d'application est limité à la Communauté européenne), ces articles ne doivent pas être mentionnés ici (articles 189, 203, et 214 du TCE).

¹⁵⁷ . Si les clauses 82 à 84 concernent la "procédure budgétaire", le traité fondamental doit être visé.

**B. – Protocole spécial sur la coopération policière et judiciaire
en matière pénale** ¹⁵⁸

ARTICLE 29 (ex-article K.1)

Remplacé par la clause 49, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 30 (ex-article K.2)

1. Conformément aux objectifs visés à la clause 49, paragraphe 1 du traité fondamental, l'action en commun dans le domaine de la coopération policière couvre entre autres:

- a) la coopération opérationnelle entre les autorités compétentes, y compris les services de police, les services des douanes et autres services répressifs spécialisés des États membres, dans le domaine de la prévention et de la détection des infractions pénales et des enquêtes en la matière;
- b) la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations pertinentes, y compris d'informations détenues par des services répressifs concernant des signalements de transactions financières douteuses, notamment par l'intermédiaire d'Europol, sous réserve des dispositions appropriées relatives à la protection des données à caractère personnel;
- c) la coopération et les initiatives conjointes dans les domaines de la formation, des échanges d'officiers de liaison, des détachements, de l'utilisation des équipements et de la recherche en criminalistique;
- d) l'évaluation en commun de techniques d'enquête particulières concernant la détection des formes graves de criminalité organisée.

2. Aux fins de promouvoir la coopération par l'intermédiaire d'Europol visée à la clause 61, paragraphe 3 du traité fondamental, le Conseil, en particulier, dans les cinq ans qui suivent la date d'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:

- a) permet à Europol de faciliter et d'appuyer la préparation, et d'encourager la coordination et la mise en oeuvre d'actions spécifiques d'enquête menées par les autorités compétentes des États membres, y compris des actions opérationnelles d'équipes conjointes, comprenant des représentants d'Europol à titre d'appui;
- b) arrête des mesures destinées à permettre à Europol de demander aux autorités compétentes des États membres de mener et de coordonner leurs enquêtes dans des

¹⁵⁸ . Titre VI TUE. La numérotation des articles du Protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune est celle indiquée au titre VI du TEU. La numérotation du présent Protocole spécial devra être modifiée et une adaptation des références croisées devra être mise en oeuvre lors d'une étape ultérieure (voir les références indiquées en italique).

affaires précises, et de développer des compétences spécialisées pouvant être mises à la disposition des États membres pour les aider dans des enquêtes sur la criminalité organisée;

- c) favorise l'établissement de contacts entre magistrats et enquêteurs spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée et travaillant en étroite coopération avec Europol;
- d) instaure un réseau de recherche, de documentation et de statistiques sur la criminalité transfrontière.

ARTICLE 31 (ex-article K.3)

Conformément aux objectifs visés à la clause 49, paragraphe 1 du traité fondamental, l'action en commun dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale vise entre autres à:

- a) faciliter et accélérer la coopération entre les ministères et les autorités judiciaires ou équivalentes compétents des États membres pour ce qui est de la procédure et de l'exécution des décisions;
- b) faciliter l'extradition entre États membres;
- c) assurer, dans la mesure nécessaire à l'amélioration de cette coopération, la compatibilité des règles applicables dans les États membres;
- d) prévenir les conflits de compétences entre États membres;
- e) adopter progressivement des mesures instaurant des règles minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et aux sanctions applicables dans les domaines de la criminalité organisée, du terrorisme et du trafic de drogue.

ARTICLE 32 (ex-article K.4)

Le Conseil fixe les conditions et les limites dans lesquelles les autorités compétentes visées aux *articles 30 et 31* peuvent intervenir sur le territoire d'un autre État membre en liaison et en accord avec les autorités de celui-ci.

ARTICLE 33 (ex-article K.5)

La clause 49 du traité fondamental et le présent protocole spécial ne portent pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

ARTICLE 34 (ex-article K.6)

1. Dans les domaines **relevant de la coopération policière et judiciaire en matière pénale**, les États membres s'informent et se consultent mutuellement au sein du Conseil en vue de coordonner leur action. Ils instituent à cet effet une collaboration entre les services compétents de leurs administrations.

2. Conformément à la clause 61, paragraphe 3 du traité fondamental, le Conseil peut, statuant à l'unanimité à l'initiative de tout État membre ou de la Commission :

- a) arrêter des positions communes définissant l'approche de l'Union sur une question déterminée;
- b) arrêter des décisions-cadres aux fins du rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Les décisions-cadres lient les États membres quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. Elles ne peuvent entraîner d'effet direct;
- c) arrêter des décisions à toute autre fin conforme aux objectifs **de la coopération policière et judiciaire en matière pénale**, à l'exclusion de tout rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Ces décisions sont obligatoires et ne peuvent entraîner d'effet direct; le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre ces décisions au niveau de l'Union;
- d) établir des conventions dont il recommande l'adoption par les États membres selon leurs règles constitutionnelles respectives. Les États membres engagent les procédures applicables dans le délai fixé par le Conseil.

Sauf dispositions contraires y figurant, ces conventions, une fois qu'elles ont été adoptées par la moitié au moins des États membres, entrent en vigueur dans les États membres qui les ont adoptées. Les mesures d'application de ces conventions sont adoptées au sein du Conseil à la majorité des deux tiers des Parties Contractantes.

3. Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne; les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins soixante-deux voix, exprimant le vote favorable d'au moins dix membres.

4. Pour les questions de procédure, les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent.

ARTICLE 35 (ex-article K.7)

1. La Cour de justice des Communautés européennes est compétente, sous réserve des conditions définies au présent article, pour statuer à titre préjudiciel sur la validité et l'interprétation des décisions-cadres et des décisions, sur l'interprétation des conventions établies **dans le cadre de coopération policière et judiciaire en matière pénale**, ainsi que sur la validité et l'interprétation de leurs mesures d'application.

2. Tout État membre peut, par une déclaration faite au moment de la signature du traité d'Amsterdam, ou à tout autre moment postérieur à ladite signature, accepter la compétence de la Cour de justice pour statuer à titre préjudiciel dans les conditions définies au paragraphe 1.

3. Un État membre qui fait une déclaration au titre du paragraphe 2 indique que:

- a) soit toute juridiction de cet État dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer à titre préjudiciel sur une question soulevée dans une affaire pendante devant elle et portant sur la validité ou l'interprétation d'un acte visé au paragraphe 1, lorsqu'elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement,
- b) soit toute juridiction de cet État a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer à titre préjudiciel sur une question soulevée dans une affaire pendante devant elle et portant sur la validité ou l'interprétation d'un acte visé au paragraphe 1, lorsqu'elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement.

4. Tout État membre, qu'il ait ou non fait une déclaration au titre du paragraphe 2, a le droit de présenter à la Cour des mémoires ou observations écrites dans les affaires dont elle est saisie en vertu du paragraphe 1.

5. La Cour de justice n'est pas compétente pour vérifier la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un État membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

6. La Cour de justice est compétente pour contrôler la légalité des décisions-cadres et des décisions lorsqu'un recours est formé par un État membre ou par la Commission pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du présent traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir. Les recours prévus au présent paragraphe doivent être formés dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'acte.

7. La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout différend entre États membres concernant l'interprétation ou l'application des actes adoptés au titre de *l'article 34, paragraphe 2*, dès lors que ce différend n'a pu être réglé au sein du Conseil dans les six mois qui ont suivi la saisine de celui-ci par l'un de ses membres. La Cour est également compétente pour statuer sur tout différend entre États membres et la Commission concernant l'interprétation ou l'application des conventions établies en vertu de *l'article 34, paragraphe 2, point d)*.

ARTICLE 36 (ex-article K.8)

1. Il est institué un comité de coordination composé de hauts fonctionnaires. En plus de son rôle de coordination, ce comité a pour mission:

- de formuler des avis à l'intention du Conseil, soit à la requête de celui-ci, soit de sa propre initiative;
- de contribuer, sans préjudice de l'article 207 du traité instituant la Communauté européenne, à la préparation des travaux du Conseil dans les domaines visés à **la clause 49, paragraphe 1 du traité fondamental**.

2. La Commission est pleinement associée aux travaux dans les domaines **relevant de la coopération policière et judiciaire en matière pénale**.

ARTICLE 37 (ex-article K.9)

Les États membres défendent les positions communes arrêtées conformément à **la clause 49 du traité fondamental et du présent protocole spécial** dans les organisations internationales et lors des conférences internationales auxquelles ils participent.

La clause 62 du traité fondamental et l'article 19 du protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune s'appliquent, le cas échéant, aux questions relevant de **la coopération policière et judiciaire en matière pénale**.

ARTICLE 38 (ex-article K.10)

Les accords visés à **l'article 24 du protocole spécial sur la politique étrangère et de sécurité commune** peuvent couvrir des matières relevant **de la coopération policière et judiciaire en matière pénale**.

ARTICLE 39 (ex-article K.11)

1. Remplacé par la clause 57, paragraphe 3 du traité fondamental

2. Remplacé par la clause 57, paragraphe 3 du traité fondamental

3. Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans les domaines **relevant de la coopération policière et judiciaire en matière pénale**.

ARTICLE 40 (ex-article K.12)

1. Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée peuvent être autorisés, dans le respect des **clauses 85 et 86, paragraphes 1 et 2 du traité fondamental**, à recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus par les traités, à condition que la coopération envisagée:

- a) respecte les compétences de la Communauté européenne, de même que les objectifs fixés **dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale**;
- b) ait pour but de permettre à l'Union de devenir plus rapidement un espace de liberté, de sécurité et de justice.

2. L'autorisation prévue au paragraphe 1 est accordée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée à la demande des États membres concernés, la Commission ayant été invitée à présenter son avis. La demande est également transmise au Parlement européen.

Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale importantes et qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'octroi d'une autorisation décidée à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut demander que le Conseil européen soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.

Les voix des membres du Conseil sont affectées de la pondération prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité instituant la Communauté européenne. Pour être adoptées, les décisions doivent recueillir au moins soixante-deux voix, exprimant le vote favorable d'au moins dix membres.

3. Tout État membre qui souhaite participer à la coopération instaurée en vertu du présent article notifie son intention au Conseil et à la Commission, qui transmet au Conseil, dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification, un avis éventuellement assorti d'une recommandation relative à des dispositions particulières qu'elle peut juger nécessaires pour que l'État membre concerné participe à la coopération en question. Dans un délai de quatre mois à compter de la date de la notification, le Conseil statue sur la demande ainsi que sur d'éventuelles dispositions particulières qu'il peut juger nécessaires. La décision est réputée approuvée, à moins que le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, ne décide de la tenir en suspens; dans ce cas, le Conseil indique les motifs de sa décision et fixe un délai pour son réexamen. Aux fins du présent paragraphe, le Conseil statue dans les conditions prévues à la **clauses 86, paragraphes 1 et 2 du traité fondamental**.

4. **La clause 49 du traité fondamental** et les dispositions des articles **30 à 41** s'appliquent à la coopération renforcée prévue par le présent article, sauf dispositions contraires de ce dernier et des **clauses 85 et 86, paragraphes 1 et 2 du traité fondamental**.

Les dispositions **du traité fondamental et** ¹⁵⁹ du traité instituant la Communauté européenne concernant la compétence de la Cour de justice des Communautés européennes et l'exercice de cette compétence s'appliquent aux paragraphes 1, 2 et 3.

5. Le présent article n'affecte pas les dispositions du protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne.

ARTICLE 41 (ex-article K.13)

1. Les articles 189, 190, 195, 196 à 199, 203, 204, 205 paragraphe 3, aux articles 206 à 209, 213, **215, 216, 218**, 219, 255 et 290 du traité instituant la Communauté européenne sont applicables aux dispositions relatives aux domaines **relevant de la coopération policière et judiciaire en matière pénale** ¹⁶⁰.

2. Les dépenses administratives entraînées pour les institutions par les dispositions relatives aux domaines **relevant de la coopération policière et judiciaire en matière pénale** sont à la charge du budget des Communautés européennes.

3. Les dépenses opérationnelles entraînées par la mise en oeuvre desdites dispositions sont également à la charge du budget des Communautés européennes, sauf si le Conseil,

¹⁵⁹ . Voir la clause 70.

¹⁶⁰ . Certains articles du TCE mentionnés dans le présent article ont été remplacés dans la traité fondamental. Dans la mesure où le traité fondamental s'applique aux protocoles qui lui sont annexés (sous réserve bien entendu des dispositions dont le champ d'application est limité à la Communauté européenne), ces articles ne doivent pas être mentionnés ici (articles 189, 203, 205, paragraphe 3 et 214 du TCE).

statuant à l'unanimité, en décide autrement. Quand une dépense n'est pas mise à la charge du budget des Communautés européennes, elle est à la charge des États membres selon la clé du produit national brut, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité, n'en décide autrement.

4. La procédure budgétaire fixée dans **le traité fondamental** ¹⁶¹ et le traité instituant la Communauté européenne s'applique aux dépenses qui sont à la charge du budget des Communautés européennes.

ARTICLE 42 (ex-article K.14)

Remplacé par la clause 49, paragraphe 2 du traité fondamental

¹⁶¹ . Si les clauses 82 à 84 concernent la “procédure budgétaire”, le traité fondamental doit être visé.

III. – Acte final

La conférence des représentants des gouvernements, convoquée le ... a adopté les textes suivants;

I.

Le traité fondamental de l'Union européenne

II.

Deux protocoles spéciaux sur la politique étrangère et de sécurité commune et sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale



INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

ANNEXES

ANNEXE II

LE TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

**Version consolidée annexée à l'Acte final du Traité d'Amsterdam telle
que modifiée conformément à la clause 88, paragraphe 1
du Traité fondamental**

Modèle

LE TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Version consolidée annexée à l'acte final du Traité d'Amsterdam telle que modifiée conformément à la clause 88, paragraphe 1 du Traité fondamental

SOMMAIRE

I - Texte du traité

Préambule

Première partie - Les principes

Deuxième partie - La citoyenneté de l'Union

Troisième partie - Les politiques de la Communauté

TITRE I - La libre circulation des marchandises

Chapitre 1 - L'union douanière

Chapitre 2 - L'interdiction des restrictions quantitatives entre les États membres

TITRE II - L'agriculture

TITRE III - La libre circulation des personnes, des services et des capitaux

Chapitre 1 - Les travailleurs

Chapitre 2 - Le droit d'établissement

Chapitre 3 - Les services

Chapitre 4 - Les capitaux et les paiements

TITRE IV - Visas, asile, immigration et autres politiques liées à la libre circulation des personnes

TITRE V - Les transports

TITRE VI - Les règles communes sur la concurrence, la fiscalité et le rapprochement des législations

Chapitre 1 - Les règles de concurrence

Section 1 - Les règles applicables aux entreprises

Section 2 - Les aides accordées par les États

Chapitre 2 - Dispositions fiscales

Chapitre 3 - Le rapprochement des législations

TITRE VII - La politique économique et monétaire

Chapitre 1 - La politique économique

Chapitre 2 - La politique monétaire

Chapitre 3 - Dispositions institutionnelles

Chapitre 4 - Dispositions transitoires

TITRE VIII - L'emploi

TITRE IX - La politique commerciale commune

TITRE X - La coopération douanière

TITRE XI - Politique sociale, éducation, formation professionnelle et jeunesse

Chapitre 1 - Dispositions sociales

Chapitre 2 - Le Fonds social européen

Chapitre 3 - Éducation, formation professionnelle et jeunesse

TITRE XII - Culture

TITRE XIII - Santé publique

TITRE XIV - Protection des consommateurs

TITRE XV - Réseaux transeuropéens

TITRE XVI - Industrie

TITRE XVII - Cohésion économique et sociale

TITRE XVIII - Recherche et développement technologique

TITRE XIX - Environnement

TITRE XX - Coopération au développement

Quatrième partie - L'association des pays et territoires d'outre-mer

Cinquième partie - Les institutions de la Communauté

TITRE I - Dispositions institutionnelles

Chapitre 1 - Les institutions

Section 1 - Le Parlement européen

Section 2 - Le Conseil

Section 3 - La Commission

Section 4 - La Cour de justice

Section 5 - La Cour des comptes

Chapitre 2 - Dispositions communes à plusieurs institutions

Chapitre 3 - Le Comité économique et social

Chapitre 4 - Le Comité des régions

Chapitre 5 - La Banque européenne d'investissement

TITRE II - Dispositions financières

Sixième partie - Dispositions générales et finales

Dispositions finales

Annexes

ANNEXE I - Liste prévue à l'article 32 du traité

ANNEXE II - Pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité

II - Protocoles¹

¹. Tous les protocoles figurent dans une annexe du traité fondamental (voir clause 88 paragraphe 1)

PREAMBULE²

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

Note : « Le Royaume du Danemark, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, l'Irlande, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord sont devenus membres de la Communauté européenne depuis lors ».

DÉTERMINÉS à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens,

DÉCIDÉS à assurer par une action commune le progrès économique et social de leurs pays en éliminant les barrières qui divisent l'Europe,

ASSIGNANT pour but essentiel à leurs efforts l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples,

RECONNAISSANT que l'élimination des obstacles existants appelle une action concertée en vue de garantir la stabilité dans l'expansion, l'équilibre dans les échanges et la loyauté dans la concurrence,

SOUUCIEUX de renforcer l'unité de leurs économies et d'en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisées,

DÉSIREUX de contribuer, grâce à une politique commerciale commune, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux,

ENTENDANT confirmer la solidarité qui lie l'Europe et les pays d'outre-mer, et désirant assurer le développement de leur prospérité, conformément aux principes de la charte des Nations unies,

RÉSOLUS à affermir, par la constitution de cet ensemble de ressources, les sauvegardes de la paix et de la liberté, et appelant les autres peuples de l'Europe qui partagent leur idéal à s'associer à leur effort,

DÉTERMINÉS à promouvoir le développement du niveau de connaissance le plus élevé possible pour leurs peuples par un large accès à l'éducation et par la mise à jour permanente des connaissances,

ONT DÉCIDÉ de créer une COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent.

². Une alternative consisterait à consolider le préambule du TCE et le préambule du TUE. Voir le modèle proposé par le Secrétariat général du Conseil.

PREMIÈRE PARTIE

LES PRINCIPES

ARTICLE premier (ex-article premier)

Par le présent traité, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES instituent entre Elles une COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE.

ARTICLE 2 (ex-article 2)

Remplacé par la clause 15 du traité fondamental.

ARTICLE 3 (ex-article 3)

Remplacé par la clause 18, paragraphe 1 du traité fondamental.

ARTICLE 4 (ex-article 3 A)

Remplacé par la clause 19 du traité fondamental.

ARTICLE 5 (ex-article 3 B)

Remplacé par la clause 16 du traité fondamental.

ARTICLE 6 (ex-article 3 C)

Remplacé par la clause 18, paragraphe 2 du traité fondamental.

ARTICLE 7 (ex-article 4)

Remplacé par les clauses 52 et 53 du traité fondamental.

ARTICLE 8 (ex-article 4 A)

Remplacé par la clause 54 du traité fondamental.

ARTICLE 9 (ex-article 4 B)

Remplacé par la clause 55 du traité fondamental.

ARTICLE 10 (ex-article 5)

Remplacé par la clause 17 du traité fondamental.

ARTICLE 11 (ex-article 5 A)

1. Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée peuvent être autorisés, dans le respect **des clauses 85 et 86, paragraphes 1 et 2 du traité fondamental**, à recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus par le présent traité, à condition que la coopération envisagée:

- a) ne concerne pas des domaines relevant de la compétence exclusive de la Communauté;
- b) n'affecte pas les politiques, actions ou programmes de la Communauté;
- c) n'ait pas trait à la citoyenneté de l'Union et ne fasse pas de discrimination entre les ressortissants des États membres;
- d) reste dans les limites des compétences conférées à la Communauté par le présent traité; et
- e) ne constitue ni une discrimination ni une entrave aux échanges entre les États membres et ne provoque aucune distorsion des conditions de concurrence entre ceux-ci.

2. L'autorisation visée au paragraphe 1 est accordée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.

Si un membre du Conseil déclare que, pour des raisons de politique nationale importantes et qu'il expose, il a l'intention de s'opposer à l'adoption d'une décision devant être prise à la majorité qualifiée, il n'est pas procédé au vote. Le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, demander que le Conseil, réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, soit saisi de la question en vue d'une décision à l'unanimité.

Les États membres qui se proposent d'instaurer la coopération renforcée visée au paragraphe 1 peuvent adresser une demande à la Commission qui peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si elle ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés.

3. Tout État membre qui souhaite participer à la coopération instaurée en vertu du présent article notifie son intention au Conseil et à la Commission, qui transmet un avis au Conseil dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification. Dans un délai de quatre mois à compter de la notification, la Commission statue à son sujet ainsi que sur d'éventuelles dispositions particulières qu'elle peut juger nécessaires.

4. Les actes et décisions nécessaires à la mise en oeuvre des actions de coopération sont soumis à toutes les dispositions pertinentes du présent traité, sauf dispositions contraires prévues au présent article et aux **clauses 85 et 86, paragraphes 1 et 2 du traité fondamental**.

5. Le présent article n'affecte pas les dispositions du protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne.

ARTICLE 12 (ex-Article 6)

L'alinéa 1 est remplacé par la clause 7, paragraphe 1 du traité fondamental.

En application de la clause 7, paragraphe 2 du traité fondamental, le Conseil, statuant conformément à la procédure **de codécision** visée à l'article 251 du **traité instituant la Communauté européenne**, peut prendre toute réglementation en vue de l'interdiction des discriminations **exercées en raison de la nationalité**.

ARTICLE 13 (ex-article 6 A)

Conformément à de la clause 5 du traité fondamental, sans préjudice des autres dispositions du présent traité et dans les limites des compétences que celui-ci confère à la Communauté, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut prendre les mesures nécessaires en vue de combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

ARTICLE 14 (ex-article 7 A)

1. La Communauté arrête les mesures destinées à établir progressivement le marché intérieur **tel que défini de la clause 21, paragraphe 2 du traité fondamental** au cours d'une période expirant le 31 décembre 1992, conformément aux dispositions du présent article, des articles 15 et 26, de l'article 47, paragraphe 2, et des articles 49, 80, 93 et 95 et sans préjudice des autres dispositions du présent traité.

2. Remplacé par la clause 21, paragraphe 2 du traité fondamental.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, définit les orientations et conditions nécessaires pour assurer un progrès équilibré dans l'ensemble des secteurs concernés **par l'établissement d'un marché intérieur.**

ARTICLE 15 (ex-article 7 C)

Lors de la formulation de ses propositions en vue de la réalisation des objectifs énoncés à l'article 14, la Commission tient compte de l'ampleur de l'effort que certaines économies présentant des différences de développement devront supporter au cours de la période d'établissement du marché intérieur et elle peut proposer les dispositions appropriées.

Si ces dispositions prennent la forme de dérogations, elles doivent avoir un caractère temporaire et apporter le moins de perturbations possible au fonctionnement du marché commun.

ARTICLE 16 (ex-article 7 D)

Remplacé par la clause 20 du traité fondamental.

DEUXIÈME PARTIE

LA CITOYENNETÉ DE L'UNION

ARTICLE 17 (ex-article 8)

Remplacé par la clause 6 du traité fondamental.

ARTICLE 18 (ex-article 8 A)

1. Remplacé par la clause 8, paragraphe 1 du traité fondamental.

2. Le Conseil peut arrêter des dispositions visant à faciliter **l'exercice des droits des citoyens de l'Union de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres** visés à la clause 8 du traité fondamental; sauf si le présent traité en dispose autrement, il statue conformément à la procédure **de codécision** visée à l'article 251. Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de cette procédure.

ARTICLE 19 (ex-article 8 B)

Remplacé par la clause 9, paragraphe 1 du traité fondamental

Le droit de vote et d'éligibilité visé à la clause 9, paragraphe 1 du traité fondamental sera exercé sous réserve des modalités, arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen; ces modalités peuvent prévoir des dispositions dérogatoires lorsque des problèmes spécifiques à un État membre le justifient.

ARTICLE 20 (ex-article 8 C)

Remplacé par la clause 10 du traité fondamental.

ARTICLE 21 (ex-article 8 D)

Remplacé par les clauses 11, 12 et 13 du traité fondamental.

ARTICLE 22 (ex-article 8 E)

La Commission fait rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social tous les trois ans sur l'application des **dispositions relatives à la citoyenneté de l'Union**. Ce rapport tient compte du développement de l'Union.

Deuxième alinéa est remplacé par la clause 6, paragraphe 2 du traité fondamental.

TROISIÈME PARTIE

LES POLITIQUES DE LA COMMUNAUTÉ

TITRE I

LA LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

ARTICLE 23 (ex-article 9)

Remplacé par la clause 22, paragraphes 1 et 4 du traité fondamental.

ARTICLE 24 (ex-article 10)

Sont considérés comme étant en libre pratique dans un État membre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet État membre, et qui n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes.

CHAPITRE 1

L'UNION DOUANIÈRE

ARTICLE 25 (ex-article 12)

Remplacé par la clause 22, paragraphe 2 du traité fondamental.

ARTICLE 26 (ex-article 28)

Les droits du tarif douanier commun sont fixés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission.

ARTICLE 27 (ex-article 29)

Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre du présent chapitre, la Commission s'inspire:

- a) de la nécessité de promouvoir les échanges commerciaux entre les États membres et les pays tiers,
- b) de l'évolution des conditions de concurrence à l'intérieur de la Communauté, dans la mesure où cette évolution aura pour effet d'accroître la force compétitive des entreprises,
- c) des nécessités d'approvisionnement de la Communauté en matières premières et demi-produits, tout en veillant à ne pas fausser entre les États membres les conditions de concurrence sur les produits finis,
- d) de la nécessité d'éviter des troubles sérieux dans la vie économique des États membres et d'assurer un développement rationnel de la production et une expansion de la consommation dans la Communauté.

CHAPITRE 2

L'INTERDICTION DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES ENTRE LES ETATS MEMBRES

ARTICLE 28 (ex-article 30)

Remplacé par la clause 22, paragraphe 3 du traité fondamental.

ARTICLE 29 (ex-article 34)

Remplacé par la clause 22, paragraphe 3 du traité fondamental.

ARTICLE 30 (ex-article 36)

Les dispositions de la **clause 22, paragraphe 3 du traité fondamental** (articles 28 et 29) ³ ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée dans le commerce entre les États membres.

ARTICLE 31 (ex-article 37)

1. Les États membres aménagent les monopoles nationaux présentant un caractère commercial, de telle façon que soit assurée, dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés, l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des États membres.

³. Les références indiquées entre parenthèses visent à rappeler au lecteur les dispositions originelles. Elles peuvent être supprimées dans une étape ultérieure.

Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par lequel un État membre, de jure ou de facto, contrôle, dirige ou influence sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les États membres. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles d'État délégués.

2. Les États membres s'abstiennent de toute mesure nouvelle contraire aux principes énoncés au paragraphe 1 ou qui restreint la portée **de la clause 22 du traité fondamental** et des articles relatifs à l'interdiction des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres.

3. Dans le cas d'un monopole à caractère commercial comportant une réglementation destinée à faciliter l'écoulement ou la valorisation de produits agricoles, il convient d'assurer, dans l'application des règles du présent article, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés.

TITRE II

L'AGRICULTURE

ARTICLE 32 (ex-article 38)

1. Le marché commun s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles. Par produits agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits.
2. Sauf dispositions contraires **de la clause 27 du traité fondamental** et des articles **34** à **38** inclus, les règles prévues pour l'établissement du marché commun sont applicables aux produits agricoles.
3. Les produits qui sont soumis aux dispositions de **la clause 27 du traité fondamental** et des articles **34** à **38** inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe I du présent traité.
4. Le fonctionnement et le développement du marché commun pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune.

ARTICLE 33 (ex-article 39)

Remplacé par la clause 27 du traité fondamental.

ARTICLE 34 (ex-article 40)

1. En vue d'atteindre les objectifs **de la politique agricole** prévus à **la clause 27 du traité fondamental** (article 33), il est établi une organisation commune des marchés agricoles.

Suivant les produits, cette organisation prend l'une des formes ci-après:

- a) des règles communes en matière de concurrence,
- b) une coordination obligatoire des diverses organisations nationales de marché,
- c) une organisation européenne du marché.

2. L'organisation commune sous une des formes prévues au paragraphe 1 peut comporter toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs définis à **la clause 27 du traité fondamental** (article 33), notamment des réglementations des prix, des subventions tant à la production qu'à la commercialisation des différents produits, des systèmes de stockage et de report, des mécanismes communs de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

Elle doit se limiter à poursuivre les objectifs énoncés à **la clause 27 du traité fondamental** (article 33) et doit exclure toute discrimination entre producteurs ou consommateurs de la Communauté.

Une politique commune éventuelle des prix doit être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes.

3. Afin de permettre à l'organisation commune visée au paragraphe 1 d'atteindre ses objectifs, il peut être créé un ou plusieurs fonds d'orientation et de garantie agricole.

ARTICLE 35 (ex-article 41)

Pour permettre d'atteindre les objectifs définis à **la clause 27 du traité fondamental** (article 33), il peut notamment être prévu dans le cadre de la politique agricole commune:

- a) une coordination efficace des efforts entrepris dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de la vulgarisation agronomique, pouvant comporter des projets ou institutions financés en commun,
- b) des actions communes pour le développement de la consommation de certains produits.

ARTICLE 36 (ex-article 42)

Les dispositions du chapitre relatif aux règles de concurrence ne sont applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Conseil dans le cadre des dispositions et conformément à la procédure prévues à l'article 37, paragraphes 2 et 3, compte tenu des objectifs énoncés à **la clause 27 du traité fondamental** (article 33).

Le Conseil peut notamment autoriser l'octroi d'aides:

- a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles,
- b) dans le cadre de programmes de développement économique.

ARTICLE 37 (ex-article 43)

1. Afin de dégager les lignes directrices d'une politique agricole commune, la Commission convoque, dès l'entrée en vigueur du traité, une conférence des États membres pour procéder à la confrontation de leurs politiques agricoles, en établissant notamment le bilan de leurs ressources et de leurs besoins.

2. La Commission, en tenant compte des travaux de la conférence prévue au paragraphe 1, présente, après consultation du Comité économique et social et dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent traité, des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique agricole commune, y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à l'article 34, paragraphe 1, ainsi que la mise en oeuvre des mesures spécialement mentionnées à **la clause 27 du traité fondamental et** au présent titre.

Ces propositions doivent tenir compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées à **la clause 27 du traité fondamental et** au présent titre.

Sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée arrête des règlements ou des directives, ou prend des décisions, sans préjudice des recommandations qu'il pourrait formuler.

3. L'organisation commune prévue à l'article 34, paragraphe 1, peut être substituée aux organisations nationales du marché, dans les conditions prévues au paragraphe 2, par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée:

- a) si l'organisation commune offre aux États membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et
- b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de la Communauté des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

4. S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits de transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de la Communauté.

ARTICLE 38 (ex-article 46)

Lorsque dans un État membre un produit fait l'objet d'une organisation nationale du marché ou de toute réglementation interne d'effet équivalent affectant dans la concurrence une production similaire dans un autre État membre, une taxe compensatoire à l'entrée est appliquée par les États membres à ce produit en provenance de l'État membre où l'organisation ou la réglementation existe, à moins que cet État n'applique une taxe compensatoire à la sortie.

La Commission fixe le montant de ces taxes dans la mesure nécessaire pour rétablir l'équilibre; elle peut également autoriser le recours à d'autres mesures dont elle définit les conditions et modalités.

TITRE III

LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, DES SERVICES ET DES CAPITAUX

CHAPITRE 1

LES TRAVAILLEURS

ARTICLE 39 (ex-article 48)

1. *Remplacé par la clause 23, paragraphe 1 du traité fondamental.*

2. *Remplacé par la clause 23, paragraphe 1 du traité fondamental.*

3. **La liberté de circulation des travailleurs** comporte le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique:

- a) de répondre à des emplois effectivement offerts,
- b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des États membres,
- c) de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux,
- d) de demeurer, dans des conditions qui feront l'objet de règlements d'application établis par la Commission, sur le territoire d'un État membre, après y avoir occupé un emploi.

4. Les dispositions **de la clause 23, paragraphe 1 du traité fondamental** et du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique.

ARTICLE 40 (ex-article 49)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête, par voie de directives ou de règlements, les mesures nécessaires en vue de

réaliser la libre circulation des travailleurs, telle qu'elle est définie à **la clause 23, paragraphe 1 du traité fondamental** et à l'article 39, notamment:

- a) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales du travail,
- b) en éliminant, celles des procédures et pratiques administratives, ainsi que les délais d'accès aux emplois disponibles découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la libération des mouvements des travailleurs,
- c) en éliminant tous les délais et autres restrictions, prévus soit par les législations internes, soit par des accords antérieurement conclus entre les États membres, qui imposent aux travailleurs des autres États membres d'autres conditions qu'aux travailleurs nationaux pour le libre choix d'un emploi,
- d) en établissant des mécanismes propres à mettre en contact les offres et les demandes d'emploi et à en faciliter l'équilibre dans des conditions qui écartent des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans les diverses régions et industries.

ARTICLE 41 (ex-article 50)

Les États membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs.

ARTICLE 42 (ex-article 51)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, adopte, dans le domaine de la sécurité sociale, les mesures nécessaires pour l'établissement de la libre circulation des travailleurs, en instituant notamment un système permettant d'assurer aux travailleurs migrants et à leurs ayants droit:

- a) la totalisation, pour l'ouverture et le maintien du droit aux prestations, ainsi que pour le calcul de celles-ci, de toutes périodes prises en considération par les différentes législations nationales;
- b) le paiement des prestations aux personnes résidant sur les territoires des États membres.

Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251.

CHAPITRE 2

LE DROIT D'ETABLISSEMENT

ARTICLE 43 (ex-article 52)

Remplacé par la clause 23, paragraphe 2 du traité fondamental

ARTICLE 44 (ex-article 54)

1. Pour réaliser la liberté d'établissement dans une activité déterminée, le Conseil, agissant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, statue par voie de directives.
2. Le Conseil et la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par les dispositions ci-dessus, notamment:

- a) en traitant, en général, par priorité des activités où la liberté d'établissement constitue une contribution particulièrement utile au développement de la production et des échanges,
- b) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales compétentes en vue de connaître les situations particulières à l'intérieur de la Communauté des diverses activités intéressées,
- c) en éliminant celles des procédures et pratiques administratives découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la liberté d'établissement,
- d) en veillant à ce que les travailleurs salariés d'un des États membres, employés sur le territoire d'un autre État membre, puissent demeurer sur ce territoire pour y entreprendre une activité non salariée lorsqu'ils satisfont aux conditions auxquelles ils devraient satisfaire s'ils venaient dans cet État au moment où ils veulent accéder à cette activité,
- e) en rendant possibles l'acquisition et l'exploitation de propriétés foncières situées sur le territoire d'un État membre par un ressortissant d'un autre État membre, dans la mesure où il n'est pas porté atteinte aux principes établis à **la clause 27, paragraphe 2 du traité fondamental** (*article 33, paragraphe 2*),
- f) en appliquant la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement, dans chaque branche d'activité considérée, d'une part, aux conditions de création, sur le territoire d'un État membre, d'agences, de succursales ou de filiales et, d'autre part, aux conditions d'entrée du personnel du principal établissement dans les organes de gestion ou de surveillance de celles-ci,
- g) en coordonnant, dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers,
- h) en s'assurant que les conditions d'établissement ne sont pas faussées par des aides accordées par les États membres.

ARTICLE 45 (ex-article 55)

Sont exceptées de l'application des dispositions **de la clause 23, paragraphe 2 du traité fondamental** et du présent chapitre, en ce qui concerne l'État membre intéressé, les activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut excepter certaines activités de l'application des dispositions **de la clause 23, paragraphe 2 du traité fondamental** et du présent chapitre.

ARTICLE 46 (ex-article 56)

1. Les prescriptions **de la clause 23, paragraphe 2 du traité fondamental** et du présent chapitre et les mesures prises en vertu de celles-ci ne préjugent pas l'applicabilité des dispositions législatives, réglementaires et administratives prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers, et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

2. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives pour la coordination des dispositions précitées.

ARTICLE 47 (ex-article 57)

1. Afin de faciliter l'accès aux activités non salariées et leur exercice, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres.

2. Aux mêmes fins, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête des directives visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci. Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251 sur les directives dont l'exécution dans un État membre au moins comporte une modification des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès de personnes physiques. Dans les autres cas, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

3. En ce qui concerne les professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques, la libération progressive des restrictions sera subordonnée à la coordination de leurs conditions d'exercice dans les différents États membres.

ARTICLE 48 (ex-article 58)

Les sociétés constituées en conformité de la législation d'un État membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de la Communauté sont assimilées, pour l'application des dispositions **de la clause 23, paragraphe 2 du traité fondamental** et du présent chapitre, aux personnes physiques ressortissantes des États membres.

Par sociétés, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.

CHAPITRE 3

LES SERVICES

ARTICLE 49 (ex-article 59)

Remplacé par la clause 24 du traité fondamental

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut étendre le bénéfice des dispositions **de la clause 24 du traité fondamental** et du présent chapitre aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers et établis à l'intérieur de la Communauté.

ARTICLE 50 (ex-article 60)

Au sens du présent traité, sont considérées comme services les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les services comprennent notamment:

- a) des activités de caractère industriel,
- b) des activités de caractère commercial,
- c) des activités artisanales,

d) les activités des professions libérales.

Sans préjudice des dispositions **de la clause 23, paragraphe 2 du traité fondamental** et du chapitre relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans le pays où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que ce pays impose à ses propres ressortissants.

ARTICLE 51 (ex-article 61)

1. La libre circulation des services, en matière de transports, est régie par les dispositions **de la clause 28 du traité fondamental** et du titre relatif aux transports.

2. La libération des services des banques et des assurances qui sont liées à des mouvements de capitaux doit être réalisée en harmonie avec la libération de la circulation des capitaux.

ARTICLE 52 (ex-article 63)

1. Pour réaliser la libération d'un service déterminé, le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et du Parlement européen, statue par voie de directives, à la majorité qualifiée.

2. Les directives visées au paragraphe 1 portent, en général, par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production ou dont la libération contribue à faciliter les échanges des marchandises.

ARTICLE 53 (ex-article 64)

Les États membres se déclarent disposés à procéder à la libération des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu des directives arrêtées en application de l'article 52, paragraphe 1, si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet.

ARTICLE 54 (ex-article 65)

Aussi longtemps que les restrictions à la libre prestation des services ne sont pas supprimées, chacun des États membres les applique sans distinction de nationalité ou de résidence à tous les prestataires de services visés **à la clause 24 du traité fondamental** (*article 49, premier alinéa*).

ARTICLE 55 (ex-article 66)

Les dispositions des articles 45 à 48 inclus sont applicables à la matière régie **par la clause 24 du traité fondamental et par** le présent chapitre.

CHAPITRE 4

LES CAPITAUX ET LES PAIEMENTS

ARTICLE 56 (ex-article 73 B)

Remplacé par la clause 25 du traité fondamental

ARTICLE 57 (ex-article 73 C)

1. La **clause 25 du traité fondamental** (article 56) ne porte pas atteinte à l'application, aux pays tiers, des restrictions existant le 31 décembre 1993 en vertu du droit national ou du droit communautaire en ce qui concerne les mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux.

2. Tout en s'efforçant de réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre États membres et pays tiers, dans la plus large mesure possible et sans préjudice des autres chapitres du présent traité, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut adopter des mesures relatives aux mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers, lorsqu'ils impliquent des investissements directs, y compris les investissements immobiliers, l'établissement, la prestation de services financiers ou l'admission de titres sur les marchés des capitaux. L'unanimité est requise pour l'adoption de mesures en vertu du présent paragraphe qui constituent un pas en arrière dans le droit communautaire en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers.

ARTICLE 58 (ex-article 73 D)

1. La **clause 25 du traité fondamental** (article 56) ne porte pas atteinte au droit qu'ont les États membres:

- a) d'appliquer les dispositions pertinentes de leur législation fiscale qui établissent une distinction entre les contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation en ce qui concerne leur résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis;
- b) de prendre toutes les mesures indispensables pour faire échec aux infractions à leurs lois et règlements, notamment en matière fiscale ou en matière de contrôle prudentiel des établissements financiers, de prévoir des procédures de déclaration des mouvements de capitaux à des fins d'information administrative ou statistique ou de prendre des mesures justifiées par des motifs liés à l'ordre public ou à la sécurité publique.

2. La **clause 25 du traité fondamental** et le présent chapitre ne préjuge pas la possibilité d'appliquer des restrictions en matière de droit d'établissement qui sont compatibles avec le présent traité

3. Les mesures et procédures visées aux paragraphes 1 et 2 ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée à la libre circulation des capitaux et des paiements telle que définie à la **clause 25 du traité fondamental** (article 56).

ARTICLE 59 (ex-article 73 F)

Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux en provenance ou à destination de pays tiers causent ou menacent de causer des difficultés graves pour le fonctionnement de l'Union économique et monétaire, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, peut prendre, à l'égard de pays tiers, des mesures de sauvegarde pour une période ne dépassant pas six mois pour autant que ces mesures soient strictement nécessaires.

ARTICLE 60 (ex-article 73 G)

1. Si, dans les cas envisagés à l'article 301, une action de la Communauté est jugée nécessaire, le Conseil, conformément à la procédure prévue à l'article 301, peut prendre, à l'égard des pays tiers concernés, les mesures urgentes nécessaires en ce qui concerne les mouvements de capitaux et les paiements.

2. Sans préjudice de l'article 297 et aussi longtemps que le Conseil n'a pas pris de mesures conformément au paragraphe 1, un État membre peut, pour des raisons politiques graves et pour des motifs d'urgence, prendre des mesures unilatérales contre un pays tiers concernant les mouvements de capitaux et les paiements. La Commission et les autres États membres sont informés de ces mesures au plus tard le jour de leur entrée en vigueur.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider que l'État membre concerné doit modifier ou abolir les mesures en question. Le président du Conseil informe le Parlement européen des décisions prises par le Conseil.

TITRE IV (ex-titre III A)

VISAS, ASILE, IMMIGRATION ET AUTRES POLITIQUES LIÉES À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

ARTICLE 61 (ex-article 73 I)

Afin de mettre en place progressivement un espace de liberté, de sécurité et de justice, le Conseil arrête des **mesures en application de la clause 31 du traité fondamental et des dispositions suivantes.**

ARTICLE 62 (ex-article 73 J)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:

- 1) des mesures visant, conformément à l'article 14, à assurer l'absence de tout contrôle des personnes, qu'il s'agisse de citoyens de l'Union ou de ressortissants des pays tiers, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures;
- 2) des mesures relatives au franchissement des frontières extérieures des États membres qui fixent:
 - a) les normes et les modalités auxquelles doivent se conformer les États membres pour effectuer les contrôles des personnes aux frontières extérieures;
 - b) les règles relatives aux visas pour les séjours prévus d'une durée maximale de trois mois, notamment:
 - i) la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures et de ceux dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation;
 - ii) les procédures et conditions de délivrance des visas par les États membres;
 - iii) un modèle type de visa;
 - iv) des règles en matière de visa uniforme;
- 3) des mesures fixant les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement sur le territoire des États membres pendant une durée maximale de trois mois.

ARTICLE 63 (ex-article 73 K)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam:

- 1) des mesures relatives à l'asile, conformes à la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et au Protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés ainsi qu'aux autres traités pertinents, dans les domaines suivants:
 - a) critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers;
 - b) normes minimales régissant l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres;
 - c) normes minimales concernant les conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers pour pouvoir prétendre au statut de réfugié;
 - d) normes minimales concernant la procédure d'octroi ou de retrait du statut de réfugié dans les États membres;
- 2) des mesures relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées, dans les domaines suivants:
 - a) normes minimales relatives à l'octroi d'une protection temporaire aux personnes déplacées en provenance de pays tiers qui ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine et aux personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale;
 - b) mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les États membres pour accueillir des réfugiés et des personnes déplacées et supporter les conséquences de cet accueil;
- 3) des mesures relatives à la politique d'immigration, dans les domaines suivants:
 - a) conditions d'entrée et de séjour, ainsi que normes concernant les procédures de délivrance par les États membres de visas et de titres de séjour de longue durée, y compris aux fins du regroupement familial;
 - b) immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris le rapatriement des personnes en séjour irrégulier;
- 4) des mesures définissant les droits des ressortissants des pays tiers en situation régulière de séjour dans un État membre de séjourner dans les autres États membres et les conditions dans lesquelles ils peuvent le faire.

Les mesures adoptées par le Conseil en vertu des points 3) et 4) n'empêchent pas un État membre de maintenir ou d'introduire, dans les domaines concernés, des dispositions nationales compatibles avec le présent traité et avec les accords internationaux.

Les mesures arrêtées en vertu du point 2), sous b), du point 3), sous a), et du point 4) ne sont pas soumises à la période de cinq ans visée ci-dessus.

ARTICLE 64 (ex-article 73 L)

1. **La clause 31 du traité fondamental** et le présent titre ne porte pas atteinte à l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

2. Au cas où un ou plusieurs États membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers et sans préjudice du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut arrêter au profit du ou des États membres concernés des mesures provisoires d'une durée n'excédant pas six mois.

ARTICLE 65 (ex-article 73 M)

Les mesures relevant du domaine de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière, qui doivent être prises conformément à l'article 67 et dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur, visent entre autres à:

- a) améliorer et simplifier:
 - le système de signification et de notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires;
 - la coopération en matière d'obtention des preuves;
 - la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, y compris les décisions extrajudiciaires;
- b) favoriser la compatibilité des règles applicables dans les États membres en matière de conflits de lois et de compétence;
- c) éliminer les obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres.

ARTICLE 66 (ex-article 73 N)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 67, arrête des mesures pour assurer une coopération entre les services compétents des administrations des États membres dans les domaines visés par **la clause 31 du traité fondamental et** le présent titre, ainsi qu'entre ces services et la Commission.

ARTICLE 67 (ex-article 73 O)

1. Pendant une période transitoire de cinq ans après l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission ou à l'initiative d'un État membre et après consultation du Parlement européen.

2. Après cette période de cinq ans:

- le Conseil statue sur des propositions de la Commission; la Commission examine toute demande d'un État membre visant à ce qu'elle soumette une proposition au Conseil;
- le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen, prend une décision en vue de rendre la procédure visée à l'article 251 applicable à tous les domaines couverts **par la clause 31 du traité fondamental et** le présent titre ou à certains d'entre eux et d'adapter les dispositions relatives aux compétences de la Cour de justice.

3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les mesures visées à l'article 62, point 2), sous b), littera i) et iii), sont, à compter de l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, arrêtées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.

4. Par dérogation au paragraphe 2, les mesures visées à l'article 62, point 2), sous b), littera ii) et iv), sont, après une période de cinq ans suivant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251.

ARTICLE 68 (ex-article 73 P)

1. L'article 234 est applicable à **la clause 31 du traité fondamental et** au présent titre dans les circonstances et conditions suivantes: lorsqu'une question sur l'interprétation **de la clause 31 du traité fondamental et** du présent titre ou sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté sur la base **de la clause 31 du traité fondamental et** du présent titre est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demande à la Cour de justice de statuer sur cette question.

2. En tout état de cause, la Cour de justice n'est pas compétente pour statuer sur les mesures ou décisions prises en application de l'article 62, point 1), portant sur le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure.

3. Le Conseil, la Commission ou un État membre a la faculté de demander à la Cour de justice de statuer sur une question d'interprétation **de la clause 31 du traité fondamental et** du présent titre ou d'actes pris par les institutions de la Communauté sur la base **de la clause 31 du traité fondamental et** du présent titre. L'arrêt rendu par la Cour de justice en réponse à une telle demande n'est pas applicable aux décisions des juridictions des États membres qui ont force de chose jugée.

ARTICLE 69 (ex-article 73 Q)

La clause 31 du traité fondamental et le présent titre s'applique sous réserve des dispositions du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande et du protocole sur la position du Danemark et sans préjudice du protocole sur l'application de certains aspects de l'article 14 du traité instituant la Communauté européenne au Royaume-Uni et à l'Irlande.

TITRE V (ex-titre IV)

LES TRANSPORTS

ARTICLE 70 (ex-article 74)

Remplacé par la clause 28, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 71 (ex-article 75)

1. **En application de la clause 28, paragraphe 2 du traité fondamental**, le Conseil **statue** conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

2. Par dérogation à la procédure prévue au paragraphe 1, les dispositions portant sur les principes du régime des transports et dont l'application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport, compte tenu de la nécessité d'une adaptation au développement économique résultant de l'établissement du marché commun, sont arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social.

ARTICLE 72 (ex-article 76)

Jusqu'à l'établissement des dispositions visées à **la clause 28, paragraphe 2 du traité fondamental** et sauf accord unanime du Conseil, aucun des États membres ne peut rendre moins favorables, dans leur effet direct ou indirect à l'égard des transporteurs des autres États membres par rapport aux transporteurs nationaux, les dispositions diverses régissant la matière au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États adhérents, à la date de leur adhésion.

ARTICLE 73 (ex-article 77)

Sont compatibles avec le présent traité les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public.

ARTICLE 74 (ex-article 78)

Toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transport, prise dans le cadre du présent traité, doit tenir compte de la situation économique des transporteurs.

ARTICLE 75 (ex-article 79)

1. Doivent être supprimées, dans le trafic à l'intérieur de la Communauté, les discriminations qui consistent en l'application par un transporteur, pour les mêmes marchandises sur les mêmes relations de trafic, de prix et conditions de transport différents en raison du pays d'origine ou de destination des produits transportés.

2. Le paragraphe 1 n'exclut pas que d'autres mesures puissent être adoptées par le Conseil en application de **la clause 28, paragraphe 2 du traité fondamental**.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, établit, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social, une réglementation assurant la mise en oeuvre des dispositions du paragraphe 1.

Il peut notamment prendre les dispositions nécessaires pour permettre aux institutions de la Communauté de veiller au respect de la règle énoncée au paragraphe 1 et pour en assurer l'entier bénéfice aux usagers.

4. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les cas de discrimination visés au paragraphe 1 et, après consultation de tout État membre intéressé, prend, dans le cadre de la réglementation arrêtée conformément aux dispositions du paragraphe 3, les décisions nécessaires.

ARTICLE 76 (ex-article 80)

1. L'application imposée par un État membre, aux transports exécutés à l'intérieur de la Communauté, de prix et conditions comportant tout élément de soutien ou de protection dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises ou industries particulières est interdite sauf si elle est autorisée par la Commission.

2. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les prix et conditions visés au paragraphe 1 en tenant compte, notamment, d'une part, des exigences d'une politique économique régionale appropriée, des besoins des régions sous-développées, ainsi que des problèmes des régions gravement affectées par les circonstances politiques, et, d'autre part, des effets de ces prix et conditions sur la concurrence entre les modes de transport.

Après consultation de tout État membre intéressé, elle prend les décisions nécessaires.

3. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne frappe pas les tarifs de concurrence.

ARTICLE 77 (ex-article 81)

Les taxes ou redevances qui, indépendamment des prix de transport, sont perçues par un transporteur au passage des frontières ne doivent pas dépasser un niveau raisonnable, compte tenu des frais réels effectivement entraînés par ce passage.

Les États membres s'efforcent de réduire progressivement ces frais.

La Commission peut adresser aux États membres des recommandations en vue de l'application du présent article.

ARTICLE 78 (ex-article 82)

Les dispositions **de la clause 28 du traité fondamental** et du présent titre ne font pas obstacle aux mesures prises dans la république fédérale d'Allemagne, pour autant qu'elles soient nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division.

ARTICLE 79 (ex-article 83)

Un comité de caractère consultatif, composé d'experts désignés par les gouvernements des États membres, est institué auprès de la Commission. Celle-ci le consulte chaque fois qu'elle le juge utile en matière de transports, sans préjudice des attributions du Comité économique et social.

ARTICLE 80 (ex-article 84)

1. Les dispositions **de la clause 28 du traité fondamental** et du présent titre s'appliquent aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.
2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, pourra décider si, dans quelle mesure et par quelle procédure des dispositions appropriées pourront être prises pour la navigation maritime et aérienne.

Les dispositions de procédure de l'article 71 s'appliquent.

TITRE VI (ex-titre V)

LES RÈGLES COMMUNES SUR LA CONCURRENCE, LA FISCALITÉ ET LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

CHAPITRE 1

LES REGLES DE CONCURRENCE

SECTION 1

LES REGLES APPLICABLES AUX ENTREPRISES

ARTICLE 81 (ex-article 85)

1. Sont incompatibles avec le marché commun et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché commun, et notamment ceux qui consistent à:

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,
- b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,
- c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,
- d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.

3. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 peuvent être déclarées inapplicables:

- à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans:

- a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,

- b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

ARTICLE 82 (ex-article 86)

Est incompatible avec le marché commun et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché commun ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à:

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs,
- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

ARTICLE 83 (ex-article 87)

1. Les règlements ou directives utiles en vue de l'application des principes figurant aux articles 81 et 82 sont établis par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen.

2. Les dispositions visées au paragraphe 1 ont pour but notamment:

- a) d'assurer le respect des interdictions visées à l'article 81, paragraphe 1, et à l'article 82, par l'institution d'amendes et d'astreintes,
- b) de déterminer les modalités d'application de l'article 81, paragraphe 3, en tenant compte de la nécessité, d'une part, d'assurer une surveillance efficace et, d'autre part, de simplifier dans toute la mesure du possible le contrôle administratif,
- c) de préciser, le cas échéant, dans les diverses branches économiques, le champ d'application des dispositions des articles 81 et 82,
- d) de définir le rôle respectif de la Commission et de la Cour de justice dans l'application des dispositions visées dans le présent paragraphe,
- e) de définir les rapports entre les législations nationales, d'une part, et, d'autre part, les dispositions de la présente section ainsi que celles adoptées en application du présent article.

ARTICLE 84 (ex-article 88)

Jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des dispositions prises en application de l'article 83, les autorités des États membres statuent sur l'admissibilité d'ententes et sur l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché commun, en conformité du droit de leur pays et des dispositions des articles 81, notamment paragraphe 3, et 82.

ARTICLE 85 (ex-article 89)

1. Sans préjudice de l'article 84, la Commission veille à l'application des principes fixés par les articles 81 et 82. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.

2. S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission constate l'infraction aux principes par une décision motivée. Elle peut publier sa décision et autoriser les États membres à prendre les mesures nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités pour remédier à la situation.

ARTICLE 86 (ex-article 90)

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicent ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux règles du présent traité, notamment à celles prévues aux articles 12 et 81 à 89 inclus.

2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles du présent traité, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de la Communauté.

3. La Commission veille à l'application des dispositions du présent article et adresse, en tant que de besoin, les directives ou décisions appropriées aux États membres.

SECTION 2

LES AIDES ACCORDEES PAR LES ETATS

ARTICLE 87 (ex-article 92)

1. Sauf dérogations prévues par le présent traité, sont incompatibles avec le marché commun, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

2. Sont compatibles avec le marché commun:

- a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits,
- b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,
- c) les aides octroyées à l'économie de certaines régions de la république fédérale d'Allemagne affectées par la division de l'Allemagne, dans la mesure où elles sont nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par cette division.

3. Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché commun:

- a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi,
- b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre,
- c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
- d) les aides destinées à promouvoir la culture et la conservation du patrimoine, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans la Communauté dans une mesure contraire à l'intérêt commun,
- e) les autres catégories d'aides déterminées par décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

ARTICLE 88 (ex-article 93)

1. La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché commun.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État ou au moyen de ressources d'État n'est pas compatible avec le marché commun aux termes de l'article 87, ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle décide que l'État intéressé doit la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision dans le délai imparti, la Commission ou tout autre État intéressé peut saisir directement la Cour de justice, par dérogation aux articles 226 et 227.

Sur demande d'un État membre, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut décider qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État, doit être considérée comme compatible avec le marché commun, en dérogation des dispositions de l'article 87 ou des règlements prévus à l'article 89, si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, premier alinéa, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché commun, aux termes de l'article 87, elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe précédent. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées, avant que cette procédure ait abouti à une décision finale.

ARTICLE 89 (ex-article 94)

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut prendre tous règlements utiles en vue de l'application des articles 87 et 88 et fixer notamment les conditions d'application de l'article 88, paragraphe 3, et les catégories d'aides qui sont dispensées de cette procédure.

CHAPITRE 2

DISPOSITIONS FISCALES

ARTICLE 90 (ex-article 95)

Aucun État membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres États membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

En outre, aucun État membre ne frappe les produits des autres États membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions.

ARTICLE 91 (ex-article 96)

Les produits exportés vers le territoire d'un des États membres ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

ARTICLE 92 (ex-article 98)

En ce qui concerne les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, des exonérations et des remboursements à l'exportation vers les autres États membres ne peuvent être opérés, et des taxes de compensation à l'importation en provenance des États membres ne peuvent être établies, que pour autant que les mesures envisagées ont été préalablement approuvées pour une période limitée par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

ARTICLE 93 (ex-article 99)

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions touchant à l'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accises et autres impôts indirects dans la mesure où cette harmonisation est nécessaire pour assurer l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur dans le délai prévu à l'article 14.

CHAPITRE 3

LE RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS

ARTICLE 94 (ex-article 100)

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête des directives pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché commun.

ARTICLE 95 (ex-article 100 A)

1. Par dérogation à l'article 94 et sauf si le présent traité en dispose autrement, les dispositions suivantes s'appliquent pour la réalisation des objectifs énoncés à **la clause 21 du traité fondamental** (article 14). Le

Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.

3. La Commission, dans ses propositions prévues au paragraphe 1 en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un niveau de protection élevé en tenant compte notamment de toute nouvelle évolution basée sur des faits scientifiques. Dans le cadre de leurs compétences respectives, le Parlement européen et le Conseil s'efforcent également d'atteindre cet objectif.

4. Si, après l'adoption par le Conseil ou par la Commission d'une mesure d'harmonisation, un État membre estime nécessaire de maintenir des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à l'article 30 ou relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail, il les notifie à la Commission, en indiquant les raisons de leur maintien.

5. En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption par le Conseil ou par la Commission d'une mesure d'harmonisation, un État membre estime nécessaire d'introduire des dispositions nationales basées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet État membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation, il notifie à la Commission les mesures envisagées ainsi que les raisons de leur adoption.

6. Dans un délai de six mois après les notifications visées aux paragraphes 4 et 5, la Commission approuve ou rejette les dispositions nationales en cause après avoir vérifié si elles sont ou non un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée dans le commerce entre États membres et si elles constituent ou non une entrave au fonctionnement du marché intérieur.

En l'absence de décision de la Commission dans ce délai, les dispositions nationales visées aux paragraphes 4 et 5 sont réputées approuvées.

Lorsque cela est justifié par la complexité de la question et en l'absence de danger pour la santé humaine, la Commission peut notifier à l'État membre en question que la période visée dans le présent paragraphe peut être prorogée d'une nouvelle période pouvant aller jusqu'à six mois.

7. Lorsque, en application du paragraphe 6, un État membre est autorisé à maintenir ou à introduire des dispositions nationales dérogeant à une mesure d'harmonisation, la Commission examine immédiatement s'il est opportun de proposer une adaptation de cette mesure.

8. Lorsqu'un État membre soulève un problème particulier de santé publique dans un domaine qui a fait préalablement l'objet de mesures d'harmonisation, il en informe la Commission, qui examine immédiatement s'il y a lieu de proposer des mesures appropriées au Conseil.

9. Par dérogation à la procédure prévue aux articles 226 et 227, la Commission et tout État membre peuvent saisir directement la Cour de justice s'ils estiment qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus par le présent article.

10. Les mesures d'harmonisation visées ci-dessus comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour une ou plusieurs des raisons non économiques visées à l'article 30, des mesures provisoires soumises à une procédure communautaire de contrôle.

ARTICLE 96 (ex-article 101)

Au cas où la Commission constate qu'une disparité existant entre les dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres fausse les conditions de concurrence sur le marché commun et provoque, de ce fait, une distorsion qui doit être éliminée, elle entre en consultation avec les États membres intéressés.

Si cette consultation n'aboutit pas à un accord éliminant la distorsion en cause, le Conseil arrête, sur proposition de la Commission, les directives nécessaires à cette fin, en statuant à la majorité qualifiée. La Commission et le Conseil peuvent prendre toutes autres mesures utiles prévues par le présent traité.

ARTICLE 97 (ex-article 102)

1. Lorsqu'il y a lieu de craindre que l'établissement ou la modification d'une disposition législative, réglementaire ou administrative ne provoque une distorsion au sens de l'article précédent, l'État membre qui veut y procéder consulte la Commission. Après avoir consulté les États membres, la Commission recommande aux États intéressés les mesures appropriées pour éviter la distorsion en cause.

2. Si l'État qui veut établir ou modifier des dispositions nationales ne se conforme pas à la recommandation que la Commission lui a adressée, il ne pourra être demandé aux autres États membres, dans l'application de l'article 96, de modifier leurs dispositions nationales en vue d'éliminer cette distorsion. Si l'État membre qui a passé outre à la recommandation de la Commission provoque une distorsion à son seul détriment, les dispositions de l'article 96 ne sont pas applicables.

TITRE VII (ex-titre VI)

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

CHAPITRE 1

LA POLITIQUE ECONOMIQUE

ARTICLE 98 (ex-article 102 A)

Remplacé par la clause 32 du traité fondamental

ARTICLE 99 (ex-article 103)

1. Les États membres considèrent leurs politiques économiques comme une question d'intérêt commun et les coordonnent au sein du Conseil, conformément à **la clause 32 du traité fondamental** (article 98).

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, élabore un projet pour les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté et en fait rapport au Conseil européen.

Le Conseil européen, sur la base du rapport du Conseil, débat d'une conclusion sur les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté.

Sur la base de cette conclusion, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte une recommandation fixant ces grandes orientations. Le Conseil informe le Parlement de sa recommandation.

3. Afin d'assurer une coordination plus étroite des politiques économiques et une convergence soutenue des performances économiques des États membres, le Conseil, sur la base de rapports présentés par la Commission, surveille l'évolution économique dans chacun des États membres et dans la Communauté, ainsi que la conformité des politiques économiques avec les grandes orientations visées au paragraphe 2, et procède régulièrement à une évaluation d'ensemble.

Pour les besoins de cette surveillance multilatérale, les États membres transmettent à la Commission des informations sur les mesures importantes qu'ils ont prises dans le domaine de leur politique économique et toute autre information qu'ils jugent nécessaire.

4. Lorsqu'il est constaté, dans le cadre de la procédure visée au paragraphe 3, que les politiques économiques d'un État membre ne sont pas conformes aux grandes orientations visées au paragraphe 2 ou qu'elles risquent de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, peut adresser les recommandations nécessaires à l'État membre concerné. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider de rendre publiques ses recommandations.

Le président du Conseil et la Commission font rapport au Parlement européen sur les résultats de la surveillance multilatérale. Le président du Conseil peut être invité à se présenter devant la commission compétente du Parlement européen si le Conseil a rendu publiques ses recommandations.

5. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 252, peut arrêter les modalités de la procédure de surveillance multilatérale visée aux paragraphes 3 et 4 du présent article.

ARTICLE 100 (ex-article 103 A)

1. Sans préjudice des autres procédures prévues par le présent traité, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut décider des mesures appropriées à la situation économique, notamment si de graves difficultés surviennent dans l'approvisionnement en certains produits.

2. Lorsqu'un État membre connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison d'événements exceptionnels échappant à son contrôle, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut accorder, sous certaines conditions, une assistance financière communautaire à l'État membre concerné. Lorsque les graves difficultés sont causées par des catastrophes naturelles, le Conseil statue à la majorité qualifiée. Le président du Conseil informe le Parlement européen de la décision prise.

ARTICLE 101 (ex-article 104)

1. Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées «banques centrales nationales», d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux établissements publics de crédit qui, dans le cadre de la mise à disposition de liquidités par les banques centrales, bénéficient, de la part des banques centrales nationales et de la BCE, du même traitement que les établissements privés de crédit.

ARTICLE 102 (ex-article 104 A)

1. Est interdite toute mesure, ne reposant pas sur des considérations d'ordre prudentiel, qui établit un accès privilégié des institutions ou organes communautaires, des administrations centrales, des autorités

régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics des États membres aux institutions financières.

2. Avant le 1^{er} janvier 1994, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 252, précise les définitions en vue de l'application de l'interdiction visée au paragraphe 1.

ARTICLE 103 (ex-article 104 B)

1. La Communauté ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. Un État membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique.

2. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 252, peut, au besoin, préciser les définitions pour l'application des interdictions visées à l'article 101 et au présent article.

ARTICLE 104 (ex-article 104 C)

1. Les États membres évitent les déficits publics excessifs.

2. La Commission surveille l'évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette publique dans les États membres en vue de déceler les erreurs manifestes. Elle examine notamment si la discipline budgétaire a été respectée, et ce sur la base des deux critères ci-après:

- a) si le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins:
 - que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante et atteint un niveau proche de la valeur de référence,
 - ou que le dépassement de la valeur de référence ne soit qu'exceptionnel et temporaire et que ledit rapport ne reste proche de la valeur de référence;
- b) si le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins que ce rapport ne diminue suffisamment et ne s'approche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant.

Les valeurs de référence sont précisées dans le protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs, qui est annexé au présent traité.

3. Si un État membre ne satisfait pas aux exigences de ces critères ou de l'un d'eux, la Commission élabore un rapport. Le rapport de la Commission examine également si le déficit public excède les dépenses publiques d'investissement et tient compte de tous les autres facteurs pertinents, y compris la position économique et budgétaire à moyen terme de l'État membre.

La Commission peut également élaborer un rapport si, en dépit du respect des exigences découlant des critères, elle estime qu'il y a un risque de déficit excessif dans un État membre.

4. Le comité prévu à l'article 114 rend un avis sur le rapport de la Commission.

5. Si la Commission estime qu'il y a un déficit excessif dans un État membre ou qu'un tel déficit risque de se produire, elle adresse un avis au Conseil.

6. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, et compte tenu des observations éventuelles de l'État membre concerné, décide, après une évaluation globale, s'il y a ou non un déficit excessif.

7. Lorsque le Conseil, conformément au paragraphe 6, décide qu'il y a un déficit excessif, il adresse des recommandations à l'État membre concerné afin que celui-ci mette un terme à cette situation dans un délai donné. Sous réserve des dispositions du paragraphe 8, ces recommandations ne sont pas rendues publiques.

8. Lorsque le Conseil constate qu'aucune action suivie d'effets n'a été prise en réponse à ses recommandations dans le délai prescrit, il peut rendre publiques ses recommandations.

9. Si un État membre persiste à ne pas donner suite aux recommandations du Conseil, celui-ci peut décider de mettre l'État membre concerné en demeure de prendre, dans un délai déterminé, des mesures visant à la réduction du déficit jugée nécessaire par le Conseil pour remédier à la situation.

En pareil cas, le Conseil peut demander à l'État membre concerné de présenter des rapports selon un calendrier précis, afin de pouvoir examiner les efforts d'ajustement consentis par cet État membre.

10. Les droits de recours prévus aux articles 226 et 227 ne peuvent être exercés dans le cadre des paragraphes 1 à 9 du présent article.

11. Aussi longtemps qu'un État membre ne se conforme pas à une décision prise en vertu du paragraphe 9, le Conseil peut décider d'appliquer ou, le cas échéant, d'intensifier une ou plusieurs des mesures suivantes:

- exiger de l'État membre concerné qu'il publie des informations supplémentaires, à préciser par le Conseil, avant d'émettre des obligations et des titres;
- inviter la Banque européenne d'investissement à revoir sa politique de prêts à l'égard de l'État membre concerné;
- exiger que l'État membre concerné fasse, auprès de la Communauté, un dépôt ne portant pas intérêt, d'un montant approprié, jusqu'à ce que, de l'avis du Conseil, le déficit excessif ait été corrigé;
- imposer des amendes d'un montant approprié.

Le président du Conseil informe le Parlement européen des décisions prises.

12. Le Conseil abroge toutes ou certaines de ses décisions visées aux paragraphes 6 à 9 et 11 dans la mesure où, de l'avis du Conseil, le déficit excessif dans l'État membre concerné a été corrigé. Si le Conseil a précédemment rendu publiques ses recommandations, il déclare publiquement, dès l'abrogation de la décision visée au paragraphe 8, qu'il n'y a plus de déficit excessif dans cet État membre.

13. Lorsque le Conseil prend ses décisions visées aux paragraphes 7 à 9, 11 et 12, le Conseil statue sur recommandation de la Commission à une majorité des deux tiers des voix de ses membres, pondérées conformément à l'article 205, paragraphe 2, les voix du représentant de l'État membre concerné étant exclues.

14. Des dispositions complémentaires relatives à la mise en oeuvre de la procédure décrite au présent article figurent dans le protocole sur la procédure applicable en cas de déficit excessif, annexé au présent traité.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la BCE, arrête les dispositions appropriées qui remplaceront ledit protocole.

Sous réserve des autres dispositions du présent paragraphe, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, fixe, avant le 1^{er} janvier 1994, les modalités et les définitions en vue de l'application des dispositions dudit protocole.

CHAPITRE 2

LA POLITIQUE MONETAIRE

ARTICLE 105 (ex-article 105)

1. Remplacé par la clause 33 du traité fondamental.

2. Remplacé par la clause 79, paragraphe 1 du traité fondamental.

3. Remplacé par la clause 79, paragraphe 1 du traité fondamental.

4. La BCE est consultée:

- sur tout acte communautaire proposé dans les domaines relevant de sa compétence;
- par les autorités nationales, sur tout projet de réglementation dans les domaines relevant de sa compétence, mais dans les limites et selon les conditions fixées par le Conseil conformément à la procédure prévue à l'article 107, paragraphe 6.

La BCE peut, dans les domaines relevant de sa compétence, soumettre des avis aux institutions ou organes communautaires appropriés ou aux autorités nationales.

5. Le SEBC contribue à la bonne conduite des politiques menées par les autorités compétentes en ce qui concerne le contrôle prudentiel des établissements de crédit et la stabilité du système financier.

6. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation de la BCE et sur avis conforme du Parlement européen, peut confier à la BCE des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de contrôle prudentiel des établissements de crédit et autres établissements financiers, à l'exception des entreprises d'assurances.

ARTICLE 106 (ex-article 105 A)

1. Remplacé par la clause 79, paragraphe 2 du traité fondamental.

2. La première phrase est remplacée par la clause 79, paragraphe 2 du traité fondamental.

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 252 et après consultation de la BCE, peut adopter des mesures pour harmoniser les valeurs unitaires et les spécifications techniques de toutes les pièces destinées à la circulation, dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la bonne circulation de celles-ci dans la Communauté.

ARTICLE 107 (ex-article 106)

1. Remplacé par la clause 76 du traité fondamental.

2. Remplacé par la clause 76 du traité fondamental.

3. Remplacé par la clause 76 du traité fondamental.

4. Les statuts du SEBC sont définis dans un protocole annexé au présent traité.

5. Les articles 5.1, 5.2, 5.3, 17, 18, 19.1, 22, 23, 24, 26, 32.2, 32.3, 32.4, 32.6, 33.1 a) et 36 des statuts du SEBC peuvent être modifiés par le Conseil, statuant soit à la majorité qualifiée sur recommandation de la BCE et après consultation de la Commission, soit à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE. Dans les deux cas, l'avis conforme du Parlement européen est requis.

6. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée soit sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la BCE, soit sur recommandation de la BCE et après consultation du Parlement européen et de la Commission, arrête les dispositions visées aux articles 4, 5.4, 19.2, 20, 28.1, 29.2, 30.4 et 34.3 des statuts du SEBC.

ARTICLE 108 (ex-article 107)

Remplacé par la clause 78 du traité fondamental

ARTICLE 109 (ex-article 108)

Chaque État membre veille à la compatibilité de sa législation nationale, y compris les statuts de sa banque centrale nationale, avec le présent traité et les statuts du SEBC, et ce au plus tard à la date de la mise en place du SEBC.

ARTICLE 110 (ex-article 108 A)

1. Pour l'accomplissement des missions qui sont confiées au SEBC, la BCE, conformément au présent traité et selon les conditions fixées dans les statuts du SEBC:

- arrête des règlements dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des missions définies à l'article 3.1, premier tiret, aux articles 19.1, 22 ou 25.2 des statuts du SEBC, ainsi que dans les cas qui sont prévus dans les actes du Conseil visés à l'article 107, paragraphe 6;
- prend les décisions nécessaires à l'accomplissement des missions confiées au SEBC en vertu du présent traité et des statuts du SEBC;
- émet des recommandations et des avis.

2. Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre.

Les recommandations et les avis ne lient pas.

La décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne.

La clause 14 du traité fondamental et les articles 253 à 256 sont applicables aux règlements et aux décisions adoptés par la BCE.

La BCE peut décider de publier ses décisions, recommandations et avis.

3. Dans les limites et selon les conditions arrêtées par le Conseil conformément à la procédure prévue à l'article 107, paragraphe 6, la BCE est habilitée à infliger aux entreprises des amendes et des astreintes en cas de non-respect de ses règlements et de ses décisions.

ARTICLE 111 (ex-article 109)

1. Par dérogation à l'article 300, le Conseil, statuant à l'unanimité sur recommandation de la BCE ou de la Commission, après consultation de la BCE en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix et après consultation du Parlement européen, selon la procédure visée au paragraphe 3 pour les arrangements y mentionnés, peut conclure des accords formels portant sur un système de taux de change pour l'Écu, vis-à-vis des monnaies non communautaires. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la BCE ou de la Commission et après consultation de la BCE en vue de parvenir à un consensus compatible avec l'objectif de la stabilité des prix, peut adopter, modifier ou abandonner les cours centraux de l'Écu dans le système des taux de change. Le président du Conseil informe le Parlement européen de l'adoption, de la modification ou de l'abandon des cours centraux de l'Écu.

2. En l'absence d'un système de taux de change vis-à-vis d'une ou de plusieurs monnaies non communautaires au sens du paragraphe 1, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée soit sur recommandation de la Commission et après consultation de la BCE, soit sur recommandation de la BCE, peut formuler les orientations générales de politique de change vis-à-vis de ces monnaies. Ces orientations générales n'affectent pas l'objectif principal du SEBC, à savoir le maintien de la stabilité des prix.

3. Par dérogation à l'article 300, au cas où des accords sur des questions se rapportant au régime monétaire ou de change doivent faire l'objet de négociations entre la Communauté et un ou plusieurs États ou organisations internationales, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission et après consultation de la BCE, décide des arrangements relatifs aux négociations et à la conclusion de ces accords. Ces arrangements doivent assurer que la Communauté exprime une position unique. La Commission est pleinement associée aux négociations.

Les accords conclus au titre du présent paragraphe sont contraignants pour les institutions de la Communauté, la BCE et les États membres.

4. Sous réserve du paragraphe 1, le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE, statuant à la majorité qualifiée, décide de la position qu'occupe la Communauté au niveau international en ce qui concerne des questions qui revêtent un intérêt particulier pour l'Union économique et monétaire et, statuant à l'unanimité, décide de sa représentation, dans le respect de la répartition des compétences prévue **aux clauses 33 et 79, paragraphe 1 du traité fondamental** et aux articles 99 et 105.

5. Sans préjudice des compétences et des accords communautaires dans le domaine de l'Union économique et monétaire, les États membres peuvent négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

CHAPITRE 3

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

ARTICLE 112 (ex-article 109 A)

Remplacé par la clause 77 du traité fondamental

ARTICLE 113 (ex-article 109 B)

1. Le président du Conseil et un membre de la Commission peuvent participer sans voix délibérative aux réunions du conseil des gouverneurs de la BCE **visé à la clause 77 du traité fondamental**.

Le président du Conseil peut soumettre une motion à la délibération du conseil des gouverneurs de la BCE.

2. Le président de la BCE est invité à participer aux réunions du Conseil lorsque celui-ci délibère sur des questions relatives aux objectifs et aux missions du SEBC.

3. La BCE adresse un rapport annuel sur les activités du SEBC et sur la politique monétaire de l'année précédente et de l'année en cours au Parlement européen, au Conseil et à la Commission, ainsi qu'au Conseil européen. Le président de la BCE présente ce rapport au Conseil et au Parlement européen, qui peut tenir un débat général sur cette base.

Le président de la BCE et les autres membres du directoire peuvent, à la demande du Parlement européen ou de leur propre initiative, être entendus par les commissions compétentes du Parlement européen.

ARTICLE 114 (ex-article 109 C)

1. En vue de promouvoir la coordination des politiques des États membres dans toute la mesure nécessaire au fonctionnement du marché intérieur, il est institué un comité monétaire de caractère consultatif.

Ce comité a pour mission:

- de suivre la situation monétaire et financière des États membres et de la Communauté, ainsi que le régime général des paiements des États membres, et de faire rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet;
- de formuler des avis, soit à la requête du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, à l'intention de ces institutions;
- sans préjudice de l'article 207, de contribuer à la préparation des travaux du Conseil visés aux articles 59 et 60, à l'article 99, paragraphes 2, 3, 4 et 5, aux articles 100, 102, 103, 104, à l'article 116, paragraphe 2, à l'article 117, paragraphe 6, aux articles 119 et 120, à l'article 121, paragraphe 2, et à l'article 122, paragraphe 1;
- de procéder, au moins une fois par an, à l'examen de la situation en matière de mouvements de capitaux et de liberté des paiements, tels qu'ils résultent de l'application du présent traité et des mesures prises par le Conseil; cet examen porte sur toutes les mesures relatives aux mouvements de capitaux et aux paiements; le comité fait rapport à la Commission et au Conseil sur les résultats de cet examen.

Les États membres et la Commission nomment, chacun en ce qui le concerne, deux membres du comité monétaire.

2. Au début de la troisième phase, il est institué un comité économique et financier. Le comité monétaire prévu au paragraphe 1 est dissous.

Le comité économique et financier a pour mission:

- de formuler des avis, soit à la requête du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, à l'intention de ces institutions;
- de suivre la situation économique et financière des États membres et de la Communauté et de faire rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet, notamment sur les relations financières avec des pays tiers et des institutions internationales;

- sans préjudice de l'article 207, de contribuer à la préparation des travaux du Conseil visés aux articles 59 et 60, à l'article 99, paragraphes 2, 3, 4 et 5, aux articles 100, 102, 103 et 104, à l'article 105, paragraphe 6, à l'article 106, paragraphe 2, à l'article 107, paragraphes 5 et 6, aux articles 111 et 119, à l'article 120, paragraphes 2 et 3, à l'article 122, paragraphe 2, et à l'article 123, paragraphes 4 et 5, et d'exécuter les autres missions consultatives et préparatoires qui lui sont confiées par le Conseil;
- de procéder, au moins une fois par an, à l'examen de la situation en matière de mouvements des capitaux et de liberté des paiements, tels qu'ils résultent de l'application du traité et des mesures prises par le Conseil; cet examen porte sur toutes les mesures relatives aux mouvements de capitaux et aux paiements; le comité fait rapport à la Commission et au Conseil sur les résultats de cet examen.

Les États membres, la Commission et la BCE nomment chacun au maximum deux membres du comité.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de la BCE et du comité visé au présent article, arrête les modalités relatives à la composition du comité économique et financier. Le président du Conseil informe le Parlement européen de cette décision.

4. Outre les missions fixées au paragraphe 2, si et tant que des États membres bénéficient d'une dérogation au titre des articles 122 et 123, le comité suit la situation monétaire et financière ainsi que le régime général des paiements de ces États membres et fait rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet.

ARTICLE 115 (ex-article 109 D)

Pour les questions relevant du champ d'application de l'article 99, paragraphe 4, de l'article 104 à l'exception du paragraphe 14, des articles 111, 121, 122 et de l'article 123, paragraphes 4 et 5, le Conseil ou un État membre peut demander à la Commission de formuler, selon le cas, une recommandation ou une proposition. La Commission examine cette demande et présente ses conclusions au Conseil sans délai.

CHAPITRE 4

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ⁴

ARTICLE 116 (ex-article 109 E) à ARTICLE 124 (ex-article 109 M)

TITRE VIII (ex-titre VI A)

EMPLOI

ARTICLE 125 (ex-article 109 N)

Remplacé par la clause 34 du traité fondamental

ARTICLE 126 (ex-article 109 O)

⁴. Dispositions non reproduites. Vu que ces dispositions sont caduques, nous suggérons de les supprimer. Si elles devaient être maintenues, il semble que l'adaptation des quelques références de renvois dans ces « dispositions transitoires » ne soit pas nécessaire.

1. Les États membres, par le biais de leurs politiques de l'emploi, contribuent à la réalisation des objectifs visés à **la clause 34 du traité fondamental** (article 125) d'une manière compatible avec les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté, adoptées en application de l'article 99, paragraphe 2.

2. Les États membres, compte tenu des pratiques nationales liées aux responsabilités des partenaires sociaux, considèrent la promotion de l'emploi comme une question d'intérêt commun et coordonnent leur action à cet égard au sein du Conseil, conformément à l'article 128.

ARTICLE 127 (ex-article 109 P)

1. La Communauté contribue à la réalisation d'un niveau d'emploi élevé en encourageant la coopération entre les États membres et en soutenant et, au besoin, en complétant leur action. Ce faisant, elle respecte pleinement les compétences des États membres en la matière.

2. L'objectif consistant à atteindre un niveau d'emploi élevé est pris en compte dans la définition et la mise en oeuvre des politiques et des actions de la Communauté.

ARTICLE 128 (ex-article 109 Q)

1. Le Conseil européen examine, chaque année, la situation de l'emploi dans la Communauté et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport annuel conjoint du Conseil et de la Commission.

2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social, du Comité des régions et du Comité de l'emploi visé à l'article 130, élabore chaque année des lignes directrices, dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques de l'emploi. Ces lignes directrices sont compatibles avec les grandes orientations adoptées en application de l'article 99, paragraphe 2.

3. Chaque État membre transmet au Conseil et à la Commission un rapport annuel sur les principales mesures qu'il a prises pour mettre en oeuvre sa politique de l'emploi, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi visées au paragraphe 2.

4. Sur la base des rapports visés au paragraphe 3 et après avoir obtenu l'avis du Comité de l'emploi, le Conseil procède annuellement, à la lumière des lignes directrices pour l'emploi, à un examen de la mise en oeuvre des politiques de l'emploi des États membres. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur recommandation de la Commission, peut, s'il le juge approprié à la suite de son examen, adresser des recommandations aux États membres.

5. Sur la base des résultats de cet examen, le Conseil et la Commission adressent un rapport annuel conjoint au Conseil européen concernant la situation de l'emploi dans la Communauté et la mise en oeuvre des lignes directrices pour l'emploi.

ARTICLE 129 (ex-article 109 R)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, peut adopter des actions d'encouragement destinées à favoriser la coopération entre les États membres et à soutenir leur action dans le domaine de l'emploi par le biais d'initiatives visant à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, en fournissant des analyses comparatives et des conseils ainsi qu'en promouvant les approches novatrices et en évaluant les expériences, notamment en ayant recours aux projets pilotes.

Ces mesures ne comportent pas d'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

ARTICLE 130 (ex-article 109 S)

Le Conseil, après consultation du Parlement européen, institue un Comité de l'emploi à caractère consultatif afin de promouvoir la coordination, entre les États membres, des politiques en matière d'emploi et de marché du travail. Le comité a pour mission:

- de suivre l'évolution de la situation de l'emploi et des politiques de l'emploi dans les États membres et dans la Communauté;
- sans préjudice de l'article 207, de formuler des avis, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, et de contribuer à la préparation des délibérations du Conseil visées à l'article 128.

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité consulte les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

TITRE IX (ex-titre VII)

LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

ARTICLE 131 (ex-article 110)

Remplacé par la clause 30, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 132 (ex-article 112)

1. Sans préjudice des engagements assumés par les États membres dans le cadre d'autres organisations internationales, les régimes d'aides accordées par les États membres aux exportations vers les pays tiers sont progressivement harmonisés, dans la mesure nécessaire pour éviter que la concurrence entre les entreprises de la Communauté soit faussée.

Sur proposition de la Commission, le Conseil arrête à la majorité qualifiée les directives nécessaires à cet effet.

2. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux ristournes de droits de douane ou de taxes d'effet équivalent ni à celles d'impositions indirectes, y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les autres impôts indirects, accordées à l'occasion de l'exportation d'une marchandise d'un État membre vers un pays tiers, dans la mesure où ces ristournes n'excèdent pas les charges dont les produits exportés ont été frappés directement ou indirectement.

ARTICLE 133 (ex-article 113)

1. Remplacé par la clause 30, paragraphe 2 du traité fondamental

2. La Commission, pour la mise en oeuvre de la politique commerciale commune, soumet des propositions au Conseil.

3. Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires.

Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser.

Les dispositions pertinentes de l'article 300 sont applicables.

4. Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

5. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, peut étendre l'application **de la clause 30, paragraphe 2 du traité fondamental** et des paragraphes 2 à 4 aux négociations et accords internationaux concernant les services et les droits de propriété intellectuelle dans la mesure où ils ne sont pas visés **par ladite clause** et par ces paragraphes.

ARTICLE 134 (ex-article 115)

Aux fins d'assurer que l'exécution des mesures de politique commerciale prises, conformément au présent traité, par tout État membre ne soit empêchée par des détournements de trafic ou lorsque des disparités dans ces mesures entraînent des difficultés économiques dans un ou plusieurs États, la Commission recommande les méthodes par lesquelles les autres États membres apportent la coopération nécessaire. À défaut, elle peut autoriser les États membres à prendre les mesures de protection nécessaires dont elle définit les conditions et modalités.

En cas d'urgence, les États membres demandent l'autorisation de prendre eux-mêmes les mesures nécessaires à la Commission, qui se prononce dans les plus brefs délais; les États membres concernés les notifient ensuite aux autres États membres. La Commission peut décider à tout moment que les États membres concernés doivent modifier ou supprimer les mesures en cause.

Par priorité doivent être choisies les mesures qui apportent le moins de perturbations au fonctionnement du marché commun.

TITRE X (ex-titre VII A)

COOPÉRATION DOUANIÈRE

ARTICLE 135 (ex-article 116)

Dans les limites du champ d'application du présent traité, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, prend des mesures afin de renforcer la coopération douanière entre les États membres et entre ceux-ci et la Commission. Ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres.

TITRE XI (ex-titre VIII)

POLITIQUE SOCIALE, ÉDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE ET JEUNESSE

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS SOCIALES

ARTICLE 136 (ex-article 117)

Remplacé par la clause 35 du traité fondamental

ARTICLE 137 (ex-article 118)

1. En vue de réaliser les objectifs visés à **la clause 35 du traité fondamental** (*article 136*), la Communauté soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:

- l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
- les conditions de travail;
- l'information et la consultation des travailleurs;
- l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de l'article 150;
- l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail.

2. À cette fin, le Conseil peut arrêter, par voie de directives, des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Ces directives évitent d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Le Conseil statue selon la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Le Conseil, statuant conformément à la même procédure, peut adopter des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences afin de lutter contre l'exclusion sociale.

3. Toutefois, le Conseil statue à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social et du Comité des régions dans les domaines suivants:

- la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
- la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
- la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 6;
- les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de la Communauté;
- les contributions financières visant la promotion de l'emploi et la création d'emplois, sans préjudice des dispositions relatives au Fonds social.

4. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en oeuvre des directives prises en application des paragraphes 2 et 3.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une directive doit être transposée conformément à l'article 249, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite directive.

5. Les dispositions arrêtées en vertu du présent article ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec le présent traité.

6. Les dispositions du présent article ne s'appliquent ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.

ARTICLE 138 (ex-article 118 A)

1. La Commission a pour tâche de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau communautaire et prend toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.

2. À cet effet, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux sur l'orientation possible d'une action communautaire.

3. Si la Commission, après cette consultation, estime qu'une action communautaire est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.

4. À l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à l'article 139. La durée de la procédure ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.

ARTICLE 139 (ex-article 118 B)

1. Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau communautaire peut conduire, si ces derniers le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.

2. La mise en oeuvre des accords conclus au niveau communautaire intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux États membres, soit, dans les matières relevant de l'article 137, à la demande conjointe des parties signataires, par une décision du Conseil sur proposition de la Commission.

Le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf lorsque l'accord en question contient une ou plusieurs dispositions relatives à l'un des domaines visés à l'article 137, paragraphe 3, auquel cas il statue à l'unanimité.

ARTICLE 140 (ex-article 118 C)

En vue de réaliser les objectifs visés à **la clause 35 du traité fondamental** (article 136) et sans préjudice des autres dispositions du présent traité, la Commission encourage la coopération entre les États membres et facilite la coordination de leur action dans tous les domaines de la politique sociale relevant du présent chapitre, et notamment dans les matières relatives:

— à l'emploi;

- au droit du travail et aux conditions de travail;
- à la formation et au perfectionnement professionnels;
- à la sécurité sociale;
- à la protection contre les accidents et les maladies professionnels;
- à l'hygiène du travail;
- au droit syndical et aux négociations collectives entre employeurs et travailleurs.

À cet effet, la Commission agit en contact étroit avec les États membres, par des études, des avis et par l'organisation de consultations, tant pour les problèmes qui se posent sur le plan national que pour ceux qui intéressent les organisations internationales.

Avant d'émettre les avis prévus par le présent article, la Commission consulte le Comité économique et social.

ARTICLE 141 (ex-article 119)

1. Chaque État membre assure l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins pour un même travail ou un travail de même valeur.
2. Aux fins du présent article, on entend par rémunération, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et tous autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier.

L'égalité de rémunération, sans discrimination fondée sur le sexe, implique:

- a) que la rémunération accordée pour un même travail payé à la tâche soit établie sur la base d'une même unité de mesure;
 - b) que la rémunération accordée pour un travail payé au temps soit la même pour un même poste de travail.
3. Le Conseil, statuant selon la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, adopte des mesures visant à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail, y compris le principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur.
 4. Pour assurer concrètement une pleine égalité entre hommes et femmes dans la vie professionnelle, le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas un État membre de maintenir ou d'adopter des mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté ou à prévenir ou compenser des désavantages dans la carrière professionnelle.

ARTICLE 142 (ex-article 119 A)

Les États membres s'attachent à maintenir l'équivalence existante des régimes de congés payés.

ARTICLE 143 (ex-article 120)

La Commission établit, chaque année, un rapport sur l'évolution de la réalisation des objectifs visés à **la clause 35 du traité fondamental** (article 136), y compris la situation démographique dans la Communauté. Elle transmet ce rapport au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social.

Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.

ARTICLE 144 (ex-article 121)

Le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Comité économique et social, peut charger la Commission de fonctions concernant la mise en oeuvre de mesures communes, notamment en ce qui concerne la sécurité sociale des travailleurs migrants visés à **la clause 23 du traité fondamental** et aux articles **40** à 42 inclus.

ARTICLE 145 (ex-article 122)

La Commission consacre, dans son rapport annuel au Parlement européen, un chapitre spécial à l'évolution de la situation sociale dans la Communauté.

Le Parlement européen peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.

CHAPITRE 2

LE FONDS SOCIAL EUROPEEN

ARTICLE 146 (ex-article 123)

Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché intérieur et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre des dispositions ci-après, un Fonds social européen, qui vise à promouvoir à l'intérieur de la Communauté les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs, ainsi qu'à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles et à l'évolution des systèmes de production, notamment par la formation et la reconversion professionnelles.

ARTICLE 147 (ex-article 124)

L'administration du Fonds incombe à la Commission.

La Commission est assistée dans cette tâche par un comité présidé par un membre de la Commission et composé de représentants des gouvernements et des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs.

ARTICLE 148 (ex-article 125)

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adopte les décisions d'application relatives au Fonds social européen.

CHAPITRE 3

EDUCATION, FORMATION PROFESSIONNELLE ET JEUNESSE

ARTICLE 149 (ex-article 126)

1. Remplacé par la clause 36, paragraphe 1 du traité fondamental

2. L'action de la Communauté relative à l'éducation vise, conformément à la clause 36, paragraphe 1 du traité fondamental :

- à développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres;
- à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études;
- à promouvoir la coopération entre les établissements d'enseignement;
- à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes d'éducation des États membres;
- à favoriser le développement des échanges de jeunes et d'animateurs socio-éducatifs;
- à encourager le développement de l'éducation à distance.

3. La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière d'éducation, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.

4. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés à la clause 36, paragraphe 1 du traité fondamental et au présent article, le Conseil adopte:

- statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;
- statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, des recommandations.

ARTICLE 150 (ex-article 127)

1. Remplacé par la clause 36, paragraphe 2 du traité fondamental

2. L'action de la Communauté relative à la politique de formation professionnelle vise, conformément à la clause 36, paragraphe 2 du traité fondamental :

- à faciliter l'adaptation aux mutations industrielles, notamment par la formation et la reconversion professionnelle;
- à améliorer la formation professionnelle initiale et la formation continue afin de faciliter l'insertion et la réinsertion professionnelle sur le marché du travail;
- à faciliter l'accès à la formation professionnelle et à favoriser la mobilité des formateurs et des personnes en formation, et notamment des jeunes;
- à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises;

— à développer l'échange d'informations et d'expériences sur les questions communes aux systèmes de formation des États membres.

3. La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de formation professionnelle.

4. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adopte des mesures pour contribuer à la réalisation des objectifs visés **à la clause 36, paragraphe 2 du traité fondamental** et au présent article, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

TITRE XII (ex-titre IX)

CULTURE

ARTICLE 151 (ex-article 128)

1. Remplacé par la clause 37, paragraphe 1 du traité fondamental

2. L'action de la Communauté **dans le domaine de la culture** vise, **conformément à la clause 37, paragraphe 1 du traité fondamental**, à encourager la coopération entre États membres et, si nécessaire, à appuyer et compléter leur action dans les domaines suivants :

- l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens,
- la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne,
- les échanges culturels non commerciaux,
- la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel.

3. La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de la culture, et en particulier avec le Conseil de l'Europe.

4. Remplacé par la clause 37, paragraphe 2 du traité fondamental

5. Pour contribuer à la réalisation des objectifs visés **à la clause 37 du traité fondamental** et au présent article, le Conseil adopte:

- statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité des régions, des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres. Le Conseil statue à l'unanimité tout au long de la procédure visée à l'article 251;
- statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, des recommandations.

TITRE XIII (ex-titre X)

SANTÉ PUBLIQUE

ARTICLE 152 (ex-article 129)

1. Remplacé par la clause 39 du traité fondamental

2. Dans le domaine de la santé publique, la Communauté encourage la coopération entre les États membres dans les domaines visés à l'**article 39 du traité fondamental** et au présent article et, si nécessaire, elle appuie leur action.

Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, leurs politiques et programmes dans les domaines visés à **la clause 39 du traité fondamental** (paragraphe 1). La Commission peut prendre, en contact étroit avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. La Communauté et les États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en matière de santé publique.

4. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, contribue à la réalisation des objectifs visés au présent article en adoptant:

- a) des mesures fixant des normes élevées de qualité et de sécurité des organes et substances d'origine humaine, du sang et des dérivés du sang; ces mesures ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes;
- b) par dérogation à l'article 37, des mesures dans les domaines vétérinaire et phytosanitaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique;
- c) des actions d'encouragement visant à protéger et à améliorer la santé humaine, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut également adopter des recommandations aux fins énoncées **dans la clause 39 du traité fondamental** et dans le présent article.

5. L'action de la Communauté dans le domaine de la santé publique respecte pleinement les responsabilités des États membres en matière d'organisation et de fourniture de services de santé et de soins médicaux. En particulier, les mesures visées au paragraphe 4, point a), ne portent pas atteinte aux dispositions nationales relatives aux dons d'organes et de sang ou à leur utilisation à des fins médicales.

TITRE XIV (ex-titre XI)

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

ARTICLE 153 (ex-article 129 A)

1. Remplacé par la clause 40 du traité fondamental

2. Remplacé par la clause 40 du traité fondamental

3. La Communauté contribue à la réalisation des objectifs **de protection du consommateur** visés à **la clause 40 du traité fondamental** (paragraphe 1) par:

- a) des mesures qu'elle adopte en application de l'article 95 dans le cadre de la réalisation du marché intérieur;

- b) des mesures qui appuient et complètent la politique menée par les États membres, et en assurent le suivi.
4. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les mesures visées au paragraphe 3, point b).
5. Les mesures arrêtées en application du paragraphe 4 ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes. Ces mesures doivent être compatibles avec le présent traité. Elles sont notifiées à la Commission.

TITRE XV (ex-titre XII)

RÉSEAUX TRANSEUROPEËNS

ARTICLE 154 (ex-article 129 B)

1. *Remplacé par la clause 41 du traité fondamental*

2. Dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'action de la Communauté **dans l'établissement et le développement de réseaux transeuropéens** vise à favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux. Elle tient compte en particulier de la nécessité de relier les régions insulaires, enclavées et périphériques aux régions centrales de la Communauté.

ARTICLE 155 (ex-article 129 C)

1. Afin de réaliser les objectifs visés à **la clause 41 du traité fondamental** et à l'article 154, la Communauté:

- établit un ensemble d'orientations couvrant les objectifs, les priorités ainsi que les grandes lignes des actions envisagées dans le domaine des réseaux transeuropéens; ces orientations identifient des projets d'intérêt commun;
- met en oeuvre toute action qui peut s'avérer nécessaire pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de l'harmonisation des normes techniques;
- peut soutenir des projets d'intérêt commun soutenus par les États membres et définis dans le cadre des orientations visées au premier tiret, en particulier sous forme d'études de faisabilité, de garanties d'emprunt ou de bonifications d'intérêts; la Communauté peut également contribuer au financement, dans les États membres, de projets spécifiques en matière d'infrastructure des transports par le biais du Fonds de cohésion créé conformément à l'article 161.

L'action de la Communauté tient compte de la viabilité économique potentielle des projets.

2. Les États membres coordonnent entre eux, en liaison avec la Commission, les politiques menées au niveau national qui peuvent avoir un impact significatif sur la réalisation des objectifs visés à **la clause 41 du traité fondamental** et à l'article 154. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. La Communauté peut décider de coopérer avec les pays tiers pour promouvoir des projets d'intérêt commun et assurer l'interopérabilité des réseaux.

ARTICLE 156 (ex-article 129 D)

Les orientations et les autres mesures visées à l'article 155, paragraphe 1, sont arrêtées par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Les orientations et projets d'intérêt commun qui concernent le territoire d'un État membre requièrent l'approbation de l'État membre concerné.

TITRE XVI (ex-titre XIII)

INDUSTRIE

ARTICLE 157 (ex-article 130)

1. Remplacé par la clause 42, paragraphe 1 du traité fondamental

2. Conformément aux objectifs visés à la clause 42, paragraphe 1 du traité fondamental relatif à l'industrie de la Communauté, les États membres se consultent mutuellement en liaison avec la Commission et, pour autant que de besoin, coordonnent leurs actions. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir cette coordination.

3. Phrases 1 et 3 remplacées par la clause 42, paragraphe 2 du traité fondamental

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, peut décider de mesures spécifiques destinées à appuyer les actions menées dans les États membres afin de réaliser les objectifs visés **à la clause 42, paragraphe 1 du traité fondamental** (*paragraphe 1*).

TITRE XVII (ex-titre XIV)

COHÉSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ARTICLE 158 (ex-article 130 A)

Remplacé par la clause 43, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 159 (ex-article 130 B)

L'alinéa 1 est remplacé par la clause 43, paragraphe 2 du traité fondamental

La Commission présente un rapport au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social et au Comité des régions, tous les trois ans, sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique et sociale et sur la façon dont les divers moyens prévus **à la clause 43, paragraphe 2 du traité fondamental** et au présent article y ont contribué. Ce rapport est, le cas échéant, assorti des propositions appropriées.

Si des actions spécifiques s'avèrent nécessaires en dehors des fonds, et sans préjudice des mesures décidées dans le cadre des autres politiques de la Communauté, ces actions peuvent être arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

ARTICLE 160 (ex-article 130 C)

Le Fonds européen de développement régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans la Communauté par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin.

ARTICLE 161 (ex-article 130 D)

Sans préjudice de l'article 162, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, définit les missions, les objectifs prioritaires et l'organisation des fonds à finalité structurelle, ce qui peut comporter le regroupement des fonds. Sont également définies par le Conseil, statuant selon la même procédure, les règles générales applicables aux fonds, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer leur efficacité et la coordination des fonds entre eux et avec les autres instruments financiers existants.

Un Fonds de cohésion, créé par le Conseil selon la même procédure contribue financièrement à la réalisation de projets dans le domaine de l'environnement et dans celui des réseaux transeuropéens en matière d'infrastructure des transports.

ARTICLE 162 (ex-article 130 E)

Les décisions d'application relatives au Fonds européen de développement régional sont prises par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

En ce qui concerne le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «orientation», et le Fonds social européen, les articles 37 et 148 demeurent respectivement d'application.

TITRE XVIII (ex-titre XV)

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

ARTICLE 163 (ex-article 130 F)

1. *Remplacé par la clause 44 du traité fondamental*

2. *Remplacé par la clause 44 du traité fondamental*

3. Toutes les actions de la Communauté au titre du présent traité, y compris les actions de démonstration, dans le domaine de la recherche et du développement technologique sont décidées et mises en oeuvre conformément aux dispositions **de la clause 44 du traité fondamental** et du présent titre.

ARTICLE 164 (ex-article 130 G)

Dans la poursuite de ces objectifs, la Communauté mène les actions suivantes, qui complètent les actions entreprises dans les États membres:

- a) mise en oeuvre de programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration en promouvant la coopération avec et entre les entreprises, les centres de recherche et les universités;

- b) promotion de la coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires avec les pays tiers et les organisations internationales;
- c) diffusion et valorisation des résultats des activités en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires;
- d) stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs de la Communauté.

ARTICLE 165 (ex-article 130 H)

1. La Communauté et les États membres coordonnent leur action en matière de recherche et de développement technologique, afin d'assurer la cohérence réciproque des politiques nationales et de la politique communautaire.
2. La Commission peut prendre, en étroite collaboration avec les États membres, toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.

ARTICLE 166 (ex-article 130 I)

1. Un programme-cadre pluriannuel, dans lequel est repris l'ensemble des actions de la Communauté, est arrêté par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, après consultation du Comité économique et social.

Le programme-cadre:

- fixe les objectifs scientifiques et technologiques à réaliser par les actions envisagées à l'article 164 et les priorités qui s'y attachent;
 - indique les grandes lignes de ces actions;
 - fixe le montant global maximum et les modalités de la participation financière de la Communauté au programme-cadre, ainsi que les quotes-parts respectives de chacune des actions envisagées.
2. Le programme-cadre est adapté ou complété en fonction de l'évolution des situations.
 3. Le programme-cadre est mis en oeuvre au moyen de programmes spécifiques développés à l'intérieur de chacune des actions. Chaque programme spécifique précise les modalités de sa réalisation, fixe sa durée et prévoit les moyens estimés nécessaires. La somme des montants estimés nécessaires, fixés par les programmes spécifiques, ne peut pas dépasser le montant global maximum fixé pour le programme-cadre et pour chaque action.
 4. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les programmes spécifiques.

ARTICLE 167 (ex-article 130 J)

Pour la mise en oeuvre du programme-cadre pluriannuel, le Conseil:

- fixe les règles de participation des entreprises, des centres de recherche et des universités;
- fixe les règles applicables à la diffusion des résultats de la recherche.

ARTICLE 168 (ex-article 130 K)

Dans la mise en oeuvre du programme-cadre pluriannuel peuvent être décidés des programmes complémentaires auxquels ne participent que certains États membres qui assurent leur financement sous réserve d'une participation éventuelle de la Communauté.

Le Conseil arrête les règles applicables aux programmes complémentaires, notamment en matière de diffusion des connaissances et d'accès d'autres États membres.

ARTICLE 169 (ex-article 130 L)

Dans la mise en oeuvre du programme-cadre pluriannuel, la Communauté peut prévoir, en accord avec les États membres concernés, une participation à des programmes de recherche et de développement entrepris par plusieurs États membres, y compris la participation aux structures créées pour l'exécution de ces programmes.

ARTICLE 170 (ex-article 130 M)

Dans la mise en oeuvre du programme-cadre pluriannuel, la Communauté peut prévoir une coopération en matière de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires avec des pays tiers ou des organisations internationales.

Les modalités de cette coopération peuvent faire l'objet d'accords entre la Communauté et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300.

ARTICLE 171 (ex-article 130 N)

La Communauté peut créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et de démonstration communautaires.

ARTICLE 172 (ex-article 130 O)

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrête les dispositions visées à l'article 171.

Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social, arrête les dispositions visées aux articles 167, 168 et 169. L'adoption des programmes complémentaires requiert l'accord des États membres concernés.

ARTICLE 173 (ex-article 130 P)

Au début de chaque année, la Commission présente un rapport au Parlement européen et au Conseil. Ce rapport porte notamment sur les activités menées en matière de recherche et de développement technologique et de diffusion des résultats durant l'année précédente et sur le programme de travail de l'année en cours.

TITRE XIX (ex-titre XVI)

ENVIRONNEMENT

ARTICLE 174 (ex-article 130 R)

1. La politique de la Communauté dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs visés à la **clause 38 du traité fondamental**:

2 Dans le contexte visé à la **clause 38 du traité fondamental**, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des mesures provisoires soumises à une procédure communautaire de contrôle.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, la Communauté tient compte:

- des données scientifiques et techniques disponibles,
- des conditions de l'environnement dans les diverses régions de la Communauté,
- des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action,
- du développement économique et social de la Communauté dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300.

L'alinéa précédent ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

ARTICLE 175 (ex-article 130 S)

1. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, décide des actions à entreprendre par la Communauté en vue de réaliser les objectifs visés à la **clause 38 du traité fondamental**.

2. Par dérogation à la procédure de décision prévue au paragraphe 1 et sans préjudice de l'article 95, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions, arrête:

- des dispositions essentiellement de nature fiscale;
- les mesures concernant l'aménagement du territoire, l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets et des mesures à caractère général, ainsi que la gestion des ressources hydrauliques;
- les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Le Conseil, statuant selon les conditions prévues au premier alinéa, peut définir les questions visées au présent paragraphe au sujet desquelles des décisions doivent être prises à la majorité qualifiée.

3. Dans d'autres domaines, des programmes d'action à caractère général fixant les objectifs prioritaires à atteindre sont arrêtés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

Le Conseil, statuant selon les conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon le cas, arrête les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de ces programmes.

4. Sans préjudice de certaines mesures ayant un caractère communautaire, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, le Conseil prévoit, dans l'acte portant adoption de cette mesure, les dispositions appropriées sous forme:

— de dérogations temporaires et/ou

— d'un soutien financier du Fonds de cohésion créé conformément à l'article 161.

ARTICLE 176 (ex-article 130 T)

Les mesures de protection arrêtées en vertu de l'article 175 ne font pas obstacle au maintien et à l'établissement, par chaque État membre, de mesures de protection renforcées. Ces mesures doivent être compatibles avec le présent traité. Elles sont notifiées à la Commission.

TITRE XX (ex-titre XVII)

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

ARTICLE 177 (ex-article 130 U)

1. Remplacé par la clause 45, paragraphe 1 du traité fondamental

2. Remplacé par la clause 45, paragraphe 1 du traité fondamental

3. La Communauté et les États membres respectent, **dans le domaine de la coopération au développement**, les engagements et tiennent compte des objectifs qu'ils ont agréés dans le cadre des Nations Unies et des autres organisations internationales compétentes.

ARTICLE 178 (ex-article 130 V)

Remplacé par la clause 45, paragraphe 2 du traité fondamental

ARTICLE 179 (ex-article 130 W)

1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête les mesures nécessaires à la poursuite des objectifs visés à **la clause 45 du traité fondamental** (article 177). Ces mesures peuvent prendre la forme de programmes pluriannuels.

2. La Banque européenne d'investissement contribue, selon les conditions prévues dans ses statuts, à la mise en oeuvre des mesures visées au paragraphe 1.

3. Le présent article n'affecte pas la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre de la convention ACP-CE.

ARTICLE 180 (ex-article 130 X)

1. La Communauté et les États membres coordonnent leurs politiques en matière de coopération au développement et se concertent sur leurs programmes d'aide, y compris dans les organisations

internationales et lors des conférences internationales. Ils peuvent entreprendre des actions conjointes. Les États membres contribuent, si nécessaire, à la mise en oeuvre des programmes d'aide communautaires.

2. La Commission peut prendre toute initiative utile pour promouvoir la coordination visée au paragraphe 1.

ARTICLE 181 (ex-article 130 Y)

Dans le cadre de leurs compétences respectives, la Communauté et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de la Communauté peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 300.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

QUATRIÈME PARTIE

L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

ARTICLE 182 (ex-article 131)

Les États membres conviennent d'associer à la Communauté les pays et territoires non européens entretenant avec le Danemark, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni des relations particulières. Ces pays et territoires, ci-après dénommés «pays et territoires», sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'annexe II du présent traité.

Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et la Communauté dans son ensemble.

Conformément aux principes énoncés dans le préambule du présent traité, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

ARTICLE 183 (ex-article 132)

L'association poursuit les objectifs ci-après.

- 1) Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu du présent traité.
- 2) Chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les États membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'État européen avec lequel il entretient des relations particulières.
- 3) Les États membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires.
- 4) Pour les investissements financés par la Communauté, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissantes des États membres et des pays et territoires.

- 5) Dans les relations entre les États membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissants et sociétés est réglé conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au chapitre relatif au droit d'établissement et sur une base non discriminatoire, sous réserve des dispositions particulières prises en vertu de l'article 187.

ARTICLE 184 (ex-article 133)

1. Les importations originaires des pays et territoires bénéficient à leur entrée dans les États membres de l'interdiction des droits de douane qui intervient entre les États membres conformément aux dispositions du présent traité.
2. À l'entrée dans chaque pays et territoire, les droits de douane frappant les importations des États membres et des autres pays et territoires sont interdits conformément aux dispositions de l'article 25.
3. Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.

Les droits visés à l'alinéa ci-dessus ne peuvent excéder ceux qui frappent les importations des produits en provenance de l'État membre avec lequel chaque pays ou territoire entretient des relations particulières.

4. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux pays et territoires qui, en raison des obligations internationales particulières auxquelles ils sont soumis, appliquent déjà un tarif douanier non discriminatoire.
5. L'établissement ou la modification de droits de douane frappant les marchandises importées dans les pays et territoires ne doit pas donner lieu, en droit ou en fait, à une discrimination directe ou indirecte entre les importations en provenance des divers États membres.

ARTICLE 185 (ex-article 134)

Si le niveau des droits applicables aux marchandises en provenance d'un pays tiers à l'entrée dans un pays ou territoire est, compte tenu de l'application des dispositions de l'article 184, paragraphe 1, de nature à provoquer des détournements de trafic au détriment d'un des États membres, celui-ci peut demander à la Commission de proposer aux autres États membres les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

ARTICLE 186 (ex-article 135)

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres.

ARTICLE 187 (ex-article 136)

Le Conseil, statuant à l'unanimité, établit, à partir des réalisations acquises dans le cadre de l'association entre les pays et territoires et la Communauté et sur la base des principes inscrits dans le présent traité, les dispositions relatives aux modalités et à la procédure de l'association entre les pays et territoires et la Communauté.

ARTICLE 188 (ex-article 136 bis)

Les dispositions des articles 182 à 187 sont applicables au Groenland sous réserve des dispositions spécifiques pour le Groenland figurant dans le protocole sur le régime particulier applicable au Groenland, annexé au présent traité.

CINQUIÈME PARTIE
LES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ

TITRE I

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

CHAPITRE 1

LES INSTITUTIONS

SECTION 1

LE PARLEMENT EUROPEEN

ARTICLE 189 (ex-article 137)

Remplacé par les clauses 53 et 56, paragraphes 1 et 3 du traité fondamental

ARTICLE 190 (ex-article 138)

1. Remplacé par la clause 56, paragraphe 1 du traité fondamental

2. Le nombre des représentants **au Parlement européen** élus dans chaque État membre est fixé ainsi qu'il suit:

Belgique	25
Danemark	16
Allemagne	99
Grèce	25
Espagne	64
France	87
Irlande	15
Italie	87
Luxembourg	6
Pays-Bas	31
Autriche	21

Portugal	25
Finlande	16
Suède	22
Royaume-Uni	87

En cas de modification du présent paragraphe, **la clause 56, paragraphe 3 du traité fondamental est applicable.**

3. Les représentants sont élus pour une période de cinq ans.

4. Remplacé par la clause 56, paragraphe 2 du traité fondamental

5. Le Parlement européen fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions de ses membres, après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil statuant à l'unanimité.

ARTICLE 191 (ex-article 138 A)

Remplacé par la clause 9, paragraphe 2 du traité fondamental

ARTICLE 192 (ex-article 138 B)

Remplacé par la clause 57, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 193 (ex-article 138 C)

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, le Parlement européen peut, à la demande d'un quart de ses membres, constituer une commission temporaire d'enquête pour examiner, sans préjudice des attributions conférées par le présent traité à d'autres institutions ou organes, les allégations d'infraction ou de mauvaise administration dans l'application du droit communautaire, sauf si les faits allégués sont en cause devant une juridiction et aussi longtemps que la procédure juridictionnelle n'est pas achevée.

L'existence de la commission temporaire d'enquête prend fin par le dépôt de son rapport.

Les modalités d'exercice du droit d'enquête sont déterminées d'un commun accord par le Parlement européen, le Conseil et la Commission.

ARTICLE 194 (ex-article 138 D)

Remplacé par la clause 11 du traité fondamental

ARTICLE 195 (ex-article 138 E)

1. Le Parlement européen nomme un médiateur, habilité à recevoir les plaintes **visées à la clause 12 du traité fondamental.**

Conformément à sa mission, le médiateur procède aux enquêtes qu'il estime justifiées, soit de sa propre initiative, soit sur la base des plaintes qui lui ont été présentées directement ou par l'intermédiaire d'un membre du Parlement européen, sauf si les faits allégués font ou ont fait l'objet d'une procédure juridictionnelle. Dans les cas où le médiateur a constaté un cas de mauvaise administration, il saisit l'institution concernée, qui dispose d'un délai de trois mois pour lui faire tenir son avis. Le médiateur transmet ensuite un rapport au Parlement européen et à l'institution concernée.

La personne dont émane la plainte est informée du résultat de ces enquêtes. Chaque année, le médiateur présente un rapport au Parlement européen sur les résultats de ses enquêtes.

2. Le médiateur est nommé après chaque élection du Parlement européen pour la durée de la législature. Son mandat est renouvelable.

Le médiateur peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Parlement européen, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave.

3. Le médiateur exerce ses fonctions en toute indépendance. Dans l'accomplissement de ses devoirs, il ne sollicite ni n'accepte d'instructions d'aucun organisme. Pendant la durée de ses fonctions, le médiateur ne peut exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non.

4. Le Parlement européen fixe le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions du médiateur après avis de la Commission et avec l'approbation du Conseil statuant à la majorité qualifiée.

ARTICLE 196 (ex-article 139)

Le Parlement européen tient une session annuelle. Il se réunit de plein droit le deuxième mardi de mars.

Le Parlement européen peut se réunir en session extraordinaire à la demande de la majorité de ses membres, du Conseil ou de la Commission.

ARTICLE 197 (ex-article 140)

L'alinéa 1 est remplacé par la clause 56, paragraphe 4 du traité fondamental

Les membres de la Commission peuvent assister à toutes les séances **du Parlement européen** et sont entendus au nom de celle-ci sur leur demande.

La Commission répond oralement ou par écrit aux questions qui lui sont posées par le Parlement européen ou par ses membres.

Le Conseil est entendu par le Parlement européen dans les conditions qu'il arrête dans son règlement intérieur.

ARTICLE 198 (ex-article 141)

L'alinéa 1 est remplacé par la clause 59 du traité fondamental

Le règlement intérieur fixe le quorum **pour pouvoir procéder aux votes au Parlement européen**.

ARTICLE 199 (ex-article 142)

Le Parlement européen arrête son règlement intérieur à la majorité des membres qui le composent.

Les actes du Parlement européen sont publiés dans les conditions prévues par ce règlement.

ARTICLE 200 (ex-article 143)

Le Parlement européen procède, en séance publique, à la discussion du rapport général annuel qui lui est soumis par la Commission.

ARTICLE 201 (ex-article 144)

Remplacé par la clause 58 du traité fondamental

SECTION 2

LE CONSEIL

ARTICLE 202 (ex-article 145)

Remplacé par la clause 61, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 203 (ex-article 146)

Remplacé par la clause 60 du traité fondamental

ARTICLE 204 (ex-article 147)

Le Conseil se réunit sur convocation de son président à l'initiative de celui-ci, d'un de ses membres ou de la Commission.

ARTICLE 205 (ex-article 148)

1. Remplacé par la clause 63, paragraphe 1 du traité fondamental

2. Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante:

Belgique	5
Danemark	3
Allemagne	10
Grèce	5
Espagne	8
France	10
Irlande	3
Italie	10
Luxembourg	2
Pays-Bas	5
Autriche	4
Portugal	5
Finlande	3
Suède	4
Royaume-Uni	10.

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins:

— soixante-deux voix lorsque, en vertu du présent traité, elles doivent être prises sur proposition de la Commission,

— soixante-deux voix exprimant le vote favorable d'au moins dix membres dans les autres cas.

3. Remplacé par la clause 63, paragraphe 4 du traité fondamental

ARTICLE 206 (ex-article 150)

En cas de vote, chaque membre du Conseil peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.

ARTICLE 207 (ex-article 151)

1. Un comité composé des représentants permanents des États membres a pour tâche de préparer les travaux du Conseil et d'exécuter les mandats qui lui sont confiés par celui-ci. Le comité peut adopter des décisions de procédure dans les cas prévus par le règlement intérieur du Conseil.

2. Le Conseil est assisté d'un secrétariat général, placé sous la responsabilité d'un secrétaire général, Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, assisté d'un secrétaire général adjoint chargé de la gestion du secrétariat général. Le secrétaire général et le secrétaire général adjoint sont nommés par le Conseil statuant à l'unanimité.

Le Conseil décide de l'organisation du secrétariat général.

3. Le Conseil adopte son règlement intérieur.

Pour l'application de l'article 255, paragraphe 3, le Conseil élabore, dans ce règlement, les conditions dans lesquelles le public a accès aux documents du Conseil. Aux fins du présent paragraphe, le Conseil détermine les cas dans lesquels il doit être considéré comme agissant en sa qualité de législateur afin de permettre un meilleur accès aux documents dans ces cas, tout en préservant l'efficacité de son processus de prise de décision. En tout état de cause, lorsque le Conseil agit en sa qualité de législateur, les résultats et les explications des votes, ainsi que les déclarations inscrites au procès-verbal, sont rendus publics.

ARTICLE 208 (ex-article 152)

Le Conseil peut demander à la Commission de procéder à toutes études qu'il juge opportunes pour la réalisation des objectifs communs et de lui soumettre toutes propositions appropriées.

ARTICLE 209 (ex-article 153)

Le Conseil arrête, après avis de la Commission, le statut des comités prévus par le présent traité.

ARTICLE 210 (ex-article 154)

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de justice. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

SECTION 3

LA COMMISSION

ARTICLE 211 (ex-article 155)

Remplacé par la clause 67, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 212 (ex-article 156)

La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session du Parlement européen, un rapport général sur l'activité de la Communauté.

ARTICLE 213 (ex-article 157)

1. La Commission est composée de vingt membres choisis **conformément à la clause 64, paragraphe 1 du traité fondamental**.

Le nombre des membres de la Commission peut être modifié par le Conseil statuant à l'unanimité.

Les alinéas 2 et 3 sont remplacés par la clause 64, paragraphe 1 du traité fondamental

2. Les alinéas 1 et 2 sont remplacés par la clause 64, paragraphe 2 du traité fondamental

Les membres de la Commission ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune autre activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages. En cas de violation de ces obligations, la Cour de justice, saisie par le Conseil ou par la Commission, peut, selon le cas, prononcer la démission d'office dans les conditions de l'article 216 ou la déchéance du droit à pension de l'intéressé ou d'autres avantages en tenant lieu.

ARTICLE 214 (ex-article 158)

Remplacé par la clause 65 du traité fondamental

ARTICLE 215 (ex-article 159)

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Commission prennent fin individuellement par démission volontaire ou d'office.

L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un nouveau membre nommé d'un commun accord par les gouvernements des États membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité, peut décider qu'il n'y a pas lieu à remplacement.

En cas de démission ou de décès, le président est remplacé pour la durée du mandat restant à courir. La procédure prévue à **la clause 65, paragraphe 2 du traité fondamental** (article 214, paragraphe 2), est applicable pour son remplacement.

Sauf en cas de démission d'office prévue à l'article 216, les membres de la Commission restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

ARTICLE 216 (ex-article 160)

Tout membre de la Commission, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, peut être déclaré démissionnaire par la Cour de justice, à la requête du Conseil ou de la Commission.

ARTICLE 217 (ex-article 161)

Remplacé par la clause 66 du traité fondamental

ARTICLE 218 (ex-article 162)

1. Le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur collaboration.
2. La Commission fixe son règlement intérieur en vue d'assurer son fonctionnement et celui de ses services dans les conditions prévues par le présent traité. Elle assure la publication de ce règlement.

ARTICLE 219 (ex-article 163)

L'alinéa 1 est remplacé par la clause 66 du traité fondamental

L'alinéa 2 est remplacé par la clause 68 du traité fondamental

La Commission ne peut siéger valablement que si le nombre de membres fixé dans son règlement intérieur est présent.

SECTION 4

LA COUR DE JUSTICE

ARTICLE 220 (ex-article 164)

Remplacé par la clause 70 du traité fondamental

ARTICLE 221 (ex-article 165)

La Cour de justice est formée de quinze juges.

La Cour de justice siège en séance plénière. Toutefois, elle peut créer en son sein des chambres composées chacune de trois ou cinq juges, en vue soit de procéder à certaines mesures d'instruction, soit de juger certaines catégories d'affaires, dans les conditions prévues par un règlement établi à cet effet.

La Cour de justice siège en séance plénière lorsqu'un État membre ou une institution de la Communauté qui est partie à l'instance le demande.

Si la Cour de justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des juges et apporter les adaptations nécessaires aux deuxième et troisième alinéas et à l'article 223, deuxième alinéa.

ARTICLE 222 (ex-article 166)

La Cour de justice est assistée de huit avocats généraux. Toutefois un neuvième avocat général est désigné du 1^{er} janvier 1995 au 6 octobre 2000.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires soumises à la Cour de justice, en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission, telle qu'elle est définie à la **clause 70 du traité fondamental** (article 220).

Si la Cour de justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des avocats généraux et apporter les adaptations nécessaires à l'article 223, troisième alinéa.

ARTICLE 223 (ex-article 167)

L'alinéa 1 est remplacé par la clause 69, paragraphe 2 du traité fondamental

Un renouvellement partiel des juges a lieu tous les trois ans. Il porte alternativement sur huit et sept juges.

Un renouvellement partiel des avocats généraux a lieu tous les trois ans. Il porte chaque fois sur quatre avocats généraux.

Les juges et les avocats généraux sortants peuvent être nommés de nouveau.

L'alinéa 5 est remplacé par la clause 69, paragraphe 3 du traité fondamental

ARTICLE 224 (ex-article 168)

La Cour de justice nomme son greffier, dont elle fixe le statut.

ARTICLE 225 (ex-article 168 A)

1. Remplacé par la clause 71, paragraphe 1 du traité fondamental

2. Sur demande de la Cour de justice et après consultation du Parlement européen et de la Commission, le Conseil, statuant à l'unanimité, fixe les catégories de recours visées à ***la clause 71, paragraphe 1 du traité fondamental*** et la composition du Tribunal de première instance et adopte les adaptations et les dispositions complémentaires nécessaires au statut de la Cour de justice. Sauf décision contraire du Conseil, les dispositions du présent traité relatives à la Cour de justice, et notamment les dispositions du protocole sur le statut de la Cour de justice, sont applicables au Tribunal de première instance.

3. Remplacé en partie par la clause 71, paragraphe 2 du traité fondamental

Un renouvellement partiel des membres du Tribunal de première instance a lieu tous les trois ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau.

4. Le Tribunal de première instance établit son règlement de procédure en accord avec la Cour de justice. Ce règlement est soumis à l'approbation unanime du Conseil.

ARTICLE 226 (ex-article 169)

Si la Commission estime qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent traité, elle émet un avis motivé à ce sujet, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cet avis dans le délai déterminé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice.

ARTICLE 227 (ex-article 170)

Chacun des États membres peut saisir la Cour de justice s'il estime qu'un autre État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent traité.

Avant qu'un État membre n'introduise, contre un autre État membre, un recours fondé sur une prétendue violation des obligations qui lui incombent en vertu du présent traité, il doit en saisir la Commission.

La Commission émet un avis motivé après que les États intéressés ont été mis en mesure de présenter contradictoirement leurs observations écrites et orales.

Si la Commission n'a pas émis l'avis dans un délai de trois mois à compter de la demande, l'absence d'avis ne fait pas obstacle à la saisine de la Cour de justice.

ARTICLE 228 (ex-article 171)

1. Si la Cour de justice reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent traité, cet État est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

2. Si la Commission estime que l'État membre concerné n'a pas pris ces mesures, elle émet, après avoir donné à cet État la possibilité de présenter ses observations, un avis motivé précisant les points sur lesquels l'État membre concerné ne s'est pas conformé à l'arrêt de la Cour de justice.

Si l'État membre concerné n'a pas pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour dans le délai fixé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice. Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'État membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour de justice reconnaît que l'État membre concerné ne s'est pas conformé à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Cette procédure est sans préjudice de l'article 227.

ARTICLE 229 (ex-article 172)

Les règlements arrêtés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, et par le Conseil en vertu des dispositions du présent traité peuvent attribuer à la Cour de justice une compétence de pleine juridiction en ce qui concerne les sanctions prévues dans ces règlements.

ARTICLE 230 (ex-article 173)

La Cour de justice contrôle la légalité des actes adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil, des actes du Conseil, de la Commission et de la BCE, autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers.

À cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du présent traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Conseil ou la Commission.

La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par le Parlement européen, par la Cour des comptes et par la BCE, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci.

Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les décisions dont elle est le destinataire et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, la concernent directement et individuellement.

Les recours prévus au présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

ARTICLE 231 (ex-article 174)

Si le recours est fondé, la Cour de justice déclare nul et non avenu l'acte contesté.

Toutefois, en ce qui concerne les règlements, la Cour de justice indique, si elle l'estime nécessaire, ceux des effets du règlement annulé qui doivent être considérés comme définitifs.

ARTICLE 232 (ex-article 175)

Dans le cas où, en violation du présent traité, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission s'abstiennent de statuer, les États membres et les autres institutions de la Communauté peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation.

Ce recours n'est recevable que si l'institution en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des institutions de la Communauté d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis.

La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la BCE dans les domaines relevant de ses compétences ou intentés contre elle.

ARTICLE 233 (ex-article 176)

L'institution ou les institutions dont émane l'acte annulé, ou dont l'abstention a été déclarée contraire au présent traité, sont tenues de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

Cette obligation ne préjuge pas celle qui peut résulter de l'application de l'article 288, deuxième alinéa.

Le présent article s'applique également à la BCE.

ARTICLE 234 (ex-article 177)

La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

- a) sur l'interprétation du présent traité,
- b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté et par la BCE,
- c) sur l'interprétation des statuts des organismes créés par un acte du Conseil, lorsque ces statuts le prévoient.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

ARTICLE 235 (ex-article 178)

La Cour de justice est compétente pour connaître des litiges relatifs à la réparation des dommages visés à l'article 288, deuxième alinéa.

ARTICLE 236 (ex-article 179)

La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout litige entre la Communauté et ses agents dans les limites et conditions déterminées au statut ou résultant du régime applicable à ces derniers.

ARTICLE 237 (ex-article 180)

La Cour de justice est compétente, dans les limites ci-après, pour connaître des litiges concernant:

- a) l'exécution des obligations des États membres résultant des statuts de la Banque européenne d'investissement. Le conseil d'administration de la Banque dispose à cet égard des pouvoirs reconnus à la Commission par l'article 226;
- b) les délibérations du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement. Chaque État membre, la Commission et le conseil d'administration de la Banque peuvent former un recours en cette matière dans les conditions prévues à l'article 230;
- c) les délibérations du conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement. Les recours contre ces délibérations ne peuvent être formés, dans les conditions fixées à l'article 230, que par les États membres ou la Commission, et seulement pour violation des formes prévues à l'article 21, paragraphes 2 et 5 à 7 inclus, des statuts de la Banque;
- d) l'exécution par les banques centrales nationales des obligations résultant du présent traité et des statuts du SEBC. Le conseil de la BCE dispose à cet égard, vis-à-vis des banques centrales nationales, des pouvoirs reconnus à la Commission par l'article 226 vis-à-vis des États membres. Si la Cour de justice reconnaît qu'une banque centrale nationale a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent traité, cette banque est tenue de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

ARTICLE 238 (ex-article 181)

La Cour de justice est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par la Communauté ou pour son compte.

ARTICLE 239 (ex-article 182)

La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout différend entre États membres en connexité avec l'objet du présent traité, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis.

ARTICLE 240 (ex-article 183)

Sous réserve des compétences attribuées à la Cour de justice par le présent traité, les litiges auxquels la Communauté est partie ne sont pas, de ce chef, soustraits à la compétence des juridictions nationales.

ARTICLE 241 (ex-article 184)

Nonobstant l'expiration du délai prévu à l'article 230, cinquième alinéa, toute partie peut, à l'occasion d'un litige mettant en cause un règlement arrêté conjointement par le Parlement européen et le Conseil ou un règlement du Conseil, de la Commission ou de la BCE, se prévaloir des moyens prévus à l'article 230, deuxième alinéa, pour invoquer devant la Cour de justice l'inapplicabilité de ce règlement.

ARTICLE 242 (ex-article 185)

Les recours formés devant la Cour de justice n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, la Cour de justice peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de l'acte attaqué.

ARTICLE 243 (ex-article 186)

Dans les affaires dont elle est saisie, la Cour de justice peut prescrire les mesures provisoires nécessaires.

ARTICLE 244 (ex-article 187)

Les arrêts de la Cour de justice ont force exécutoire dans les conditions fixées à l'article 256.

ARTICLE 245 (ex-article 188)

Le statut de la Cour de justice est fixé par un protocole séparé.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission et du Parlement européen, peut modifier les dispositions du titre III du statut.

La Cour de justice établit son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation unanime du Conseil.

SECTION 5

LA COUR DES COMPTES

ARTICLE 246 (ex-article 188 A)

Remplacé par la clause 73, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 247 (ex-article 188 B)

1. La Cour des comptes est composée de quinze membres.

2. Remplacé par la clause 72, paragraphe 1 du traité fondamental

3. Remplacé par la clause 72, paragraphe 2 du traité fondamental

4. Remplacé par la clause 72, paragraphe 3 du traité fondamental

5. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.

6. En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Cour des comptes prennent fin individuellement par démission volontaire ou par démission d'office déclarée par la Cour de justice conformément aux dispositions du paragraphe 7.

L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Sauf en cas de démission d'office, les membres de la Cour des comptes restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

7. Les membres de la Cour des comptes ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension ou d'autres avantages en tenant lieu que si la Cour de justice constate, à la demande de la Cour des comptes, qu'ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge.

8. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les conditions d'emploi, et notamment les traitements, indemnités et pensions, du président et des membres de la Cour des comptes. Il fixe également, statuant à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

9. Les dispositions du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes qui sont applicables aux juges de la Cour de justice sont également applicables aux membres de la Cour des comptes.

ARTICLE 248 (ex-article 188 C)

1. Remplacé par la clause 73, paragraphe 2 du traité fondamental

2. La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des recettes et dépenses et s'assure de la bonne gestion financière. Ce faisant, elle signale en particulier toute irrégularité.

Le contrôle des recettes s'effectue sur la base des constatations comme des versements des recettes à la Communauté.

Le contrôle des dépenses s'effectue sur la base des engagements comme des paiements.

Ces contrôles peuvent être effectués avant la clôture des comptes de l'exercice budgétaire considéré.

3. Le contrôle a lieu sur pièces et, au besoin, sur place auprès des autres institutions de la Communauté, dans les locaux de tout organisme gérant des recettes ou des dépenses au nom de la Communauté et dans les États membres, y compris dans les locaux de toute personne physique ou morale bénéficiaire de versements provenant du budget. Le contrôle dans les États membres s'effectue en liaison avec les institutions de contrôle nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, avec les services nationaux compétents. La Cour des comptes et les institutions de contrôle nationales des États membres pratiquent une coopération empreinte de confiance et respectueuse de leur indépendance. Ces institutions ou services font connaître à la Cour des comptes s'ils entendent participer au contrôle.

Tout document ou toute information nécessaire à l'accomplissement de la mission de la Cour des comptes est communiqué à celle-ci, sur sa demande, par les autres institutions de la Communauté, par les organismes gérant des recettes ou des dépenses au nom de la Communauté, par les personnes physiques ou morales bénéficiaires de versements provenant du budget et par les institutions de contrôle nationales ou, si celles-ci ne disposent pas des compétences nécessaires, par les services nationaux compétents.

En ce qui concerne l'activité de gestion de recettes et de dépenses communautaires exercée par la Banque européenne d'investissement, le droit d'accès de la Cour aux informations détenues par la Banque est régi par un accord conclu entre la Cour, la Banque et la Commission. En l'absence d'accord, la Cour a néanmoins accès aux informations nécessaires pour effectuer le contrôle des recettes et des dépenses communautaires gérées par la Banque.

4. La Cour des comptes établit un rapport annuel après la clôture de chaque exercice. Ce rapport est transmis aux autres institutions de la Communauté et publié au Journal officiel des Communautés européennes, accompagné des réponses desdites institutions aux observations de la Cour des comptes.

La Cour des comptes peut, en outre, présenter à tout moment ses observations, notamment sous forme de rapports spéciaux, sur des questions particulières et rendre des avis à la demande d'une des autres institutions de la Communauté.

Elle adopte ses rapports annuels, rapports spéciaux ou avis à la majorité des membres qui la composent.

Elle assiste le Parlement européen et le Conseil dans l'exercice de leur fonction de contrôle de l'exécution du budget.

CHAPITRE 2

DISPOSITIONS COMMUNES A PLUSIEURS INSTITUTIONS

ARTICLE 249 (ex-article 189)

Pour l'accomplissement de leur mission et dans les conditions prévues au présent traité, le Parlement européen conjointement avec le Conseil, le Conseil et la Commission arrêtent des règlements et des directives, prennent des décisions et formulent des recommandations ou des avis.

Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre.

La directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.

La décision est obligatoire dans tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne.

Les recommandations et les avis ne lient pas.

ARTICLE 250 (ex-article 189 A)

Remplacé par la clause 67, paragraphe 2 du traité fondamental

ARTICLE 251 (ex-article 189 B)

1. Lorsque, dans le présent traité, il est fait référence au présent article pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable.

2. La Commission présente une proposition au Parlement européen et au Conseil.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après avis du Parlement européen:

- s'il approuve tous les amendements figurant dans l'avis du Parlement européen, peut arrêter l'acte proposé ainsi amendé;
- si le Parlement européen ne propose aucun amendement, peut arrêter l'acte proposé;
- dans les autres cas, arrête une position commune et la transmet au Parlement européen. Le Conseil informe pleinement le Parlement européen des raisons qui l'ont conduit à arrêter sa position commune. La Commission informe pleinement le Parlement européen de sa position.

Si, dans un délai de trois mois après cette transmission, le Parlement européen:

- a) approuve la position commune ou ne s'est pas prononcé, l'acte concerné est réputé arrêté conformément à cette position commune;
- b) rejette, à la majorité absolue des membres qui le composent, la position commune, l'acte proposé est réputé non adopté;
- c) propose, à la majorité absolue des membres qui le composent, des amendements à la position commune, le texte ainsi amendé est transmis au Conseil et à la Commission, qui émet un avis sur ces amendements.

3. Si, dans un délai de trois mois après réception des amendements du Parlement européen, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, approuve tous ces amendements, l'acte concerné est réputé arrêté sous la forme de la position commune ainsi amendée; toutefois, le Conseil statue à l'unanimité sur les amendements ayant fait l'objet d'un avis négatif de la Commission. Si le Conseil n'approuve pas tous les amendements, le président du Conseil, en accord avec le président du Parlement européen, convoque le comité de conciliation dans un délai de six semaines.

4. Le comité de conciliation, qui réunit les membres du Conseil ou leurs représentants et autant de représentants du Parlement européen, a pour mission d'aboutir à un accord sur un projet commun à la majorité qualifiée des membres du Conseil ou de leurs représentants et à la majorité des représentants du Parlement européen. La Commission participe aux travaux du comité de conciliation et prend toutes les initiatives nécessaires en vue de promouvoir un rapprochement des positions du Parlement européen et du Conseil. Pour s'acquitter de sa mission, le comité de conciliation examine la position commune sur la base des amendements proposés par le Parlement européen.

5. Si, dans un délai de six semaines après sa convocation, le comité de conciliation approuve un projet commun, le Parlement européen et le Conseil disposent chacun d'un délai de six semaines à compter de cette approbation pour arrêter l'acte concerné conformément au projet commun, à la majorité absolue des suffrages exprimés lorsqu'il s'agit du Parlement européen et à la majorité qualifiée lorsqu'il s'agit du Conseil. En l'absence d'approbation par l'une ou l'autre des deux institutions dans le délai visé, l'acte proposé est réputé non adopté.

6. Lorsque le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, l'acte proposé est réputé non adopté.

7. Les délais de trois mois et de six semaines visés au présent article sont prolongés respectivement d'un mois et de deux semaines au maximum à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.

ARTICLE 252 (ex-article 189 C)

Lorsque, dans le présent traité, il est fait référence au présent article pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable:

- a) le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, arrête une position commune;
- b) la position commune du Conseil est transmise au Parlement européen. Le Conseil et la Commission informent pleinement le Parlement européen des raisons qui ont conduit le Conseil à adopter sa position commune ainsi que de la position de la Commission.

Si, dans un délai de trois mois après cette communication, le Parlement européen approuve cette position commune ou s'il ne s'est pas prononcé dans ce délai, le Conseil arrête définitivement l'acte concerné conformément à la position commune;

- c) le Parlement européen, dans le délai de trois mois visé au point b), peut, à la majorité absolue des membres qui le composent, proposer des amendements à la position commune du Conseil. Il peut également, à la même majorité, rejeter la position commune du Conseil. Le résultat des délibérations est transmis au Conseil et à la Commission.

Si le Parlement européen a rejeté la position commune du Conseil, celui-ci ne peut statuer en deuxième lecture qu'à l'unanimité;

- d) la Commission réexamine, dans un délai d'un mois, la proposition sur la base de laquelle le Conseil a arrêté sa position commune à partir des amendements proposés par le Parlement européen.

La Commission transmet au Conseil, en même temps que sa proposition réexaminée, les amendements du Parlement européen qu'elle n'a pas repris, en exprimant son avis à leur sujet. Le Conseil peut adopter ces amendements à l'unanimité;

- e) le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, adopte la proposition réexaminée par la Commission.

Le Conseil ne peut modifier la proposition réexaminée de la Commission qu'à l'unanimité;

- f) dans les cas visés aux points c), d) et e), le Conseil est tenu de statuer dans un délai de trois mois. À défaut d'une décision dans ce délai, la proposition de la Commission est réputée non adoptée;
- g) les délais visés aux points b) et f) peuvent être prolongés d'un commun accord entre le Conseil et le Parlement européen d'un mois au maximum.

ARTICLE 253 (ex-article 190)

Les règlements, les directives et les décisions adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil ainsi que lesdits actes adoptés par le Conseil ou la Commission sont motivés et visent les propositions ou avis obligatoirement recueillis en exécution du présent traité.

ARTICLE 254 (ex-article 191)

1. Les règlements, les directives et les décisions adoptés conformément à la procédure visée à l'article 251 sont signés par le président du Parlement européen et par le président du Conseil, et publiés dans le Journal officiel des Communautés européennes. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.
2. Les règlements du Conseil et de la Commission, ainsi que les directives de ces institutions qui sont adressées à tous les États membres, sont publiés dans le Journal officiel des Communautés européennes. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.
3. Les autres directives, ainsi que les décisions, sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet par cette notification.

ARTICLE 255 (ex-article 191 A)

1. Remplacé par la clause 14 du traité fondamental

2. Les principes généraux et les limites qui, pour des raisons d'intérêt public ou privé, régissent l'exercice **du droit d'accès aux documents visé à la clause 14 du traité fondamental** sont fixés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam.

3. Chaque institution visée ci-dessus élabore dans son règlement intérieur des dispositions particulières concernant l'accès à ses documents.

ARTICLE 256 (ex-article 192)

Les décisions du Conseil ou de la Commission qui comportent, à la charge des personnes autres que les États, une obligation pécuniaire forment titre exécutoire.

L'exécution forcée est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'État sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le gouvernement de chacun des États membres désignera à cet effet et dont il donnera connaissance à la Commission et à la Cour de justice.

Après l'accomplissement de ces formalités à la demande de l'intéressé, celui-ci peut poursuivre l'exécution forcée en saisissant directement l'organe compétent, suivant la législation nationale.

L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de justice. Toutefois, le contrôle de la régularité des mesures d'exécution relève de la compétence des juridictions nationales.

CHAPITRE 3

LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL

ARTICLE 257 (ex-article 193)

Remplacé par les clauses 52, paragraphe 2 et 74, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 258 (ex-article 194)

Le nombre des membres du Comité économique et social est fixé ainsi qu'il suit:

Belgique	12
Danemark	9
Allemagne	24
Grèce	12
Espagne	21
France	24
Irlande	9
Italie	24
Luxembourg	6
Pays-Bas	12
Autriche	12
Portugal	12
Finlande	9
Suède	12

Les alinéas 2 et 3 sont remplacés par la clause 74, paragraphe 2 du traité fondamental

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les indemnités des membres du Comité.

ARTICLE 259 (ex-article 195)

1. En vue de la nomination des membres du Comité, chaque État membre adresse au Conseil une liste comprenant un nombre de candidats double de celui des sièges attribués à ses ressortissants.

La composition du Comité doit tenir compte de la nécessité d'assurer une représentation adéquate aux différentes catégories de la vie économique et sociale.

2. Le Conseil consulte la Commission. Il peut recueillir l'opinion des organisations européennes représentatives des différents secteurs économiques et sociaux intéressés à l'activité de la Communauté.

ARTICLE 260 (ex-article 196)

Le Comité désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

Il établit son règlement intérieur.

Le Comité est convoqué par son président à la demande du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

ARTICLE 261 (ex-article 197)

Le Comité comprend des sections spécialisées pour les principaux domaines couverts par le présent traité.

Le fonctionnement des sections spécialisées s'exerce dans le cadre des compétences générales du Comité. Les sections spécialisées ne peuvent être consultées indépendamment du Comité.

Il peut être institué, d'autre part, au sein du Comité des sous-comités appelés à élaborer, sur des questions ou dans des domaines déterminés, des projets d'avis à soumettre aux délibérations du Comité.

Le règlement intérieur fixe les modalités de composition et les règles de compétence concernant les sections spécialisées et les sous-comités.

ARTICLE 262 (ex-article 198)

L'alinéa 1 est remplacé par la clause 74, paragraphe 3 du traité fondamental

S'il l'estime nécessaire, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. À l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

L'avis du Comité et l'avis de la section spécialisée, ainsi qu'un compte rendu des délibérations, sont transmis au Conseil et à la Commission.

Le Comité peut être consulté par le Parlement européen.

CHAPITRE 4

LE COMITE DES REGIONS

ARTICLE 263 (ex-article 198 A)

L'alinéa 1 est remplacé par les clauses 52, paragraphe 2 et 75, paragraphe 1 du traité fondamental

Le nombre des membres du Comité des régions est fixé ainsi qu'il suit:

Belgique	12
Danemark	9
Allemagne	24
Grèce	12
Espagne	21
France	24
Irlande	9
Italie	24
Luxembourg	6
Pays-Bas	12
Autriche	12
Portugal	12
Finlande	9
Suède	12
Royaume-Uni	24.

Les alinéas 3 et 4 sont remplacés par la clause 75, paragraphe 2 du traité fondamental

ARTICLE 264 (ex-article 198 B)

Le Comité des régions désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

Il établit son règlement intérieur.

Le Comité est convoqué par son président à la demande du Conseil ou de la Commission. Il peut également se réunir de sa propre initiative.

ARTICLE 265 (ex-article 198 C)

L'alinéa 1 est remplacé par la clause 75, paragraphe 3 du traité fondamental

S'il l'estime nécessaire, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. À l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

Lorsque le Comité économique et social est consulté en application **de la clause 74, paragraphe 3 du traité fondamental** et de l'article 262, le Comité des régions est informé par le Conseil ou la Commission de cette demande d'avis. Le Comité des régions peut, lorsqu'il estime que des intérêts régionaux spécifiques sont en jeu, émettre un avis à ce sujet.

Le Comité des régions peut être consulté par le Parlement européen.

Il peut émettre un avis de sa propre initiative dans les cas où il le juge utile.

L'avis du Comité ainsi qu'un compte rendu des délibérations sont transmis au Conseil et à la Commission.

CHAPITRE 5

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 266 (ex-article 198 D)

Les alinéas 1 et 2 ont été remplacés par la clause 80 du traité fondamental

Les statuts de la Banque européenne d'investissement font l'objet d'un protocole annexé au présent traité.

ARTICLE 267 (ex-article 198 E)

Afin de poursuivre sa mission visée à la clause 81, paragraphe 1 du traité fondamental, la Banque européenne d'investissement facilite le financement des projets suivants :

- a) projets envisageant la mise en valeur des régions moins développées;
- b) projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché commun, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres;
- c) projets d'intérêt commun pour plusieurs États membres, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres.

Le dernier alinéa est remplacé par la clause 81, paragraphe 2 du traité fondamental

TITRE II

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 268 (ex-article 199)

Remplacé par la clause 82, paragraphe 1 du traité fondamental

ARTICLE 269 (ex-article 201)

Remplacé par la clause 82, paragraphe 2 du traité fondamental

ARTICLE 270 (ex-article 201 A)

Remplacé par la clause 83 du traité fondamental

ARTICLE 271 (ex-article 202)

Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée d'un exercice budgétaire, sauf dispositions contraires du règlement pris en exécution de l'article 279.

Dans les conditions qui seront déterminées en application de l'article 279, les crédits, autres que ceux relatifs aux dépenses de personnel, qui seront inutilisés à la fin de l'exercice budgétaire pourront faire l'objet d'un report qui sera limité au seul exercice suivant.

Les crédits sont spécialisés par chapitres groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination, et subdivisés, pour autant que de besoin, conformément au règlement pris en exécution de l'article 279.

Les dépenses du Parlement européen, du Conseil, de la Commission et de la Cour de justice font l'objet de parties séparées du budget sans préjudice d'un régime spécial pour certaines dépenses communes.

ARTICLE 272 (ex-article 203)

1. L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.
2. Chacune des institutions de la Communauté dresse, avant le 1^{er} juillet, un état prévisionnel de ses dépenses. La Commission groupe ces états dans un avant-projet de budget. Elle y joint un avis qui peut comporter des prévisions divergentes.

Cet avant-projet comprend une prévision des recettes et une prévision des dépenses.

3. Le Conseil doit être saisi par la Commission de l'avant-projet de budget au plus tard le 1^{er} septembre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.

Il consulte la Commission et, le cas échéant, les autres institutions intéressées toutes les fois qu'il entend s'écarter de cet avant-projet.

Statuant à la majorité qualifiée, il établit le projet de budget et le transmet au Parlement européen.

4. Le Parlement européen doit être saisi du projet de budget au plus tard le 5 octobre de l'année qui précède celle de l'exécution du budget.

Il a le droit d'amender, à la majorité des membres qui le composent, le projet de budget et de proposer au Conseil, à la majorité absolue des suffrages exprimés, des modifications au projet en ce qui concerne les dépenses découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci.

Si, dans un délai de quarante-cinq jours après communication du projet de budget, le Parlement européen a donné son approbation, le budget est définitivement arrêté. Si, dans ce délai, le Parlement européen n'a pas amendé le projet de budget ni proposé de modification à celui-ci, le budget est réputé définitivement arrêté.

Si, dans ce délai, le Parlement européen a adopté des amendements ou proposé des modifications, le projet de budget ainsi amendé ou assorti de propositions de modification est transmis au Conseil.

5. Après avoir délibéré du projet de budget avec la Commission et, le cas échéant, avec les autres institutions intéressées, le Conseil statue dans les conditions suivantes:

- a) le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, modifier chacun des amendements adoptés par le Parlement européen;
- b) en ce qui concerne les propositions de modification:
 - si une modification proposée par le Parlement européen n'a pas pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, notamment du fait que l'augmentation des dépenses qu'elle entraînerait serait expressément compensée par une ou plusieurs modifications proposées comportant une diminution correspondante des dépenses, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, rejeter cette proposition de modification. À défaut d'une décision de rejet, la proposition de modification est acceptée;

- si une modification proposée par le Parlement européen a pour effet d'augmenter le montant global des dépenses d'une institution, le Conseil peut, statuant à la majorité qualifiée, accepter cette proposition de modification. À défaut d'une décision d'acceptation, la proposition de modification est rejetée;
- si, en application des dispositions de l'un des deux alinéas précédents, le Conseil a rejeté une proposition de modification, il peut, statuant à la majorité qualifiée, soit maintenir le montant figurant dans le projet de budget, soit fixer un autre montant.

Le projet de budget est modifié en fonction des propositions de modification acceptées par le Conseil.

Si, dans un délai de quinze jours après communication du projet de budget, le Conseil n'a modifié aucun des amendements adoptés par le Parlement européen et si les propositions de modification présentées par celui-ci ont été acceptées, le budget est réputé définitivement arrêté. Le Conseil informe le Parlement européen du fait qu'il n'a modifié aucun des amendements et que les propositions de modification ont été acceptées.

Si, dans ce délai, le Conseil a modifié un ou plusieurs des amendements adoptés par le Parlement européen ou si les propositions de modification présentées par celui-ci ont été rejetées ou modifiées, le projet de budget modifié est transmis de nouveau au Parlement européen. Le Conseil expose à celui-ci le résultat de ses délibérations.

6. Dans un délai de quinze jours après communication du projet de budget, le Parlement européen, informé de la suite donnée à ses propositions de modification, peut, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, amender ou rejeter les modifications apportées par le Conseil à ses amendements et arrête en conséquence le budget. Si, dans ce délai, le Parlement européen n'a pas statué, le budget est réputé définitivement arrêté.

7. Lorsque la procédure prévue au présent article est achevée, le président du Parlement européen constate que le budget est définitivement arrêté.

8. Toutefois, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des deux tiers des suffrages exprimés, peut, pour des motifs importants, rejeter le projet de budget et demander qu'un nouveau projet lui soit soumis.

9. Pour l'ensemble des dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, un taux maximal d'augmentation par rapport aux dépenses de même nature de l'exercice en cours est fixé chaque année.

La Commission, après avoir consulté le comité de politique économique, constate ce taux maximal, qui résulte:

- de l'évolution du produit national brut en volume dans la Communauté,
 - de la variation moyenne des budgets des États membres
- et
- de l'évolution du coût de la vie au cours du dernier exercice.

Le taux maximal est communiqué, avant le 1^{er} mai, à toutes les institutions de la Communauté. Celles-ci sont tenues de le respecter au cours de la procédure budgétaire, sous réserve des dispositions des quatrième et cinquième alinéas du présent paragraphe.

Si, pour les dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, le taux d'augmentation qui résulte du projet de budget établi par le Conseil est supérieur à la moitié du taux maximal, le Parlement européen, dans l'exercice de son droit d'amendement, peut encore augmenter le montant total desdites dépenses dans la limite de la moitié du taux maximal.

Lorsque le Parlement européen, le Conseil ou la Commission estime que les activités des Communautés exigent un dépassement du taux établi selon la procédure définie au présent paragraphe, un nouveau taux peut être fixé par accord entre le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, et le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

10. Chaque institution exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par le présent article dans le respect des dispositions du traité et des actes arrêtés en vertu de celui-ci, notamment en matière de ressources propres aux Communautés et d'équilibre des recettes et des dépenses.

ARTICLE 273 (ex-article 204)

Si, au début d'un exercice budgétaire, le budget n'a pas encore été voté, les dépenses peuvent être effectuées mensuellement par chapitre ou par autre division, d'après les dispositions du règlement pris en exécution de l'article 279, dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre à la disposition de la Commission des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget en préparation.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut, sous réserve que les autres conditions fixées au premier alinéa soient respectées, autoriser des dépenses excédant le douzième.

Si cette décision concerne des dépenses autres que celles découlant obligatoirement du traité ou des actes arrêtés en vertu de celui-ci, le Conseil la transmet immédiatement au Parlement européen; dans un délai de trente jours, le Parlement européen, statuant à la majorité des membres qui le composent et des trois cinquièmes des suffrages exprimés, peut prendre une décision différente sur ces dépenses en ce qui concerne la partie excédant le douzième visé au premier alinéa. Cette partie de la décision du Conseil est suspendue jusqu'à ce que le Parlement européen ait pris sa décision. Si, dans le délai précité, le Parlement européen n'a pas pris une décision différente de la décision du Conseil, cette dernière est réputée définitivement arrêtée.

Les décisions visées aux deuxième et troisième alinéas prévoient les mesures nécessaires en matière de ressources pour l'application du présent article.

ARTICLE 274 (ex-article 205)

La Commission exécute le budget, conformément aux dispositions des règlements pris en exécution de l'article 279, sous sa propre responsabilité et dans la limite des crédits alloués, conformément au principe de la bonne gestion financière. Les États membres coopèrent avec la Commission pour faire en sorte que les crédits soient utilisés conformément aux principes de la bonne gestion financière.

Le règlement prévoit les modalités particulières selon lesquelles chaque institution participe à l'exécution de ses dépenses propres.

À l'intérieur du budget, la Commission peut procéder, dans les limites et conditions fixées par le règlement pris en exécution de l'article 279, à des virements de crédits, soit de chapitre à chapitre, soit de subdivision à subdivision.

ARTICLE 275 (ex-article 205 bis)

La Commission soumet chaque année au Conseil et au Parlement européen les comptes de l'exercice écoulé afférents aux opérations du budget. En outre, elle leur communique un bilan financier décrivant l'actif et le passif de la Communauté.

ARTICLE 276 (ex-article 206)

1. Le Parlement européen, sur recommandation du Conseil, qui statue à la majorité qualifiée, donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget. À cet effet, il examine, à la suite du Conseil, les comptes et le bilan financier visés à l'article 275, le rapport annuel de la Cour des comptes, accompagné des réponses des institutions contrôlées aux observations de la Cour des comptes, la déclaration d'assurance visée à l'article 248, paragraphe 1, second alinéa, ainsi que les rapports spéciaux pertinents de la Cour des comptes.

2. Avant de donner décharge à la Commission, ou à toute autre fin se situant dans le cadre de l'exercice des attributions de celle-ci en matière d'exécution du budget, le Parlement européen peut demander à entendre la Commission sur l'exécution des dépenses ou le fonctionnement des systèmes de contrôle financier. La Commission soumet au Parlement européen, à la demande de ce dernier, toute information nécessaire.

3. La Commission met tout en oeuvre pour donner suite aux observations accompagnant les décisions de décharge et aux autres observations du Parlement européen concernant l'exécution des dépenses ainsi qu'aux commentaires accompagnant les recommandations de décharge adoptées par le Conseil.

À la demande du Parlement européen ou du Conseil, la Commission fait rapport sur les mesures prises à la lumière de ces observations et commentaires et notamment sur les instructions données aux services chargés de l'exécution du budget. Ces rapports sont également transmis à la Cour des comptes.

ARTICLE 277 (ex-article 207)

Le budget est établi dans l'unité de compte fixée conformément aux dispositions du règlement pris en exécution de l'article 279.

ARTICLE 278 (ex-article 208)

La Commission peut, sous réserve d'en informer les autorités compétentes des États intéressés, transférer dans la monnaie de l'un des États membres les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un autre État membre, dans la mesure nécessaire à leur utilisation pour les objets auxquels ils sont destinés par le présent traité. La Commission évite, dans la mesure du possible, de procéder à de tels transferts, si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans les monnaies dont elle a besoin.

La Commission communique avec chacun des États membres par l'intermédiaire de l'autorité qu'il désigne. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la banque d'émission de l'État membre intéressé ou à une autre institution financière agréée par celui-ci.

ARTICLE 279 (ex-article 209)

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et avis de la Cour des comptes:

- a) arrête les règlements financiers spécifiant notamment les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget et à la reddition et à la vérification des comptes;
- b) fixe les modalités et la procédure selon lesquelles les recettes budgétaires prévues dans le régime des ressources propres de la Communauté sont mises à la disposition de la Commission, et définit les mesures à appliquer pour faire face, le cas échéant, aux besoins de trésorerie;

- c) détermine les règles et organise le contrôle de la responsabilité des contrôleurs financiers, ordonnateurs et comptables.

ARTICLE 280 (ex-article 209 A)

1. *Remplacé par la clause 84, paragraphe 1 du traité fondamental*

2. *Remplacé par la clause 84, paragraphe 2 du traité fondamental*

3. *Remplacé par la clause 84, paragraphe 3 du traité fondamental*

4. Le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête, après consultation de la Cour des comptes, les mesures nécessaires dans les domaines de la prévention de la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté et de la lutte contre cette fraude en vue d'offrir une protection effective et équivalente dans les États membres. Ces mesures ne concernent ni l'application du droit pénal national ni l'administration de la justice dans les États membres.

5. La Commission, en coopération avec les États membres, adresse chaque année au Parlement européen et au Conseil un rapport sur les mesures prises pour la mise en oeuvre du présent article.

SIXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

ARTICLE 281 (ex-article 210)

La Communauté a la personnalité juridique.

ARTICLE 282 (ex-article 211)

Dans chacun des États membres, la Communauté possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales; elle peut notamment acquérir ou aliéner des biens immobiliers et mobiliers et ester en justice. À cet effet, elle est représentée par la Commission.

ARTICLE 283 (ex-article 212)

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête, sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, le statut des fonctionnaires des Communautés européennes et le régime applicable aux autres agents de ces Communautés.

ARTICLE 284 (ex-article 213)

Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées, la Commission peut recueillir toutes informations et procéder à toutes vérifications nécessaires, dans les limites et conditions fixées par le Conseil en conformité avec les dispositions du présent traité.

ARTICLE 285 (ex-article 213 A)

1. Sans préjudice de l'article 5 du protocole sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, arrête

des mesures en vue de l'établissement de statistiques, lorsque cela est nécessaire à l'accomplissement des activités de la Communauté.

2. L'établissement des statistiques se fait dans le respect de l'impartialité, de la fiabilité, de l'objectivité, de l'indépendance scientifique, de l'efficacité au regard du coût et de la confidentialité des informations statistiques; il ne doit pas entraîner de charges excessives pour les opérateurs économiques.

ARTICLE 286 (ex-article 213 B)

1. À partir du 1^{er} janvier 1999, les actes communautaires relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes institués par le présent traité ou sur la base de celui-ci.

2. Avant la date visée au paragraphe 1, le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 251, institue un organe indépendant de contrôle chargé de surveiller l'application desdits actes communautaires aux institutions et organes communautaires, et adopte, le cas échéant, toute autre disposition utile.

ARTICLE 287 (ex-article 214)

Les membres des institutions de la Communauté, les membres des comités ainsi que les fonctionnaires et agents de la Communauté sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel, et notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leur prix de revient.

ARTICLE 288 (ex-article 215)

La responsabilité contractuelle de la Communauté est régie par la loi applicable au contrat en cause.

En matière de responsabilité non contractuelle, la Communauté doit réparer, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres, les dommages causés par ses institutions ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Le deuxième alinéa s'applique selon les mêmes conditions aux dommages causés par la BCE ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

La responsabilité personnelle des agents envers la Communauté est réglée dans les dispositions fixant leur statut ou le régime qui leur est applicable.

ARTICLE 289 (ex-article 216)

Le siège des institutions de la Communauté est fixé du commun accord des gouvernements des États membres.

ARTICLE 290 (ex-article 217)

Le régime linguistique des institutions de la Communauté est fixé, sans préjudice des dispositions prévues dans le règlement de la Cour de justice, par le Conseil statuant à l'unanimité.

ARTICLE 291 (ex-article 218)

La Communauté jouit sur le territoire des États membres des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans les conditions définies au protocole du 8 avril 1965 sur les privilèges

et immunités des Communautés européennes. Il en est de même de la Banque centrale européenne, de l'Institut monétaire européen et de la Banque européenne d'investissement.

ARTICLE 292 (ex-article 219)

Les États membres s'engagent à ne pas soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent traité à un mode de règlement autre que ceux prévus par celui-ci.

ARTICLE 293 (ex-article 220)

Les États membres engageront entre eux, en tant que de besoin, des négociations en vue d'assurer, en faveur de leurs ressortissants:

- la protection des personnes, ainsi que la jouissance et la protection des droits dans les conditions accordées par chaque État à ses propres ressortissants,
- l'élimination de la double imposition à l'intérieur de la Communauté,
- la reconnaissance mutuelle des sociétés au sens de l'article 48, deuxième alinéa, le maintien de la personnalité juridique en cas de transfert du siège de pays en pays et la possibilité de fusion de sociétés relevant de législations nationales différentes,
- la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires ainsi que des sentences arbitrales.

ARTICLE 294 (ex-article 221)

Les États membres accordent le traitement national en ce qui concerne la participation financière des ressortissants des autres États membres au capital des sociétés au sens de l'article 48, sans préjudice de l'application des autres dispositions du présent traité.

ARTICLE 295 (ex-article 222)

Le présent traité ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les États membres.

ARTICLE 296 (ex-article 223)

1. Les dispositions du présent traité ne font pas obstacle aux règles ci-après:

- a) aucun État membre n'est tenu de fournir des renseignements dont il estimerait la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité,
- b) tout État membre peut prendre les mesures qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre; ces mesures ne doivent pas altérer les conditions de la concurrence dans le marché commun en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires.

2. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut apporter des modifications à la liste, qu'il a fixée le 15 avril 1958, des produits auxquels les dispositions du paragraphe 1, point b), s'appliquent.

ARTICLE 297 (ex-article 224)

Les États membres se consultent en vue de prendre en commun les dispositions nécessaires pour éviter que le fonctionnement du marché commun ne soit affecté par les mesures qu'un État membre peut être appelé à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, en cas de guerre ou de tension internationale grave constituant une menace de guerre, ou pour faire face aux engagements contractés par lui en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

ARTICLE 298 (ex-article 225)

Si des mesures prises dans les cas prévus aux articles 296 et 297 ont pour effet de fausser les conditions de la concurrence dans le marché commun, la Commission examine avec l'État intéressé les conditions dans lesquelles ces mesures peuvent être adaptées aux règles établies par le présent traité.

Par dérogation à la procédure prévue aux articles 226 et 227, la Commission ou tout État membre peut saisir directement la Cour de justice, s'il estime qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus aux articles 296 et 297. La Cour de justice statue à huis clos.

ARTICLE 299 (ex-article 227)

1. Le présent traité s'applique au Royaume de Belgique, au Royaume de Danemark, à la République fédérale d'Allemagne, à la République hellénique, au Royaume d'Espagne, à la République française, à l'Irlande, à la République italienne, au Grand-duché de Luxembourg, au Royaume des Pays-Bas, à la République d'Autriche, à la République portugaise, à la République de Finlande, au Royaume de Suède et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

2. Les dispositions du présent traité sont applicables aux départements français d'outre-mer, aux Açores, à Madère et aux îles Canaries.

Toutefois, compte tenu de la situation économique et sociale structurelle des départements français d'outre-mer, des Açores, de Madère et des îles Canaries, qui est aggravée par leur éloignement, l'insularité, leur faible superficie, le relief et le climat difficiles, leur dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, facteurs dont la permanence et la combinaison nuisent gravement à leur développement, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, arrête des mesures spécifiques visant, en particulier, à fixer les conditions de l'application du présent traité à ces régions, y compris les politiques communes.

Le Conseil, en arrêtant les mesures visées au deuxième alinéa, tient compte des domaines tels que les politiques douanières et commerciales, la politique fiscale, les zones franches, les politiques dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, les conditions d'approvisionnement en matières premières et en biens de consommation de première nécessité, les aides d'État, et les conditions d'accès aux fonds structurels et aux programmes horizontaux de la Communauté.

Le Conseil arrête les mesures visées au deuxième alinéa en tenant compte des caractéristiques et contraintes particulières des régions ultrapériphériques sans nuire à l'intégrité et à la cohérence de l'ordre juridique communautaire, y compris le marché intérieur et les politiques communes.

3. Les pays et territoires d'outre-mer dont la liste figure à l'annexe II du présent traité font l'objet du régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce traité.

Le présent traité ne s'applique pas aux pays et territoires d'outre-mer entretenant des relations particulières avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord qui ne sont pas mentionnés dans la liste précitée.

4. Les dispositions du présent traité s'appliquent aux territoires européens dont un État membre assume les relations extérieures.

5. Les dispositions du présent traité s'appliquent aux îles Åland conformément aux dispositions figurant au protocole n° 2 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède.

6. Par dérogation aux paragraphes précédents:

- a) le présent traité ne s'applique pas aux îles Féroé;
- b) le présent traité ne s'applique pas aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre;
- c) les dispositions du présent traité ne sont applicables aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles par le traité relatif à l'adhésion de nouveaux États membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé le 22 janvier 1972.

ARTICLE 300 (ex-article 228)

1. Dans les cas où les dispositions du présent traité prévoient la conclusion d'accords entre la Communauté et un ou plusieurs États ou organisations internationales, la Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec des comités spéciaux désignés par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser.

Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent paragraphe, le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf dans les cas où le paragraphe 2, premier alinéa, prévoit que le Conseil statue à l'unanimité.

2. Sous réserve des compétences reconnues à la Commission dans ce domaine, la signature, qui peut être accompagnée d'une décision d'application provisoire avant l'entrée en vigueur, ainsi que la conclusion des accords sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission. Le Conseil statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ainsi que pour les accords visés à l'article 310.

Les mêmes procédures sont applicables, par dérogation aux règles du paragraphe 3, pour décider de la suspension de l'application d'un accord, ainsi que pour établir les positions à prendre au nom de la Communauté dans une instance créée par un accord fondé sur l'article 310, lorsque cette instance est appelée à adopter des décisions ayant des effets juridiques, à l'exception des décisions complétant ou modifiant le cadre institutionnel de l'accord.

Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toute décision prise au titre du présent paragraphe et concernant l'application provisoire ou la suspension d'accords, ou l'établissement de la position communautaire dans une instance créée par un accord fondé sur l'article 310.

3. Le Conseil conclut les accords après consultation du Parlement européen, sauf pour les accords visés à l'article 133, paragraphe 3, y compris lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel la procédure visée à l'article 251 ou celle visée à l'article 252 est requise pour l'adoption de règles internes. Le Parlement européen émet son avis dans un délai que le Conseil peut fixer en fonction de l'urgence. En l'absence d'avis dans ce délai, le Conseil peut statuer.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, sont conclus après avis conforme du Parlement européen les accords visés à l'article 310, ainsi que les autres accords qui créent un cadre institutionnel spécifique en organisant des procédures de coopération, les accords ayant des implications budgétaires notables pour la Communauté et les accords impliquant une modification d'un acte adopté selon la procédure visée à l'article 251.

Le Conseil et le Parlement européen peuvent, en cas d'urgence, convenir d'un délai pour l'avis conforme.

4. Lors de la conclusion d'un accord, le Conseil peut, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2, habiliter la Commission à approuver les modifications au nom de la Communauté lorsque l'accord prévoit que ces modifications doivent être adoptées selon une procédure simplifiée ou par une instance créée par ledit accord; le Conseil peut assortir cette habilitation de certaines conditions spécifiques.

5. Lorsque le Conseil envisage de conclure un accord modifiant le présent traité, les modifications doivent d'abord être adoptées selon la procédure prévue à **la clause 92 du traité fondamental** (l'article 48 du traité sur l'Union européenne).

6. Le Conseil, la Commission ou un État membre peut recueillir l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité d'un accord envisagé avec les dispositions du présent traité. L'accord qui a fait l'objet d'un avis négatif de la Cour de justice ne peut entrer en vigueur que dans les conditions fixées à **la clause 92 du traité fondamental** (l'article 48 du traité sur l'Union européenne).

7. Les accords conclus selon les conditions fixées au présent article lient les institutions de la Communauté et les États membres.

ARTICLE 301 (ex-article 228 A)

Lorsqu'une position commune ou une action commune adoptées en vertu des dispositions **du traité fondamental** relatives à la politique étrangère et de sécurité commune prévoient une action de la Communauté visant à interrompre ou à réduire, en tout ou en partie, les relations économiques avec un ou plusieurs pays tiers, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, prend les mesures urgentes nécessaires.

ARTICLE 302 (ex-article 229)

La Commission est chargée d'assurer toutes liaisons utiles avec les organes des Nations unies et de leurs institutions spécialisées.

Elle assure en outre les liaisons opportunes avec toutes organisations internationales.

ARTICLE 303 (ex-article 230)

La Communauté établit avec le Conseil de l'Europe toutes coopérations utiles.

ARTICLE 304 (ex-article 231)

La Communauté établit avec l'Organisation de coopération et de développement économiques une étroite collaboration dont les modalités sont fixées d'un commun accord.

ARTICLE 305 (ex-article 232)

1. Les dispositions du présent traité ne modifient pas celles du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, notamment en ce qui concerne les droits et obligations des États membres, les

pouvoirs des institutions de cette Communauté et les règles posées par ce traité pour le fonctionnement du marché commun du charbon et de l'acier.

2. Les dispositions du présent traité ne dérogent pas aux stipulations du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

ARTICLE 306 (ex-article 233)

Les dispositions du présent traité ne font pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application du présent traité.

ARTICLE 307 (ex-article 234)

Les droits et obligations résultant de conventions conclues antérieurement au 1^{er} janvier 1958 ou, pour les États adhérents, antérieurement à la date de leur adhésion, entre un ou plusieurs États membres, d'une part, et un ou plusieurs États tiers, d'autre part, ne sont pas affectés par les dispositions du présent traité.

Dans la mesure où ces conventions ne sont pas compatibles avec le présent traité, le ou les États membres en cause recourent à tous les moyens appropriés pour éliminer les incompatibilités constatées. En cas de besoin, les États membres se prêtent une assistance mutuelle en vue d'arriver à cette fin et adoptent le cas échéant une attitude commune.

Dans l'application des conventions visées au premier alinéa, les États membres tiennent compte du fait que les avantages consentis dans le présent traité par chacun des États membres font partie intégrante de l'établissement de la Communauté et sont, de ce fait, inséparablement liés à la création d'institutions communes, à l'attribution de compétences en leur faveur et à l'octroi des mêmes avantages par tous les autres États membres.

ARTICLE 308 (ex-article 235)

Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen, prend les dispositions appropriées.

ARTICLE 309 (ex-article 236)

1. Lorsqu'il a été décidé de suspendre les droits de vote du représentant du gouvernement d'un État membre conformément à **la clause 91, paragraphe 2 du traité fondamental** (article 7, paragraphe 2), ces droits de vote sont également suspendus en ce qui concerne le présent traité.

2. En outre, lorsque l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre de principes énoncés à **la clause 2, paragraphe 1 du traité fondamental** (l'article 6, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne) a été constatée conformément à **la clause 91, paragraphe 1 du traité fondamental** (l'article 7, paragraphe 1, dudit traité), le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider de suspendre certains des droits découlant de l'application du présent traité à l'État membre en question. Ce faisant, le Conseil tient compte des conséquences éventuelles d'une telle suspension sur les droits et obligations des personnes physiques et morales.

Les obligations qui incombent à l'État membre en question au titre du présent traité restent en tout état de cause contraignantes pour cet État.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider par la suite de modifier les mesures qu'il a prises au titre du paragraphe 2 ou d'y mettre fin pour répondre à des changements de la situation qui l'a conduit à imposer ces mesures.

4. Lorsqu'il prend les décisions visées aux paragraphes 2 et 3, le Conseil statue sans tenir compte du vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question. Par dérogation à l'article 205, paragraphe 2, la majorité qualifiée est définie comme la même proportion des voix pondérées des membres du Conseil concernés que celle fixée à l'article 205, paragraphe 2.

Le présent paragraphe est également applicable en cas de suspension des droits de vote conformément au paragraphe 1. Dans ces cas, une décision requérant l'unanimité est prise sans le vote du représentant du gouvernement de l'État membre en question.

ARTICLE 310 (ex-article 238)

Remplacé par la clause 89 du traité fondamental

ARTICLE 311 (ex-article 239)

Les protocoles qui, du commun accord des États membres, seront annexés au présent traité en font partie intégrante.

ARTICLE 312 (ex-article 240)

Le présent traité est conclu pour une durée illimitée.

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 313 (ex-article 247)

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République italienne.

Le présent traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité. Toutefois, si ce dépôt a lieu moins de quinze jours avant le début du mois suivant, l'entrée en vigueur du traité est reportée au premier jour du deuxième mois suivant la date de ce dépôt.

ARTICLE 314 (ex-article 248)

Le présent traité rédigé en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du gouvernement de la République italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des autres États signataires.

En vertu des traités d'adhésion, font également foi les versions du présent traité en langues anglaise, danoise, espagnole, finnoise, grecque, irlandaise, portugaise et suédoise.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent traité.

Fait à ...

ANNEXES

ANNEXE I ⁵

LISTE prévue à l'article 32 du traité

...

ANNEXE II ⁶

PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité

⁵. Non reproduit

⁶ Non reproduit